



Le CNFPT ILE-DE-FRANCE
DELEGATION DE PREMIERE COURONNE
ET
La VILLE DE PARIS



GENRE ET ESPACE PUBLIC

30 mai 2017

LES ACTES DU SEMINAIRE



MAIRIE DE PARIS



Direction des ressources humaines
Université des Cadres



QUAND LES TALENTS
GRANDISSENT,
LES COLLECTIVITES
PROGRESSENT

GENRE ET ESPACE PUBLIC

30 MAI 2017

PRÉAMBULE

Cette matinée organisée par le CNFPT Ile-de-France Délégation de Première Couronne et l'Université des cadres de la DRH s'inscrit dans le cadre du partenariat existant depuis 5 ans entre le Centre national de la fonction publique territoriale et la Mairie de Paris.

A l'ère de la participation, l'enjeu est de « Faire la ville ensemble », femmes et hommes, une ville qui, parce qu'elle aura su tenir compte des attentes et des aspirations des femmes, deviendra plus attractive, plus égalitaire, plus accessible et facile à vivre pour toutes et tous.

L'objectif est d'accompagner les professionnel.le.s dans la mise en œuvre de choix urbains qui répondent à l'impératif d'égalité, en créant et en généralisant des initiatives destinées à favoriser la mixité de l'espace public et à rendre la ville plus adaptée à toutes et tous, plus agréable, plus vivante, plus conviviale.

Cinq thèmes ont retenu notre attention :

- **CIRCULER,**
- **OCCUPER L'ESPACE,**
- **ETRE PRESENTES et VISIBLES,**
- **SE SENTIR EN SECURITE,**
- **PARTICIPER**

Sont présentées ici les interventions d'un panel diversifié d'intervenant.e.s qui ont évoqué leurs travaux, de la théorie et des concepts à la pratique et l'expérimentation, ainsi que les principaux échanges suite aux questions de la salle.

En « bonus », figurent deux textes complémentaires :

1. La conférence introductive ayant eu lieu à Paris le 10 octobre 2016 « Qu'est-ce qui nous empêche de faire une ville égalitaire ? »
2. La présentation du guide de la Ville de Paris : « Genre & espace public ».

La matinée du 30 mai 2017 s'adressait aux cadres de la Ville de Paris et des collectivités d'Ile-de-France. Les Actes s'adressent à ce même public.

Bonne lecture !

GENRE ET ESPACE PUBLIC – 30 MAI 2017

Séminaire animé par **CHRISTINE GUILLEMAUT**,
chargée de projet Service égalité intégration inclusion
Direction de la démocratie, des citoyen.ne.s et des territoires (Ville de Paris).

SOMMAIRE DES ACTES DU SEMINAIRE

OUVERTURE

HELENE BIDARD , adjointe à la Maire de Paris, chargée de l'égalité femmes hommes, de la lutte contre les discriminations et des droits humains.	page 4
FRANÇOIS DELUGA , président du CNFPT	page 6
« La Ville, quel genre » ? De quoi parle-t-on ? EMMANUELLE FAURE , docteure en géographie de la santé - Université Paris Nanterre	page 9

TABLE RONDE 1

Par où commencer ? Des expérimentations en urbanisme

Le projet « 7 places », un appel d'offre intégrant le critère de « genre » Jean-Christophe CHOBLET , mission PAVEX, Mairie de Paris.	page 23
Les premières réflexions sur le genre dans la rénovation des 7 places Chris BLACHE , plate-forme « Genre et ville ».	page 25
Une expérimentation à la Porte de Montreuil : <ul style="list-style-type: none">▪ Didier OSTRE, Directeur général des services de Bagnolet▪ Mathieu PRATLONG, chef de projets urbains, Direction de l'urbanisme, Ville de Paris	Page 29

TABLE RONDE 2

Comment faire ? Un outil participatif : les Marches exploratoires

Une volonté de développement des marches exploratoires en France KAÏS MARZOUKI , Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET).	Page 41
L'expérimentation des marches exploratoires en France CAMILLE GREMEZ , chargée de mission, France Médiation.	Page 44
La marche exploratoire des femmes de la Goutte d'Or en 2016 <ul style="list-style-type: none">▪ VICTOR DELESCLUSE, équipe de développement local Goutte d'Or, sous-direction de la Politique de la Ville et de l'action citoyenne▪ GERTRUDE DODART, directrice de Paris Macadam,▪ DJEMILA HAMIMI, médiatrice et marcheuse▪ FARDOUS SAÏDI, habitante et marcheuse	page 47

TOUR DU MONDE

Treize marches exploratoires dans treize villes du monde

AUDREY NOELTNER, *co-fondatrice de l'association Womenability* Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET).

Page 52

BONUS

BONUS 1 - Genre et espaces publics, conférence introductive Paris 10 octobre 2016
« Qu'est-ce qui nous empêche de faire une ville égalitaire ? » : **YVES RAIBAUD**,
géographe, Université Bordeaux Montaigne,

page 57

BONUS 2 - Présentation du guide « Genre & espace public » de la Mairie de Paris :
CHRISTINE GUILLEMAUT, Mairie de Paris

page 61

PRESENTATION DES INTERVENANT.E.S

HELENE BIDARD

Adjointe à la Maire, chargée de l'égalité femmes hommes, de la lutte contre les discriminations et des droits humains

Monsieur le président du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), cher **François Deluga**, Mesdames, Messieurs, avant tout, au nom de la Maire de Paris et de son équipe, je pense notamment à **Emmanuel Grégoire**, adjoint en charge des ressources humaines, **Christophe Najdovsky**, adjoint de l'espace public, **Jacques Baudrier**, conseiller délégué à l'urbanisme, je veux vous souhaiter la bienvenue à l'hôtel de ville de Paris. Je tiens aussi à vous remercier sincèrement d'être mobilisé.e.s en cette matinée sur ce sujet central pour construire nos villes de demain : celui du genre et de l'espace public.

En effet, l'intérêt et l'investissement des agents de la Ville de Paris et des autres collectivités, sont indispensables pour atteindre notre objectif, c'est-à-dire bâtir des villes, des quartiers, qui soient adaptés pour toutes et tous.

Je remercie vivement le président du CNFPT qui nous fait l'honneur d'être exceptionnellement présent aujourd'hui à l'ouverture de cette formation, en espérant que ce rendez-vous permette véritablement le partage de bonnes pratiques, la mutualisation d'outils, et engendre de fructueux projets en commun. Merci aussi à l'Université des cadres de la Ville de Paris pour l'organisation de cette journée qui s'inscrit dans un vaste programme déployé tout au long de l'année.

L'espace public est-il un lieu neutre ? A première vue, on pourrait le croire tant les hommes et les femmes ont aujourd'hui intégré les inégalités dans ce domaine. En réalité, nous vivons dans l'illusion de l'égalité. La place des femmes dans la ville est toute particulière. Elles sont très présentes dans les lieux urbains : à Paris, c'est 53 % des Parisiens qui sont des Parisiennes, et dans une situation de précarité beaucoup plus élevée : à Paris, 86 % des familles monoparentales sont des femmes seules avec enfant. Les femmes ont plus souvent recours au service public et d'une manière beaucoup plus généralisée que les hommes. La place des femmes sur le marché du travail, leur précarité, le fait qu'elles divorcent, qu'elles aient la garde des enfants et qu'elles aient très souvent la charge de ces derniers, comme des tâches domestiques, font qu'elles n'ont pas, de fait, le même usage de la ville puisqu'elles ne sont pas dans la même situation sociale que les hommes.

L'espace public est aussi, avant tout, conçu sur la base de visions masculines. Les études le montrent, les trois-quarts des dépenses publiques dans le domaine des équipements du sport et dans le domaine du loisir répondent à des besoins exprimés avant tout par et pour les hommes. Le renouvellement urbain, la création au service public doivent permettre de porter une autre vision.

La présence d'images et de publicités sexistes peut conférer aussi aux femmes un statut d'objet sexuel. Au-delà de ces images, les caractéristiques mêmes d'un espace - exigü ou spacieux, éclairé ou sombre, peuplé ou désert - contribuent largement à la manière dont s'y développent les rapports sociaux. Les inégalités, le sentiment de peur des femmes dans l'espace public, les incitent parfois à rester beaucoup plus souvent à leur domicile. Voilà un paradoxe, car les statistiques nous rappellent que c'est précisément chez elles, et par leur conjoint, que les femmes sont le plus victimes de violences.

Avec **Anne Hidalgo**, la Maire, nous voulons agir pour favoriser l'appropriation de la ville par les femmes et une réelle mixité dans l'espace public, en rendant celle-ci plus adaptée à toutes et tous, plus agréable, plus inclusive. On ne peut plus se satisfaire de constater que la pratique des espaces de la ville par les femmes se voit contrainte par des murs invisibles. L'évaluation des dépenses publiques sous l'angle du genre pourrait permettre la création d'équipements ouverts à tous, où les stéréotypes genrés ne seraient pas renforcés.

L'enjeu de l'égalité femmes-hommes est un nouveau champ extraordinaire pour aborder la construction des espaces publics car il est essentiel pour atteindre les objectifs de partage de la rue, des places publiques, des équipements culturels et sportifs, mais aussi pour atteindre les objectifs de vivre ensemble et d'une démocratie citoyenne. Ainsi, il implique d'agir pour une communication non sexiste, d'agir pour favoriser la participation des femmes dans les instances

citoyennes et encore de mettre en place des « budgets sensibles au genre ». Pour ce faire, il faut reconstruire une pensée en termes d'aménagement urbain et de politiques publiques qui répondent aux impératifs d'égalité, de mixité et d'accessibilité.

Ce travail que nous avons engagé depuis trois ans à la Ville de Paris a abouti à la publication d'un guide, un référentiel, qui vous sera présenté en fin de matinée et que vous avez peut-être déjà dans vos pochettes. Ce guide est le fruit d'un an de travail d'expertes et d'experts, de professionnels de la Ville de Paris, de membres d'associations. Il s'adresse à l'ensemble des professionnels qui bâtissent la ville, travaillent aux côtés des jeunes et des moins jeunes, à son animation, à son organisation. Ce guide a pour but d'aider à ouvrir à des questionnements nouveaux, de réviser ces jugements ou ces modalités d'action pré-établies en posant un regard neuf sur l'espace public. Il invite chacune et chacun à chausser les lunettes du genre et à se poser quelques questions : comment se manifeste le genre dans l'espace public ? Comment les femmes et les hommes se déplacent dans la ville au quotidien ? Sont-ils acteurs et actrices à part entière dans les processus de décision ? Est-ce que les femmes et les hommes bénéficient des mêmes installations et établissements, structures publiques ?

Pour la Ville de Paris, cela nous a amené à poser cette réflexion sur les nouvelles opérations d'aménagement dans le travail de concertation et le travail d'animation des quartiers. Voici quelques exemples : sur le projet de réaménagement des sept places parisiennes (le Panthéon, Nation, Bastille, Place des Fêtes, Gambetta, La Madeleine et Place d'Italie), l'appel d'offres aux agences d'architectes pour le démarrage des projets a été lancé par la mission PAVEX (programmation, aménagement, valorisation et expérimentation de l'espace public parisien) du Secrétariat général de la Mairie de Paris. Cet appel d'offres a intégré le critère du genre comme critère obligatoire et éliminatoire.

Sur les sites en cours de rénovation, tels la Porte de Montreuil ou l'ancien hôpital Saint-Vincent-de-Paul, des expérimentations sont en cours. Sur le projet renouvellement urbain de réaménagement de la Porte de Montreuil, un travail a été réalisé pour la participation des femmes dans la concertation, et une marche exploratoire a été menée. Sept marches exploratoires de femmes, dont une de jeunes filles, ont été réalisées à Paris. Cinq d'entre elles ont produit des plans d'actions qui, ensuite, ont été présentés aux élu.e.s et aux services de la Ville. Un programme de formation des agent.e.s de la Ville, essentiellement les équipes de développement local et les coordonateur.trice.s des contrats de prévention et de sécurité, sera organisé cette année sur les marches exploratoires. L'intégration d'indicateurs de suivi et d'évaluation de l'égalité femmes-hommes dans la stratégie « Paris piéton » de la Ville. Enfin, la réalisation d'une campagne contre le harcèlement de rue, en novembre 2016, qui a donné lieu à une diffusion importante d'affiches et de cartes postales, en partenariat avec la Mission Nuit de la Ville, ainsi qu'une campagne sur les réseaux sociaux.

FRANÇOIS DELUGA

Président du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT)

Madame l'adjointe à la maire de Paris, chère Hélène Bidard, Mesdames, Messieurs les élus, madame la directrice de l'université des cadres de Paris, Monsieur le directeur de la délégation première couronne du CNFPT, cher **Luc Néel**, Mesdames, Messieurs les intervenants, Mesdames, Messieurs les agent.e.s de la Ville de Paris et des collectivités d'Île-de-France, Mesdames, Messieurs, c'est avec grand plaisir que j'ai accepté de participer à l'ouverture institutionnelle de cette matinée de réflexion-formation consacrée à une problématique innovante : Genre et espace public.

Je voudrais ici exprimer ma satisfaction, et ce, à plusieurs titres. D'abord, parce que ce colloque est, d'une certaine façon, l'illustration parfaite de la méthode de co-construction qui forge l'identité du *Centre national de la fonction publique territoriale* (CNFPT) et qui, de fait, singularise notre établissement public dans sa relation avec les collectivités de métropole et d'outre-mer. Satisfaction également puisque cette matinée de travail s'inscrit parfaitement dans la mise en œuvre de la convention de partenariat que j'ai signée en décembre 2012 avec **Bertrand Delanoë**, alors maire de Paris, convention qui a été renouvelée en 2015 avec **Anne Hidalgo**. Satisfaction enfin d'être avec vous en ouverture de ces travaux puisque le thème retenu correspond à l'une des priorités fortes du CNFPT, que j'avais fixée comme un des objectifs majeurs de ce mandat, à savoir l'égalité femmes-hommes.

C'est d'ailleurs parce que notre établissement public était volontaire sur ce sujet qu'en juillet 2013, j'ai signé avec **Najat Vallaud-Belkacem**, alors ministre des Droits des femmes, un accord-cadre pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la fonction publique territoriale. Cette égalité fait partie des grandes causes qui sont portées par le CNFPT et contenue dans le projet d'établissement qui a été adopté à l'unanimité du conseil d'administration pour les années 2016-2021. Promue au travers de notre offre de formation à destination des collectivités, l'égalité femmes-hommes est aussi une préoccupation constante du management interne de l'établissement. J'en veux pour preuve l'encadrement de l'établissement dans les territoires puisque 14 des 29 postes de direction en régions, c'est-à-dire nos directrices et nos directeurs régionaux, qui sont des administrateurs et des administratrices, donc des cadres A+, sont aujourd'hui occupés par des femmes. Il reste toutefois des efforts à fournir en matière de parité au niveau de la direction générale puisque composée de cinq personnes, il s'y trouve quatre femmes et un homme alors qu'auparavant, elle était composée de trois femmes et deux hommes.

Il me semble utile, très rapidement, d'illustrer la volonté du CNFPT sur ce sujet, en matière d'intégration de l'égalité femmes-hommes dans son mode de management interne pour mieux démontrer que ce sujet est une préoccupation constante de l'établissement.

Le partenariat qui lie le CNFPT et la ville de Paris depuis maintenant cinq années est une source de satisfaction puisqu'il est mu par cet objectif de l'intelligence collective que nous mettons au service de la communauté des agents territoriaux. Je sais le bénéfice extrêmement positif que les cadres des collectivités Île-de-France ont pu tirer de ces formations communes avec leurs collègues de la ville de Paris, tant il est animé par l'esprit de découverte réciproque mais aussi de partages d'expériences, de réflexions et de compétences. Cette relation bilatérale, singulière, permet par ailleurs à chacune des deux parties de concourir à la pleine réussite des actions de formations et des manifestations co-organisées, comme celle de ce matin, par la mise en commun des compétences, la mutualisation des ressources pédagogiques et des moyens logistiques, mais aussi par la mobilisation de nos réseaux de chercheurs et de nos réseaux d'intervenants.

En témoignent les nombreux champs de politique publique et du management qui, jusqu'ici, ont fait l'objet de formations communes, riches et innovantes à bien des égards. C'est en 2012 que s'est tenue la première journée de formation qui avait pour thématique : Métropole et démocratie locale. D'autres journées ont suivi depuis et portaient sur plusieurs sujets : l'aménagement numérique des territoires, très haut débit et réseaux de transports intelligents en avril 2013 ; la gestion des âges

dans la fonction publique, mobilité et transmissions des savoirs, en novembre 2013 ; l'action en faveur du commerce de proximité, outil de revalorisation des quartiers, en septembre 2013 ; et plus récemment, l'aménagement urbain, le développement durable sous l'angle du zonage pluvial, qui était un sujet beaucoup plus technique, en octobre 2016.

Outre ces actions de formation co-construites, et ces journées thématiques co-organisées, cette convention entre nos deux institutions contient une spécificité intéressante et très prisée des agents puisqu'elle permet que soient offertes à titre gratuit des actions de formation du catalogue de la ville de Paris ou de celui du CNFPT. C'est dans ce cadre qu'a récemment été mis en œuvre le cycle des Hautes études métropolitaines, ouvert aux cadres de direction des collectivités de première couronne et de la Ville de Paris. Si les informations qui m'ont été communiquées sont exactes, ce sont six places sur vingt-quatre qui ont été proposées par le CNFPT et la Ville de Paris pour le cycle de mars 2017 à février 2018, qui a pour thème : manager dans la métropole du Grand Paris. Ce qui est un sujet simple !

Madame l'adjointe à la maire de Paris, au regard de ce rapide historique, je crois que nous pouvons véritablement nous féliciter de ce partenariat qui, s'il n'a pas encore atteint ses objectifs, mais en tout cas, remplit les conditions que nous nous étions fixées de nous rapprocher, d'échanger sur toute une série de sujets entre les deux institutions, mais également entre les agents de la Ville de Paris et les agents des collectivités d'Île-de-France. A notre modeste place, forts des compétences qui sont les nôtres en matière de formation, nous participons, dans cette relation partenariale à vos côtés, au développement d'un sujet qui nous tient à cœur : l'esprit de coopération dans l'intercommunalité.

« Genre et espace public » est la septième action conjointe qui se rapporte à notre convention. Contribuer à l'établissement de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines est, je l'ai dit, l'un des objectifs prioritaires que s'est fixé le CNFPT. Lutter contre le sexisme, contre les inégalités et pour l'égalité réelle, implique au préalable de connaître la manière dont ces inégalités se créent et se traduisent, ce que vous avez exprimé tout à l'heure. Je voudrais féliciter ici la ville de Paris d'avoir produit ce guide référentiel sur l'égalité dans l'espace public qui, j'en suis sûr, sera d'une extrême utilité pour les collectivités territoriales.

Très honnêtement, je l'ai mis dans ma sacoche pour le rapporter dans ma commune tout à l'heure et le consulter en détail, car je pense qu'il sera important de le diffuser. On trouve en effet dans ce guide des idées et une approche intéressantes, susceptibles de déclencher toute une série de réflexions dans les collectivités. En tout cas, je m'en ferai le propagandiste au niveau de ma collectivité. Les questions à se poser, présentées dans ce guide, les indicateurs pertinents à construire dans un environnement urbain inégalitaire aujourd'hui, et qui doit devenir égalitaire, tout cela constitue un sujet majeur. Et le titre « Construire un environnement urbain égalitaire » est tout à fait révélateur de l'aspect pratique et de la visée opérationnelle. Or, c'est cela qui compte, aussi bien pour les agents territoriaux de la Ville de Paris ou des collectivités que vous êtes, ou les élu.e.s, dont je suis. C'est vraiment cette opérationnalité qui nous importe car c'est par le concret, et non par l'affichage de grands textes, que nous réussirons à faire évoluer les choses ; en tout cas, c'est l'un des sujets sur lesquels nous travaillons.

Rendre effective l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les espaces de notre société, qu'ils soient professionnel, familial, vous l'avez rappelé, mais aussi dans la ville, est un combat qui reste à mener. Saisissez-vous de ce guide, vulgarisez-le dans vos projets comme dans vos modes de management, pour développer une approche intégrée de l'égalité femmes-hommes. Il y a quelques années, on parlait d'approche intégrée et transversale du développement durable ; c'est un acquis. En revanche, ce n'est pas le cas pour l'égalité femmes-hommes, et je pense que c'est le combat qu'il faut mener en s'inspirant de la façon dont nous avons travaillé dans nos collectivités sur le développement durable, en irriguant l'ensemble de nos politiques de cette problématique. Cette vision transversale pour toute la collectivité est essentielle pour la réussite de cette égalité.

Pour conclure, Madame l'adjointe à la maire de Paris, Mesdames, Messieurs, je vous invite, je vous invite, Ville de Paris et CNFPT, à poursuivre cette coopération, cette belle coopération pour accompagner toujours plus, et surtout mieux, cadres et agents de la Ville de Paris et des collectivités d'Île-de-France dans l'exercice de leurs missions de service public. Au moment où j'entends parler de suppression, encore et toujours, de fonctionnaires territoriaux, je rappelle que ce sont eux qui font vivre notre démocratie locale, que ce sont eux qui assurent la cohésion sociale de notre pays, que ce sont eux qui sont en première ligne face aux difficultés, que ce sont eux qui sont l'amortisseur social de nos sociétés, et que ce sont eux qui portent cette parole de la République, parce que l'égalité femmes-hommes est aussi l'un des éléments essentiels de cette parole de la République. Je

crois savoir ici que les idées ne manquent pas et que de nouvelles actions, toujours liées aux enjeux essentiels pour le territoire de la métropole du Grand Paris, sont en attente.

On me dit qu'un sujet a d'ores et déjà été évoqué pour 2018, pour notre coopération, et qu'il serait dépendant de la réalisation d'un événement sportif mondial. Cette nouvelle formation commune pourrait être confirmée à partir du 13 septembre prochain, en tout cas nous l'espérons. Même si cette décision n'entre pas dans le champ de nos compétences (j'allais dire qu'on le regrette), j'espère qu'elle sera positive pour Paris et pour l'Île-de-France, et que nous pourrions être une petite pierre dans cette organisation pour ce formidable projet qu'est l'organisation des Jeux Olympiques de l'été 2024.

Je vous souhaite d'intenses et fructueux travaux, et je reviens sur ce sujet des Jeux Olympiques : poser cette problématique femmes-hommes à l'occasion de leur organisation, c'est aussi cela, la transversalité. Bonne journée, bons travaux.

« LA VILLE, QUEL GENRE » ? DE QUOI PARLE-T-ON ?

EMMANUELLE FAURE

Géographe, docteure en géographie de la santé - Université Paris Nanterre co-auteure de l'ouvrage « La ville : quel genre ? » paru en mars 2017.

Bonjour à toutes et à tous.

Je suis chercheuse à l'université de Nanterre, géographe et plus particulièrement géographe de la santé. Je travaille sur les questions d'inégalité dans l'accès à la santé mais je mets aussi très souvent mes « lunettes du genre ». Ce sont ces lunettes du genre qu'aujourd'hui je vais utiliser pour discuter de cette question : genre et espace public. Je fais également partie d'un programme de recherche-action, porté par Les Urbaines, un collectif de recherche, qui interroge le rôle et la place des femmes et des hommes dans la ville de Gennevilliers, située dans le département des Hauts-de-Seine.



LA QUESTION QUI GUIDERA MON PROPOS EST :

POURQUOI ET COMMENT INTEGRER LES QUESTIONS DE GENRE DANS L'AMENAGEMENT DE LA VILLE ET PLUS PARTICULIEREMENT DANS L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC ?

Construction sociale des rôles et statuts des hommes et des femmes et ensemble de « rapports de pouvoir » organisant une bicatégorisation hiérarchisée entre le féminin et le masculin » (Bereni, Revillard, 2009)

Pourquoi et comment intégrer les questions de genre dans l'aménagement de l'espace public ?

Un espace physique regroupant tous les lieux qui appartiennent au domaine public, qui sont librement et gratuitement accessibles, et qui de surcroît sont aménagés et entretenus à cette fin (Fleury, Hypergé)

Pourquoi et comment intégrer les questions de genre dans l'aménagement de l'espace public ?

Je voudrais revenir sur deux termes qui ont déjà été évoqués. Tout d'abord, le terme de « genre ». Je vais juste rappeler certains fondements. Tout d'abord, « le genre » renvoie à des constructions sociales, des rapports et des statuts des individus et qui, donc, ne doivent pas être pris comme des caractéristiques innées ou naturelles.

Il est également très important d'avoir en tête la question des rapports de pouvoir qui sont inhérents à ce système et à ces normes de genre. Ce système s'appuie sur trois dimensions principales : en premier lieu, celle de la binarité, ou pour reprendre la définition de Laure Bereni et Anne Revillard, la notion de « bicatégorisation », c'est-à-dire cette opposition qui serait franche et nette entre les hommes d'une part et les femmes d'autre part.

Cette bicatégorisation nie la multiplicité des identités, la fluidité des identités, entre autres des identités trans. La deuxième dimension qu'il est important d'avoir en tête est celle de la **hiérarchisation** entre ces deux entités, une hiérarchisation entre ce qui est dit masculin et ce qui est dit féminin, avec pour corollaire le système que l'on appelle domination masculine. Enfin, la troisième dimension qu'il me semble intéressant d'avoir en tête est celle de **l'hétéronormativité**, c'est-à-dire dans notre société une hégémonie du modèle du couple hétérosexuel. L'ensemble de ces dimensions et de ces dynamiques de genre implique de nombreuses inégalités. Concrètement, dans le monde du travail, on le sait en termes d'occupation des postes, en termes de salaires, en termes d'accès à l'éducation ou la santé, ou bien, ce qui nous intéresse aujourd'hui, en termes d'usage, de représentation de l'espace. Aujourd'hui, nous allons parler de l'espace urbain.

L'espace public rappelle, finalement, des lieux qui renvoient au domaine public, qui doivent donc théoriquement être accessibles librement et gratuitement et sont aménagés en vue de cet accès libre et gratuit. Il est cependant quelques points sur lesquels je voulais insister. Tout d'abord, le terme « d'espace public » qui est renvoyé à une définition relativement juridique : le domaine public. Or, on sait aujourd'hui que d'autres espaces, qui sont privés, sont parfois considérés comme des espaces publics parce qu'ils sont ouverts au public : par exemple, des galeries marchandes ou des centres commerciaux. Comment est-ce qu'on se positionne ? Est-ce qu'on l'intègre ou pas dans notre réflexion sur les espaces publics dans la mesure où c'est ouvert au public et gratuit, en tout cas s'agissant de la circulation dans les galeries marchandes par exemple ?

Le dernier point que je voulais aborder sur la question de l'espace public - le géographe Michel Lussault insiste sur cet aspect - porte sur le fait que dans nos sociétés occidentales aujourd'hui l'espace public est très mythifié, très idéalisé. L'espace public serait intrinsèquement un espace vertueux pour le développement des échanges entre les individus et support presque naturel de la citoyenneté et de la liberté d'expression de chacun et de chacune. Il s'agit bien, ici, plus d'une idéalisation qu'une réalité. La réalité, nous le savons toutes et tous, est bien plus complexe et malheureusement bien plus inégalitaire. C'est de ces inégalités de genre que nous allons aujourd'hui discuter, et à propos desquelles nous allons réfléchir toutes et tous ensemble. En effet, des travaux nuancent cette apparente égalité dans les usages.

C'EST CE QUE JE PROPOSE D'ABORDER DANS UNE PREMIERE PARTIE POUR REpondre A LA QUESTION POURQUOI ?

- **POURQUOI LA QUESTION DU GENRE SE POSE-T-ELLE LORSQUE L'ON INTERROGE LES USAGES ET LES REPRESENTATIONS DE L'ESPACE PUBLIC ?**
- **POURQUOI DOIT-ELLE SE POSER ?**

Genre et espace public

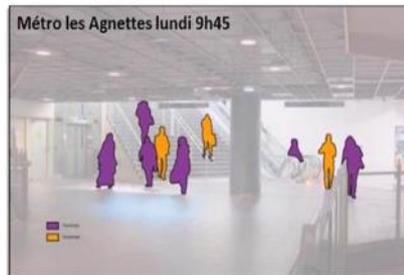
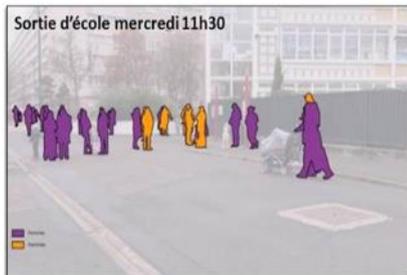
Sexualités et identités dans la ville

- Bicatégorisation
- Hiérarchisation
- **Hétéronormativité**

Question des LGBTIQ dans la ville



Sources des photographies : VisitParis.com



Des normes qui s'ancrent dans des lieux ...

Source : projet « La ville côté femmes »

... et des lieux qui renforcent des normes



Sources : Le monde.fr

OCCUPATION ET FREQUENTATION DE L'ESPACE PUBLIC

Le premier constat relève de la littérature et je reprendrai ici certains des travaux de Jacqueline Coutras, géographe française, une des pionnières qui a travaillé sur ces questions en France, à savoir sur la place de l'occupation et de la fréquentation de l'espace public, qui est généralement mixte (je me place ici dans le cadre français et urbain). En effet, la frontière est relativement mince entre les hommes et les femmes. Or, l'espace a toujours un genre, même lorsqu'il est fréquenté à la fois par les hommes et par les femmes. Je reprendrai deux exemples pour illustrer ce propos.

En haut à droite sur cette photographie, on voit illustrée très concrètement la prise de place des hommes versus des femmes dans l'espace public (ici, sur un banc public). Je pense que nous avons sans doute toutes et tous expérimenté, souvent dans les transports publics, cette prise de place physique. C'est un détail qui finit par faire sens, à force. Le deuxième aspect que l'on pourrait aborder est celui du harcèlement, qu'il soit verbal ou physique, dans l'espace public, et qui est encore malheureusement trop souvent associé à la tenue vestimentaire des femmes dans ce même espace. En dessous, voici une photo issue d'une action d'un collectif de femmes féministes, qui s'étaient mises dans la rue habillées de différentes façons et avaient interpellé les passant.e.s sur cette question du lien trop souvent établi entre l'habillement et le harcèlement.

Nous évoquons les outils pratiques tout à l'heure ; c'est un moyen qui, dans mes recherches et dans notre programme de recherche-actions sur la ville de Gennevilliers, nous importe beaucoup. Nous voulons mobiliser des outils pratiques en vue de communiquer des résultats auprès d'élus, auprès de partenaires. L'une de nos propositions a consisté à prendre des photos à différents endroits de la ville (ci-dessous à Gennevilliers), à des heures différentes, puis à flouter les personnes visibles sur les photos en mettant des caches violets pour les femmes et oranges pour les hommes.

C'est un moyen de visibiliser ces différences, ou non, dans l'usage de l'espace public. Ainsi, nous observons, par exemple, au club Agir, le club des personnes âgées de la ville de Gennevilliers, une majorité de femmes à l'entrée et à la sortie d'une activité. A une sortie de station de métro à 9 h 45, la population est plutôt mixte, avec un peu plus de femmes tout de même. A une sortie d'école à 11 h 30, donc à la pause de midi pour récupérer les enfants, très clairement, même si des hommes sont présents, on observe une présence très majoritaire féminine. En ce sens, finalement, les normes de genre s'ancrent dans des lieux, et on peut ainsi les révéler.

TOILETTES PUBLIQUES

Il existe également des lieux qui renforcent ces normes. A cet égard, même si cela peut faire sourire, je trouve intéressants les travaux menés sur les toilettes publiques. Vous voyez ici ces affiches en rouge, de l'aéroport d'Orly.

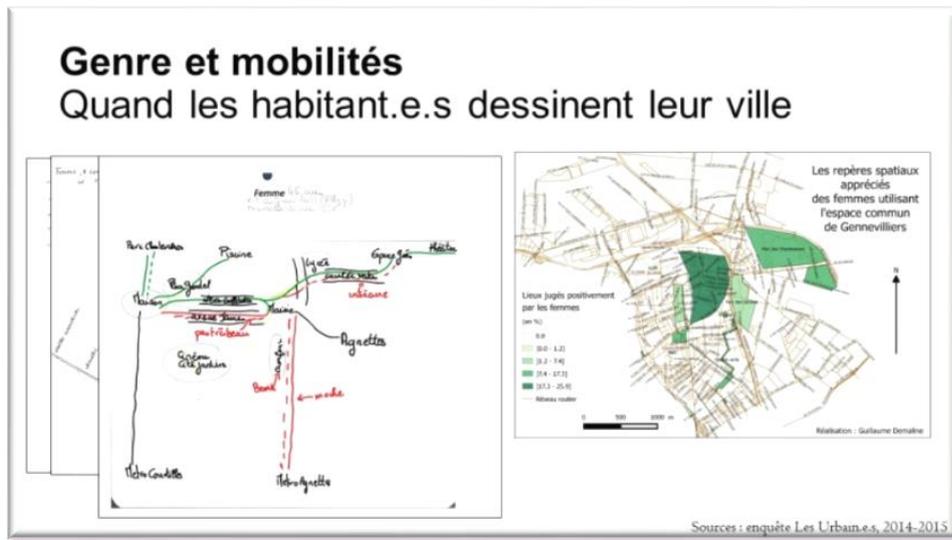
On y retrouve deux dimensions que j'évoquais tout à l'heure : tout d'abord, la bicatégorisation, avec les hommes d'un côté et les femmes de l'autre, une séparation nette ; mais je voulais surtout attirer l'attention sur l'association de la table à langer avec les toilettes des femmes. En l'occurrence, ce sont finalement des lieux qui renforcent l'assignation des femmes à ce qu'on appelle « le care », se préoccuper des autres, et ici des enfants.

MOBILITES

Une autre question que l'on pourrait aborder lorsque l'on parle de l'espace public est celle des mobilités. Les mobilités nous conduisent à aborder la notion des murs invisibles. Ce terme introduit par le géographe Guy Di Méo parle de ces trajets modifiés dans la ville : les femmes qui modifient leur trajectoire en fonction de peurs urbaines, peur de la nuit, peur de certains endroits plus ou moins éclairés, etc., et il est donc question de cette mobilité plus ou moins entravée dans l'espace avec ces stratégies où on évite certains lieux à certaines heures. Je reviens toujours à mon esprit pratique : comment identifier ces stratégies spatiales, ces murs invisibles que chacune ou chacun, selon ses identités, perçoit et, du coup, oriente ses stratégies ?

L'un des outils que l'on utilise en géographie, c'est la carte mentale. Ici, ce sont des travaux issus toujours du programme de recherche mené sur la ville de Gennevilliers : on demande aux personnes, femmes et hommes, de dessiner en partant de leur domicile les différents lieux pratiqués

dans la ville, de colorier en vert les trajectoires qu'ils ou elles apprécient et d'expliquer pourquoi, et à l'inverse, en rouge, les trajectoires et les lieux qui sont moins appréciés, les peurs, etc.



Genre et espace public

Sexualités et identités dans la ville

- Bicatégorisation
- Hiérarchisation
- **Hétéronormativité**

Question des LGBTIQ dans la ville

Sources des photographies : VisitParis.com

Nous avons réalisé toute une série de cartes mentales avec des habitantes et habitants. Nous avons recueilli et analysé près de 102 cartes mentales interprétables. Je vais vous montrer quelques exemples. Nous avons pu élaborer des cartes synthétiques où l'on regroupe tous les trajets ou les lieux appréciés par les femmes dans la ville de Gennevilliers. Ce que l'on repère, c'est le grand espace (à droite), le parc départemental des Chanteraines, donc un espace vert. On repère également le centre-ville (la tache la plus vert foncé) et le quartier dit Le Village, à Gennevilliers, et également intéressant, la coulée verte. Donc, encore des espaces verts, des espaces de circulation qui sont, dans ce contexte, plutôt appréciés. Inversement, je ne l'ai pas fait figurer ici, certains espaces sont particulièrement problématiques pour les femmes d'après notre enquête : ce sont les espaces en cours de rénovation urbaine, des grandes friches dans la ville, souvent pas ou peu éclairées, avec peu de personnes qui circulent. Il était intéressant de constater cela.

INTERSECTIONNALITES

Enfin, je voulais attirer notre attention sur le fait que prendre en compte les questions de genre dans la ville ne peut pas s'arrêter uniquement à la bicatégorisation ou la hiérarchisation homme-femme, mais que les questions de genre ont justement cette puissance d'interroger les articulations : pour prendre un gros mot universitaire, on parle « d'intersectionnalités ». Ce sont des questions d'articulations entre des normes de genre, mais également des questions de classes sociales, des questions de sexualité ou d'origine.

Pour la question de l'hétéronormativité, même si peu de travaux existent, il en existe tout de même de plus en plus, en France notamment. Je cite un exemple sur la ville de Paris, ce sont les travaux de Nadine Cattan et de Stéphane Leroy, deux géographes qui ont publié un article en 2010, que l'on peut trouver en ligne, et dont le titre est : La Ville négociée : les homosexuelles dans l'espace public parisien. Pour expliquer les résultats de ce travail, je vais ici détailler les cartographies synthétiques de leurs résultats. Tout d'abord, il s'agit d'une étude réalisée par entretiens, et questionnaires surtout, sur 117 personnes résidant sur la ville de Paris intra-muros, se déclarant pour une partie hétérosexuelles, et d'autres personnes, homosexuelles, gays ou lesbiennes. Leur ont été posées deux questions principales. La première question est la suivante : selon vous, quel comportement deux partenaires d'un couple de même sexe peuvent-ils avoir dans l'espace public ? Est-ce qu'on se tient la main ? Est-ce qu'on se touche ? Est-ce qu'on s'embrasse dans l'espace public ? La deuxième question, posée cette fois-ci uniquement aux personnes se définissant comme gays ou lesbiennes, était la suivante : quel comportement, concrètement et où dans la ville de Paris, pouvez-vous ou faites-vous surtout avec votre partenaire ?

Donc, à la fois les représentations de tous, et en deuxième partie, les pratiques de certaines personnes se définissant comme gays ou lesbiennes. Nous avons établi une échelle de 1 à 3 : l'échelle de 1 signifie aucun contact dans l'espace public ; l'échelle 2, ce sont des contacts discrets, rapides, éphémères ; et l'échelle 3, des contacts appuyés, assumés et plus longs. Finalement, plus la carte devient noire, plus les contacts sont importants et longs.

Pour interpréter ces cartes, il faut savoir que la première concerne les représentations des personnes hétérosexuelles. D'après les personnes se définissant comme hétérosexuelles dans cette ville, Paris est finalement une ville idéale pour les personnes homosexuelles : d'après elles, quasiment partout puisqu'on est à plus de 2 tout le temps, les contacts peuvent être soit longs et appuyés, soit au moins rapides et éphémères dans toute la ville. La deuxième carte montre une vision de la ville un peu moins idéale puisque l'on a les représentations des personnes gays et lesbiennes, c'est-à-dire ce qu'elles pensent pouvoir faire. On observe un périmètre beaucoup plus restreint, qui se concentre autour du centre de Paris et plus particulièrement autour du quartier du Marais, avec des quartiers périphériques perçus comme moins accueillants d'une certaine manière pour la manifestation d'une relation amoureuse dans l'espace public. La troisième carte montre les pratiques effectives des personnes se définissant comme gays : on observe alors un espace qui se restreint d'autant plus. Enfin, la dernière carte illustre les pratiques effectives des personnes, des femmes lesbiennes, avec de nouveau un rétrécissement très important, concentré autour de quelques blocs d'immeubles autour du Marais.

On peut donc constater qu'entre les représentations générales et les pratiques des personnes, il peut exister un gap. Cette étude a été menée sur Paris, mais elle pourrait tout à fait l'être sur d'autres villes ; a priori, il n'y a pas de spécificités. Enfin, peut-être y en a-t-il, la question peut se poser, mais l'étude ne conclut en aucun cas à la spécificité de la ville de Paris. Enfin, d'après l'étude, il existe finalement une espèce de double peine pour les femmes, à la fois femmes et lesbiennes, dans la mesure où ce sont les personnes qui auraient un espace le plus restreint pour ces pratiques.

Finalement, à la question que j'ai posée tout à l'heure : pourquoi intégrer les questions de genre ? Je répondrai ici : parce qu'il existe des différences entre les hommes et les femmes, entre les personnes en fonction de leur identité sexuelle notamment. Il y aurait d'autres études à poursuivre, car ces différences, ce sont bien des inégalités qui se traduisent, qui orientent les comportements et les pratiques des individus.

IL S'AGIT DONC MAINTENANT DE SE DEMANDER : COMMENT ?

- **COMMENT FAIT-ON DE MANIERE PLUS PRATIQUE POUR LUTTER CONTRE CES INEGALITES ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES, ENTRE LES PERSONNES EN FONCTION DE LEURS IDENTITES ?**
- **A CET EGARD, IL FAUT S'INSPIRER DE CE QUI EXISTE, S'INSPIRER DES BONNES PRATIQUES QUI PEUVENT ETRE OBSERVEES, OU EN TOUT CAS DES TENTATIVES QUI PEUVENT ETRE OBSERVEES AILLEURS.**

SIGNALETIQUE

L'espace public par excellence auquel on pense en premier, c'est la rue, et plus particulièrement la signalétique, en rappelant que les symboles ont du sens. Je prendrai tout d'abord l'exemple de la ville de Vienne. Cette ville de Vienne déforme ou réinterprète cette signalétique dans sa ville, avec les panneaux travaux, par exemple, qui sont doublés, même si l'on reste sur des images assez stéréotypées (on retrouve la dame en jupe !)

Il est certain que l'on progresse, mais il y aurait sans doute des choses à faire sur les pictogrammes ! On observe des images similaires sur les feux tricolores qui montrent la diversité des couples possibles. Cela fait sourire mais disons que les normes de genre sont tellement imprégnées dans notre vie quotidienne par répétition que cela n'est pas étonnant. Autre élément, ce panneau qui a été pris en photo dans des toilettes publiques à Amsterdam. C'est intéressant parce que c'est dans le musée de la ville d'Amsterdam. Ce que l'on voit avec la silhouette en blanc derrière, c'est le fait qu'initialement, le bâtiment a été pensé avec des toilettes pour hommes et des toilettes pour femmes. On voit que la pancarte a été rajoutée après ; donc rien n'est impossible, même quand le bâtiment est construit. Une petite pancarte a été rajoutée pour indiquer la multiplicité des silhouettes, et les deux toilettes qui étaient initialement pour hommes d'un côté, et pour femmes de l'autre, sont accessibles à tous. Après tout, une cuvette de toilette, c'est une cuvette de toilette.



VISIBILITE DES FEMMES

En ce qui concerne l'espace public de la rue, nous avons des résultats issus du livre que j'ai coordonné dans le cadre d'un projet d'actions à Gennevilliers, qui s'intitule La Ville côté genre. Ce sont les travaux d'Élise Vinet, qui travaille sur la visibilité des femmes, leur capacité d'action et d'être dans la ville. Elle propose des pistes très concrètes. Elle propose tout d'abord d'instaurer des « criées de rue », ce qui permettrait d'allier urbanisme et actions culturelles.

En effet, le service culture a aussi un rôle très important à jouer et ces criées de rue qui prennent de la place dans la rue, s'expriment, ont une position de femmes qui prennent de la place, y compris sonore, pour déclamer des textes et attirer l'attention lors d'événements culturels. Il existe des compagnies de théâtre et des compagnies de criées de rue.

La rue Visibilité et *empowerment* dans l'espace public



Source des illustrations : Compagnie du Grabuge, FranceInter, CGA, Bargouinage

AUTODEFENSES FEMINISTES

Autre moyen : les stages d'autodéfense féministes. On parlait des murs invisibles tout à l'heure et des peurs urbaines ; il existe des moyens pour lutter contre ces phénomènes. L'autodéfense ne signifie pas forcément faire du karaté, mais au moins de se sentir mieux dans la ville. Cela peut être de l'autodéfense verbale et de l'autodéfense physique pour, finalement, se redonner confiance en soi dans la rue. Dans ce domaine également, il serait opportun de travailler avec des associations. Il existe de nombreux collectifs, y compris à Paris et en région parisienne, qui proposent des formations d'autodéfense féministes qui peuvent être très intéressantes. On parlait tout à l'heure également des publicités sexistes ; il y aurait certainement des actions à mener dans ce domaine.

Vous voyez également ce panneau qui a été attaqué par le collectif de la brigade antisexiste, collectif qui colle des autocollants sur les publicités sexistes. Mais je pense que dans l'action publique, Elise Vinet propose de réfléchir : une interdiction, si elle paraît envisageable au premier abord, serait certainement complexe à mettre en œuvre, en termes politiques, en termes économiques etc. C'est un positionnement fort, mais Elise Vinet prend en compte les difficultés possibles, avec une proposition contrebalancée : s'il existe des publicités sexistes, pourquoi ne pas mettre dans la rue des panneaux d'affichage sur lesquels on verrait des femmes dans des positions de pouvoir, dans des positions de mener leur vie (et non pas avec une expression un peu la tête ailleurs) ?

JARDINS PARTAGES

Un autre sujet que je voulais aborder, qui relève également de la politique publique, c'est celui d'un espace public de plus en plus valorisé à la fois par la sphère des élu.e.s et des politiques publiques, mais également par les habitants et les habitantes de nos villes, à savoir les « jardins partagés ». Nous disposons de résultats issus du programme de recherche que nous menons sur la ville de Gennevilliers. Nous avons mené des enquêtes par observation et entretiens auprès des jardinières et jardiniers.

Les jardins partagés Des espaces d'expression des stéréotypes de genre...

« Quand on a construit les bacs c'était très homme [...] c'est eux qui ont construit les bacs oui. [Pourquoi ?] [...] parce qu' il y avait beaucoup de grands outils, enfin moi personnellement ça me fait peur. [...] Et puis pour démolir une palette on a besoin de pas mal de force. »

« Cela manque d'hommes pour bêcher »



Sources : enquête Les Urbain.e.s, 2015-2016

Il en ressort que, finalement, comme tous les espaces, les jardins partagés sont des espaces d'expression des stéréotypes de genre. C'est ce que nous avons pu constater au travers, par exemple, de la construction des bacs dans les jardins. Il n'est pas très étonnant que comme dans tout lieu, il y ait des représentations sexistes, lesquelles sont véhiculées lors de ces ateliers, lors de ces travaux de jardinage, par la nécessité d'avoir des hommes pour construire des bacs parce que les femmes auraient peur des outils, etc. Ce que nous avons également remarqué sur les jardins partagés à Gennevilliers, c'est le fait que ces espaces peuvent aussi être de véritables piliers ou supports de renversements énormes de genre dans la ville et dans ces espaces. Cela implique plusieurs éléments. Tout d'abord, nous avons constaté à Gennevilliers la présence de jardins dits ouvriers ou familiaux (ce sont des lots attribués à des familles ou à des ménages), et de jardins partagés. Nous avons pu observer que si les jardins familiaux sont très majoritairement jardinés par des hommes et que les lots appartiennent à ces derniers, inversement, les jardins partagés sont majoritairement jardinés par des femmes et ce sont aussi elles qui sont porteuses des projets, porteuses des associations, et qui mènent de A à Z les projets de jardins partagés. Des femmes qui, par le jardinage, obtiennent une reconnaissance, développent un partage des savoirs. Finalement, certaines femmes sous-estimaient leur savoir en termes de jardinage, ou de plantes, de biodiversité, etc. Un thème que l'on peut croiser, qui est fort intéressant, est celui de l'estime de soi.

Les jardins partagés ... mais aussi de renversement de ces stéréotypes

« Je l'utilise [son mari] en soutien (rire), il ne va pas aux réunions, il garde les enfants »

« je partage ma parcelle avec Francine et c'est tout bénéf. Elle est hyper calée en jardinage, je n'imaginai pas ça. Du coup, je la laisse faire. Elle me dit comment procéder et je lui fais confiance. C'est un dictionnaire du jardinage. » (homme)



Sources : enquête Les Urbain.e.s, 2015-2016

Enfin, ce que nous avons pu constater sur un des quartiers, c'est le fait que ces jardins ont été pour certaines femmes un levier d'entrée dans la vie publique, dans la décision publique. En effet, du fait de cet engouement de certaines femmes pour les jardins partagés dans leur quartier, elles sont allées dans les conseils et réunions de quartiers, au départ pour faire valoir l'importance de leur jardin, mais finalement, également pour s'intégrer dans ces conseils de quartiers et dans cette vie publique au niveau local. Cela nous a semblé très intéressant, en tant que levier d'un investissement politique, non pas au sens d'une politisation, mais en tout cas d'une participation à la vie publique de manière très nette.

TRANSPORTS EN COMMUN

Je voudrais revenir sur les questions de mobilité que nous avons évoquées tout à l'heure, avec deux aspects. Tout d'abord, celui des transports en commun, et donc la question du métro, avec une contribution émanant du livre La ville, quel genre, par un article de Marion Tillous, professeur à l'université de Paris VIII, qui apporte une réflexion qui me semble très intéressante sur la question des rames de métro réservées aux femmes. Rappelons que ces expériences, à la fois dans le métro, dans le train et dans le bus, existent dans un très grand nombre de villes (soit existent encore, soit ont été testées dans un très grand nombre de villes dans le monde). Le chapitre de Marion Tillous s'appuie particulièrement sur l'exemple de Sao Paulo.

Rames de métro réservées aux femmes De la nécessité de s'interroger



Sources: Tillous 2017



Ce que je trouve intéressant dans ce chapitre c'est qu'elle ne prend pas parti pour ou contre, mais qu'elle interroge cette mesure au regard de toutes les controverses qu'elle suscite. En effet, chaque fois que des mesures de ce type sont implémentées ou testées, une controverse grandit, qui accuse très souvent ces mesures de faire du « sexisme à l'envers » et d'interdire un espace à une partie de population, la question étant de savoir si on ne recréerait pas ainsi une exclusion. Ce qui est intéressant, c'est qu'elle réinterroge le principe d'universalisme sur lequel se base ce type de controverse en disant : « Ce n'est plus accessible à tout le monde. » Je pense que c'est vraiment un aspect intéressant tel qu'elle le présente, avec ces enjeux, en rappelant bien que comme on le disait tout à l'heure, de toute façon, nous ne sommes pas dans une société égalitaire. Ainsi, la non-mixité du métro n'apparaît-elle pas comme un but en soi (elle ne prend pas parti) mais éventuellement un moyen de faire avec, en un certain sens, et de permettre à des femmes de se mouvoir dans la ville, tout en rappelant bien que c'est un moyen, le problème étant bien sûr à la source les inégalités et les violences.

VELO

Enfin, je voulais terminer par le sujet du vélo dans la ville durable. En effet, il s'agit d'un outil de la mobilité qui est de plus en plus valorisé et qui prend de plus en plus d'importance dans toutes les réflexions que nous menons actuellement sur les questions écologiques dans les villes. Au vu de l'urgence à penser la ville autrement, le vélo est incontestablement un moyen de transport utile. Mais je voudrais rebondir sur les propos d'un géographe, dont vous avez d'ailleurs le livre dans vos pochettes, Yves Raibaud, qui dans un article pose la question suivante : finalement, le vélo ne serait-il pas support de nouvelles inégalités entre les hommes et les femmes ?



Je répondrai « oui » d'abord et « non » ensuite. Oui, car en effet, en France, les études menées montrent une différence entre les usagers du vélo. Je ne parle pas ici du vélo pour faire du sport ou comme loisir mais comme moyen de se déplacer. Le vélo pour se déplacer est utilisé à 60 % par des hommes. Plusieurs études ont été menées à Bordeaux, où les écarts se creusent d'autant plus quand il pleut, puisqu'on passe alors à 78 % d'hommes. On observe également une baisse importante de la pratique du vélo par les femmes la nuit. A l'inverse, un chiffre intéressant, toujours sur la ville de Bordeaux, est celui des vélos avec des sièges enfant sur le porte-bagages, lesquels sont conduits à 60 % par des femmes. Le vélo est donc porteur de ces normes de genre, en effet. Je dirais une seconde fois « oui » car on observe dans les enquêtes qualitatives, par le biais des entretiens avec les personnes, que la pratique du vélo par les femmes rencontre de nombreux freins

spécifiques. Ces freins peuvent être multiples. Tout d'abord, les femmes parlent du caractère inadapté de certaines tenues de travail avec la pratique du vélo. Des femmes dénoncent le fait de devoir porter des talons, de devoir porter un tailleur, ce qui peut être handicapant dans la pratique de ce que l'on appelle le « vélotaf », c'est-à-dire aller au travail à vélo. Le deuxième point relevé dans ces études, c'est la multiplicité des trajets dans la journée. En effet, on le sait, et les études le montrent, ce sont majoritairement les femmes qui effectuent plusieurs trajets dans la journée, qui vont de leur domicile à leur travail, de leur travail à l'école des enfants, faire les courses, etc. On sait que les trajectoires des hommes dans une journée sont plus longues mais moins nombreuses, alors que les trajectoires des femmes sont plus courtes mais beaucoup plus nombreuses. D'après cette étude, ce serait également un frein à l'utilisation du vélo. Cette étude révèle, en outre, que les remarques sexistes des autres usagers sur le vélo sont également évoquées par les femmes. Cela se rencontre aussi dans la rue, pas uniquement sur le vélo, mais cela remonte également. Enfin, la gêne occasionnée par des problèmes techniques tels crevaison, problèmes de freins, de dérailleur, etc., pose problème aux femmes dans leur appropriation mécanique du vélo. Tout cela donne une vision un peu noire de la pratique du vélo.

Mais je dirais aussi « non ». Non parce que ce n'est pas une fatalité, il existe des moyens de parer à ces différents freins et ces différentes situations. Tout d'abord, on sait qu'il existe de nombreuses associations qui possèdent des écoles de vélo, et avec des écoles de vélo pour femme, pour finalement se réapproprier ce moyen de transport. Je dis bien « réapproprier » parce que la pratique du vélo a été très importante en France et a chuté avec l'arrivée massive de l'automobile. Il s'agit donc bien d'une réappropriation, qui vise à se rappeler que le vélo est un moyen de transport, peut-être d'autant plus facilement en ville où les distances sont plus courtes. Un développement et un soutien des politiques publiques seraient certainement aussi un moyen de soutenir ces associations qui créent ces « écoles de vélos » et qui proposent également des cours de réparation de vélo. Pour répondre à cette question des freins des femmes sur la mécanique et la peur de la panne ou de la crevaison, il existe des associations qui proposent des formations pour les femmes, justement pour se réapproprier quelque chose qui est dans notre société très marqué du côté masculin, à savoir la mécanique. Cela permet de se rendre que compte cela n'a absolument rien à voir, bien évidemment, avec le sexe.

Je voudrais également évoquer les « vélos-cargos », ou ce que l'on appelle les « bullitts », ces vélos qui permettent à la fois de transporter des courses, des objets importants et/ou des enfants. Il semblerait que ces vélos-cargos permettent d'éviter la baisse de la pratique du vélo chez les femmes à l'arrivée du deuxième enfant. En effet, il reste des personnes motivées pour continuer à faire du vélo avec le premier enfant, mais avec deux enfants, un devant et un derrière, cela commence à être un peu plus problématique. Le problème est que ces vélos-cargos coûtent cher. En plus des questions de genre, on touche ici à des questions de catégories socioéconomiques. Ces engins coûtent cher, mais dans certaines villes, notamment Amsterdam, on est frappé par le nombre de bullitts dans la rue, car il existe des aides possibles. Dès lors, dans la mesure où il existe en France des aides pour les vélos électriques, pourquoi ne pas réfléchir à des aides également pour d'autres types de vélos ? Cela ne révolutionne pas les questions de genre, mais cela permet de soutenir pour un moment encore cette répartition des tâches, sachant qu'un bullitt peut être conduit par un homme sans aucun problème.

POUR CONCLURE

L'enjeu de ces questions entre genre et espace public, c'est d'articuler ces questions de recherche et ces questions d'action. Il s'agit de se donner les moyens, de récolter et d'analyser au regard du guide qui a été réalisé. Il faut se donner les moyens de mener des enquêtes, de dresser un état des lieux de la littérature pour apprendre. Ensuite, il nous faut prendre en compte les discours de toutes et de tous pour agir sur la ville, en prenant des exemples internationaux ou nationaux d'ailleurs, avec une co-construction avec les habitant.e.s, ce qui est déjà en marche avec le « gender budgetting », sujet sur lequel je ne suis pas revenue mais qui vise à inclure la question de genre lorsqu'on pense les financements et la dimension économique des politiques publiques, avec toujours cet esprit critique et intersectionnel, en pensant la diversité des identités et des vies des personnes.



Conclusion

Récolter et analyser la parole de tous et toutes

- Cartes mentales, questionnaires, entretiens, ...
- Groupes de paroles et participation citoyenne
- Marches exploratoires

Prendre en compte ces discours et agir sur la ville

- Exemples internationaux
- Co-construction et participation aux projets urbains
- Gender budgeting

MAIS penser ces questions avec un esprit critique et intersectionnel

Source de l'illustration: Betty Bone pour Télérama

Ces travaux et d'autres encore sont présentés en détail dans un ouvrage qui vient de paraître : [La ville, quel genre ?](#)



TABLE RONDE 1

Par où commencer ? Des expérimentations en urbanisme

Le projet « 7 places », un appel d'offre intégrant le critère de « genre »

JEAN-CHRISTOPHE CHOBLET, mission PAVEX, Mairie de Paris.

Les premières réflexions sur le genre dans la rénovation des 7 places

CHRIS BLACHE, plate-forme « Genre et ville ».

Une expérimentation à la Porte de Montreuil :

- **DIDIER OSTRE**, Directeur général des services de Bagnolet
 - **MATHIEU PRATLONG**, chef de projets urbains, Direction de l'urbanisme, Ville de Paris
-

LE PROJET « 7 PLACES », UN APPEL D'OFFRE INTEGRANT LE CRITERE DE « GENRE »

JEAN-CHRISTOPHE CHOBLET
Mission PAVEX, Mairie de Paris

J'ai travaillé, et je travaille encore beaucoup avec **Valérie Thomas**, qui elle-même travaille beaucoup sur la question du corps et de l'espace public, notamment du corps féminin et de sa représentation dans cet espace. Elle a créé ce que l'on appelle les « récits urbains » et travaille sur une forme d'écriture urbaine à partir de cartes sensibles que l'on établit. Les **cartes sensibles** sont des systèmes que nous avons commencé à mettre en place en 1990 exactement, avec des groupes allemands, lorsque nous avons travaillé sur le futur de la ville pour l'Exposition Universelle, et ensuite avec des universitaires français sur la façon dont on peut interpréter un territoire de façon sensible. Il s'agit en fait de recueillir les témoignages, les fantasmes, les peurs, pour créer des cartes qui peuvent être traumatiques, mais qui peuvent également être très positives, et qui sont immédiatement reliées à des questions d'usage, et ensuite de qualifier les usages, les situer dans l'espace, leur donner une bulle à la façon d'Edward Hall, une dimension des usages qui peuvent être perturbants ou au contraire très qualitatifs. Ces cartes permettent de déceler ce que nous appelons avec Valérie « des intrigues de territoire ». Cela signifie que dans des espaces définis par leur ergonomie, leur qualité (quand je dis « qualité », c'est au sens global, cela peut être des choses difficiles, des choses très positives, cela reste une forme de qualité), on observe la manière dont ces territoires finissent par devenir des intrigues avec les usagères et les usagers.

Ces intrigues, comme toute dramaturgie, forment un récit qui devient un récit commun, qui continue à évoluer, avec des formes d'action que l'on appelle aujourd'hui de l'urbanisme tactique. Auparavant, on ne savait même pas ce qu'était **l'urbanisme tactique**. Puis, nous avons fini par créer **Paris Plage** avec Valérie à notre retour d'Allemagne, avec la municipalité de Bertrand Delanoë, en partant de l'idée qu'un espace public pouvait être scénographié, et donc créer du sentiment. Et ainsi, en créant du sentiment, on pouvait effectivement créer de l'égalité. Je reviens sur cette notion parce que l'égalité en termes sociaux dans l'espace public est aussi un facteur très important des qualités de genre. On ne peut pas, à notre avis, sous-estimer l'égalité sociale, et nous avons pu l'observer sur Paris Plage dans la mesure où des études sociologiques et ethnologiques ont été réalisées sur cet événement afin de comprendre la raison pour laquelle in fine cet événement fonctionne plutôt bien. Cet événement créé en 2002 a été ouvert 24/24h les premières années et il ne s'est jamais posé de problèmes particuliers, je tiens à le préciser. En effet, on peut toujours dire que Paris Plage concerne uniquement le centre de Paris et que par conséquent les choses s'y passent mieux qu'ailleurs mais en réalité dans tout espace public, globalement, des problèmes surviennent toujours, même dans des quartiers huppés.

Historiquement les choses se sont déroulées de la manière suivante : Anne Hidalgo m'a demandé de monter un pôle qui s'appelle le PAVEX, un pôle d'expérimentation et d'aménagement de l'espace public. Puis, très rapidement, avec vous et avec la mairie, nous avons commencé à réfléchir à la question du genre et à la manière dont il était possible de l'intégrer dès le début dans l'appel à projet. L'idée consiste à co-construire l'espace public, c'est-à-dire ne pas faire un grand appel à projet, un grand concours d'architecture, comme cela a été le cas jusqu'à présent, notamment pour la place de la République, dont l'appel à projet a été remporté par TVK. Je reconnais leurs grandes qualités, ce n'est pas le propos, mais la Maire de Paris et ses adjoints ont décidé de travailler avec les Parisiennes et les Parisiens sur la question de l'évolution de ces sept places.

Nous avons donc lancé un **appel d'offres** un peu risqué, qui a donné le résultat qu'il y a aujourd'hui, c'est-à-dire qu'on a quatre collectifs pour sept places. Cet appel d'offres est pluridisciplinaire et concerne donc, évidemment, les architectes, les urbanistes, les paysagistes, les designers, mais avec la question du genre intégrée dans le travail de chacune des équipes auxquelles nous avons demandé une spécialisation sur ces questions. Cela nous amène à aborder le sujet de la rémunération, et donc de la ligne budgétaire effective dans cette démarche. Dans cet appel d'offres, que je pourrais vous communiquer bien évidemment, on trouve une ligne budgétaire très claire sur cette question, sachant que nous demandons à l'ensemble des études, avec les cartes sensibles, les cartes d'usage, d'avoir une

appréhension du territoire qui soit genrée. Cela implique une partie quantitative, ce qui est assez rare car nous avons très peu de données sur l'espace public. Des applications apparaissent pour réaliser des choses qui commencent à naître, qui géographient des situations complexes. Cela nous permettrait en tout cas, à nous urbanistes et géographes, de commencer à quantifier et à comprendre un territoire par rapport à cette question.

Aujourd'hui les collectifs sont constitués et nous sommes dans le même processus sur la **Petite Ceinture**, ce qui est intéressant parce que c'est un territoire très différent, qui n'est pas un espace public, mais qui est un espace underground, disons. Or, la question de l'underground est un aspect important s'agissant du genre, pas forcément négativement d'ailleurs. La Petite Ceinture n'est pas forcément un lieu si terrible de ce point de vue, on est en train de le découvrir car on demande aux collectifs d'étudier les usages, mais c'est assez particulier.

Aujourd'hui, nos collectifs sont donc en place et ont largement commencé à travailler. Je vais à présent évoquer les **difficultés rencontrées**, sachant qu'il est très complexe de demander à des équipes pluridisciplinaires qui n'ont pas du tout cette culture d'avoir une vraie vision genrée de l'espace et qu'ils l'intègrent dans leur process. De fait, on leur demande de s'entendre ensemble pour créer un espace public alors qu'ils ont l'habitude de commandes directes. Ce premier point est déjà assez complexe mais je pense que c'est ce qui permet de faire en sorte que la question du genre soit mieux abordée. Il est également complexe pour eux d'avoir une vraie vision qui soit à la fois qualitative et quantitative. Donc, quand on leur demande des cartes d'usage, je reviens régulièrement à la charge en leur disant : « Mais je ne comprends pas, le petit logo qui se trouve ici, que signifie-t-il ? Pour moi ce n'est pas qualifié. » En fait, il ne suffit pas de m'indiquer que les femmes sont présentes à tel ou tel endroit, je veux également savoir leur nombre, leurs usages, leur âge, etc. En parallèle, j'ai mené une étude assez importante sur l'espace public et les jeunes et j'ai travaillé sur la question **des jeunes femmes dans l'espace public**, qui est pour nous le marqueur le plus sensible. Par exemple, sur Paris Plage, nous avons étudié le temps passé par une jeune femme seule immobile dans l'espace public. C'est un marqueur absolu et quand vous disposez de ce marqueur, vous pouvez élargir votre champ de questionnement : par exemple pourquoi elle ne reste pas, peu, ou longtemps. Dès lors, vous commencez à comprendre que les services liés à ce que vous avez construit fonctionnent pour elle. C'était un petit aparté, mais ce sont des processus intéressants pour nous

Tout cela représente beaucoup de travail. Certains collectifs fonctionnent mieux que d'autres parce qu'ils ont intégré très en amont des professionnels ; ils ont cette question dans leur viseur et ils commencent à avoir des appréhensions intéressantes du territoire. D'autres ont plus de difficultés, et il faut travailler avec eux pour les aider. C'est aussi notre rôle à nous, mairie de Paris, et nous avons accompli un joli travail, notamment avec ce manuel où nous nous sommes qualifiés sur cette question (le guide « genre & espace public » produit en 2016).

Il nous revient donc aussi à nous, force publique, d'**accompagner nos concepteurs** à travailler dans ce sens, car ils ne sont pas forcément formés pour cela, loin de là. A cet égard, je tiens à dire que cette question du genre dans l'espace public n'est absolument pas abordée dans les écoles d'architecture. Il faut donc beaucoup d'accompagnement, mais c'est également une réglementation qu'il faut améliorer, et c'est de l'argent à consacrer à cette question dans des lignes budgétaires. Mais surtout, il faut expliquer à tout le monde que cela rapporte, et à tous les niveaux. Cela rapporte quant à la puissance que peut acquérir un espace public dans son **aménité** (ce que l'on appelle les « systèmes amènes »), sans pour autant cliver (je dis cela parce qu'en ce moment, je m'occupe aussi de Barbès-Chapelle et j'ai des critiques). En tous les cas, c'est subtil. Chris Blache parlera de toutes ces méthodologies dans l'espace public, sachant que l'on peut travailler un système avec une grande qualité d'espace public, je ne vais pas dire égalitaire parce que c'est complexe, mais un espace qui convienne à un maximum de personnes, et donc aux femmes et aux hommes, évidemment, sans pour autant créer des systèmes universalistes. Pour ma part, en tant qu'homme, je ne me dis pas féministe, mais je soutiens cette cause féministe. En fait, **il existe un « neutre » qui est en réalité « genré » et masculin** et si l'on rentre dans cette optique - et c'est une vraie bataille avec d'autres camarades urbanistes -, on perd quelque chose. Créer un espace public qui puisse convenir à un maximum de personnes est un sujet qui ne doit pas être clivant.

LES PREMIERES REFLEXIONS SUR LE GENRE DANS LA RENOVATION DE 7 PLACES A PARIS

CHRIS BLACHE

Cofondatrice de la plateforme « Genre et ville »

Nous faisons partie du collectif avec « Genre et ville » qui travaille sur les places du Panthéon et de la Madeleine. Après coup, nous avons été appelé.e.s pour intervenir sur des questions de genre pour d'autres places, pour précisément tenter de répondre à la commande, mais les choses ne sont pas si simples, je pourrai en parler un peu après.

Tout d'abord, c'est très important, en tant que plateforme de recherche et d'action, de nous adresser à vous, parce que vous êtes vraiment les chaînons avec lesquels nous travaillons et avec lesquels nous avons besoin de travailler, et nous avons besoin de lever des freins pour que cela fonctionne. Je ne vais pas vous donner beaucoup d'informations aujourd'hui sur les actions que menons, d'abord pour une raison de manque de temps. En revanche, il me semble important de poser une question principale, qui est de savoir **quels freins il faut lever**, un peu partout, pour pouvoir mener des actions dans l'espace public, pour trouver les pistes vers l'égalité, pour sortir de ces dualités dont a parlé tout à l'heure Emmanuelle Faure.

A cet égard, il m'a semblé qu'il fallait que je travaille autour d'un mot aujourd'hui, qui est le mot « **légitimité** ». Pour en parler, je vais vous donner les définitions de ce mot, cela ouvrira le débat. Je vais vous donner la définition que j'ai trouvée sur Wikipédia : « La légitimité, c'est la qualité de ce qui est fondé en droit, en justice et en équité. » C'est la première formule, un peu juridique. « Cela repose sur une autorité fondée sur des bases juridiques, éthiques ou morales, et elle permet de recevoir le consentement des membres du groupe. » On constate d'ores et déjà qu'en partant d'une première approche juridique, la deuxième phrase introduit une notion de consentement des membres du groupe. Ce n'est déjà plus tout à fait la même chose. Selon la définition sociologique « la légitimité repose sur un accord tacite, subjectif et consensuel, axé selon des critères éthiques et de mérite quant au bien-fondé d'une action humaine ». Dès lors, on s'aperçoit que la légitimité, qui pouvait apparaître comme une chose acquise sur un plan légal, se démarque en fait totalement de la légalité. La légitimité, ce n'est pas la légalité, ce n'est pas la loi. On peut même dire que cette légitimité peut se trouver là où la loi ne se trouve pas. C'est-à-dire que la loi, parfois, ne peut pas tout faire. Les choses ne peuvent pas toutes être traitées efficacement en droit, dans le cadre strict de la loi, et celle-la peut aussi comporter des effets secondaires injustes. Donc, on s'aperçoit que de toute façon, chaque fois que l'on crée quelque chose, cela peut engendrer son contraire et que la loi a toujours des articulations qui figent et qui ne permettent pas toujours une question fine.

Pourquoi ai-je voulu parler de légitimité ? Parce que quand on parle de légitimité au sens large, au sens féministe, on se rend compte que c'est la première question clé.

C'EST-A-DIRE :

- EST-CE QUE LES FEMMES ONT DROIT A LA PAROLE ?
- QUAND ELLES LA PRENNENT, QUEL POIDS A CETTE PAROLE ?
- QUELLE PLACE PREND-ELLE ? QUELLE PLACE PREND-ELLE MEME AU NIVEAU SONORE DANS L'ESPACE PUBLIC ?
- CETTE PAROLE EST-ELLE ENTENDUE UNE FOIS QU'ELLE A ETE AUTORISEE ET LEGITIMEE ?
- ET ENSUITE, UNE FOIS QU'ELLE EST ENTENDUE, COMMENT CELA SE TRANSFORME-T-IL ?

Si nous partons de ces questionnements, on peut s'apercevoir que, au final, on observe des déperditions considérables, que nous vivons toutes et tous ici, dans le quotidien de nos vies, que ce soit à titre personnel ou à titre professionnel. Donc, la première question s'agissant de légitimité se pose en termes quasi-philosophiques, en tout cas de quotidien de vie pour nous, l'enjeu étant de prendre place ou d'**avoir le droit de prendre place** et de se sentir « autorisée à ». Quelle signification cela peut-il revêtir par rapport aux sujets qui nous occupent ? Cela signifie que la première chose à faire pour nous, c'est de poser cette question de la légitimité, et c'est ce que nous faisons en travaillant avec Christine Guillemaut, mais également avec Hélène Bidard, avec Jean-Christophe Choblet, avec de nombreuses actrices ici présentes dans cette salle. Ce travail consiste à se demander : comment prendre place, sensibiliser, faire se rendre compte ?

Je ne vais pas revenir sur ce qui s'est dit ce matin, avec tous les outils qui permettent de se rendre compte des différences d'appropriation de l'espace public, des différences de construction de l'espace

public, des différences de budget pour construire cet espace public, d'un ensemble de facteurs. Il s'agit d'une première phase de sensibilisation pour ouvrir les esprits. Mais une fois que l'on a commencé à ouvrir ces esprits, que l'on commence à entrer un peu le pied dans la porte pour qu'elle ne se referme pas, on se rend compte que la question de la légitimité revient, et ce, à plusieurs endroits. Elle revient parce que quand on travaille sur la ville, on a plutôt des habitudes sur des aspects fonctionnels : sur de la voirie, des tuyaux, sur des questions très techniques. Par conséquent, quand nous commençons à parler de nos sujets, on nous répond : « Ah oui, c'est intéressant, il faut qu'on le prenne en compte. », et tout de suite après, on revient sur la technique : « Alors, là, il va falloir que je mette tant de tuyaux, j'en ai pour tant, il va falloir que ça s'exploite à tel moment, il va falloir que je passe ma commande. » On s'aperçoit qu'on revient sur les questions techniques et que cette question légitime de l'espace public disparaît. Elle revient aussi parce que, finalement, une fois qu'on a posé la question et que l'on a entendu : « Oui oui, on en parle un petit peu. », finalement, cela disparaît parce qu'on a d'autres choses peut-être plus importantes à traiter.

Cette question de légitimité se pose afin de pouvoir essayer de faire perdurer cette prise en compte du genre dans l'espace public. Il faudrait que quand on s'adresse au plus haut niveau managérial sur ces questions, non seulement celui-ci puisse être sensibilisé, donc reconnaître le sujet, mais puisse ensuite appuyer, c'est-à-dire légitimer ce sujet pour pouvoir faire en sorte que cela descende. Or, les choses ne sont pas si simples.

Jean-Christophe Choblet l'a dit tout à l'heure, pour mettre ce sujet au cœur du projet sur les sept places. Il a d'abord été suggéré qu'on s'en empare, qu'il s'en empare, que d'autres s'en emparent, que l'on réalise des travaux ensemble, que l'on organise des formations, que l'on rédige un guide. Ensuite, il a fallu aussi l'inscrire dans un appel d'offres. Or, cette inscription dans un appel d'offres ne s'est pas faite sans aléas : le sujet a été inscrit, puis retiré, puis réinscrit, etc. jusqu'à ce qu'il subsiste enfin. Cette petite ligne dans ce grand appel d'offres n'est pas anecdotique, loin de là, mais il est très difficile de continuer à la garder comme une légitime entrée, c'est-à-dire de faire en sorte que le projet prenne vraiment en compte la question du genre. De ce point de vue, on s'aperçoit qu'une grande partie des collectifs qui ont répondu sur les sept places ont répondu parce qu'il le fallait, mais finalement se sont assez peu armés pour répondre de façon effective à cette question du genre, parce qu'ils n'ont pas intégré au fond d'eux-mêmes que c'était une question légitime. Or, si cette ligne n'avait pas été prise en compte, je pense que « Genre et Ville » n'aurait pas fait partie des collectifs, sauf à créer sa propre dynamique de collectif de réponses, ce que nous avons imaginé faire à un moment donné. Mais personne ne serait venu nous chercher pour participer à un collectif. Je pense que c'est cette ligne qui a permis qu'à un moment donné les collectifs « Aimable en paysage », « ETC », se disent : « La question du genre se pose, on a rencontré "Genre et ville" à travers les sensibilisations, par conséquent on va leur demander de travailler avec nous sur ce sujet ».

Mais sans cette ligne, nous n'existerions pas sur cette réponse, sauf à venir présenter le sujet nous-mêmes.

C'EST LA QUE SE POSE LA DEUXIEME QUESTION DE LA LEGITIMITE.

- EN TANT QU'ENTREPRISE FEMINISTE D'UNE CERTAINE FAÇON, SI NOUS N'ETIONS PAS ALLES CONCOURIR INDIVIDUELLEMENT SUR CE SUJET, EN ALLANT CHERCHER, NOUS AUSSI, DES PARTENAIRES POUR APPORTER DES REponses, AURAIT-ON PU NOUS ENTENDRE ?
- EST-CE QUE L'ON NE NOUS AURAIT PAS PERÇUS COMME UN ORGANE PEUT-ETRE UN PEU TROP MILITANT, UN PEU TROP ENGAGE ?

La présence de Jean-Christophe Choblet (Mission PAVEX/Ville de Paris) aurait peut-être aidé à ce que cela ne soit pas perçu de cette manière, mais il est vrai que nous avons eu cette discussion tout à l'heure avec une membre ici de Plaine Commune, qui disait que ces questions se posent. Certains se disent : « Ah, une intervenante de « Genre et Ville » va venir, oui mais elle va nous parler de féminisme, son propos ne va-t-il pas être un peu militant ? ». Après coup, ils peuvent se rendre compte que nous ouvrons sur beaucoup d'autres sujets, mais la première réaction est celle d'une crainte d'un propos **un peu trop militant**. Nous sommes donc en permanence confrontés à cette question de légitimité. Légitimité pour exister, ensuite légitimité pour subsister, c'est-à-dire continuer à vouloir poser ce sujet du genre sans qu'il soit perçu comme le sujet qui dérange, comme le sujet qui est forcément un peu irritant, poil à gratter, et dont on voudrait finalement se débarrasser parce que cela gêne.

Cette question de légitimité se pose donc à tous les niveaux : au niveau des instances dont j'ai parlé, mais également ensuite **au niveau même des collectifs**. Je parle de cela parce que l'on m'a demandé de parler du rôle des collectifs pour le projet des sept places. Nous faisons partie d'un

collectif qui n'avait aucune notion sur ce sujet du genre autre que les notions de tout un chacun, toute une chacune, c'est-à-dire d'en avoir une vague idée. Même en étant tout à fait engagés pour l'égalité, la plupart des membres de collectif n'avaient pas de notion de ce que les inégalités produisent dans l'espace public, et de notions plus larges sur ces questions de genre, d'invisibilité, sur ces questions de combat qu'il faut intégrer à tous les niveaux. Nous nous sommes aperçus très rapidement qu'il nous fallait travailler avec eux sur ces questions. Nous avons fait une sensibilisation, par le biais d'une réunion de travail. Et nous y revenons au quotidien. Quand un texte sort, quand une communication sort sur Facebook, si elle n'est pas « genrée » (ou « inclusive »), on repasse derrière et on rédige une petite note comme suit : « *Attention, la communication est passée, elle n'était pas genrée.* »

Par exemple, si l'on organise une opération de bricolage dans l'espace public, c'est-à-dire monter des meubles, du mobilier, déplacer des choses, qui va-t-on voir sur les espaces, qui va tenir la perceuse ? Donc nous intervenons à tous les niveaux de légitimité, de place dans les espaces. C'est un travail quotidien, qui nous met très souvent **en situation de combat**. Or, cette situation de combat peut être perçue comme fatigante. Je le dis en toute connaissance de cause, parce que c'est notre quotidien tout le temps, dans tous les projets. Il faut systématiquement revenir, en disant : « *Ah, vous avez oublié un "e".* » Ou alors, les photos sur l'appel d'offres ne montrent que des hommes. Dans ce cas, nous les interpellons : « *Vous avez vu la photo ?* » Généralement, la réponse est : « *Ah oui, nous n'y avons pas pensé. Nous n'avons pas fait attention.* ». Nous avons donc une légitimité à revenir sur ces aspects.

Je ne dis pas cela contre nos équipes, qui sont par ailleurs très sympathiques, mais juste pour **pointer l'impensé** et la question de la légitimité, encore une fois. Lors d'une conférence téléphonique au cours de laquelle nous allons parler de ce que nous allons faire sur les places, le fait que notre approche en tant que « Genre et ville » puisse être transversale et toucher l'ensemble des sujets n'est pas forcément compris. En fait, nous avons été intégrés au groupe avec l'idée que nous allons apporter notre petite touche sur le genre, regarder ce qui se passe sur les places, et que pour le reste, les paysagistes et les architectes feraient leur travail de leur côté. Or, nous travaillons de façon **transversale**. Cela signifie que si l'on parle de paysage, nous intervenons sur le paysage, si l'on parle de mobilier, nous intervenons sur le mobilier, si l'on parle des usages, nous intervenons sur les usages. Nous ne sommes pas là juste pour venir donner un peu la tendance et faire de la formation sur ce qu'est l'égalité. Nous intervenons à tous les niveaux. Cependant, nous ressentons une difficulté à faire accepter notre légitimité à intervenir sur certains sujets, comme le paysage, par exemple. Pourtant, nous avons des architectes et des urbanistes dans notre équipe, donc vraiment des personnes compétentes pour en parler. Mais le fait que nous arrivions par le biais du féminisme et du genre rend cette légitimité très difficile à conquérir, y compris avec nos pairs, avec nos proches, avec les personnes avec lesquelles nous travaillons.

A titre d'exemple, nous allons organiser **un événement féministe** sur la place du Panthéon les 1er et 2 juillet (*à ce jour l'événement a bel et bien eu lieu*). C'est un processus que nous avons préparé depuis longtemps, qui porte sur la mémoire, car cela a tout à fait du sens de parler de la mémoire des femmes place du Panthéon, « place des grands hommes ». Nous sommes là sur un travail où il faut symboliquement monter au créneau, trouver la légitimité sur cette place qui, jusqu'à maintenant, est une légitimité symboliquement forte pour les hommes. Ce week-end, que nous avons qualifié en interne de féministe, sera plutôt un week-end festif pour parler de la mémoire, de la visibilité des femmes, au sens très large, car nous avons bien vu tout à l'heure que ces questions intersectionnelles devaient s'adresser à un public très large, aussi bien sur un plan culturel que sur le plan des identités. Or, lorsque nous avons évoqué l'organisation d'un tel week-end, nous avons senti que la première réaction était : « *Oui, c'est super, on va avoir une activité.* » Mais ensuite : « *Non mais attends, pourquoi ce serait juste le week-end des femmes ? En fait, est-ce qu'on ne peut pas parler aussi de paysage ? Et puis, de toute façon, pourquoi tu les fais parler juste de la mémoire ce jour-là ?* » Lorsque j'ai expliqué que nous organiserions un autre week-end au cours duquel on explorerait la question des usages, il m'a été répondu : « *Oui mais ne pourrait-on pas tout faire d'un coup, parler des usages aussi, et de tout le reste ?* » Cela pourrait nous convenir sur le fond, d'avoir cette démarche transversale, mais ce qui se joue à ce moment-là, ce

n'est pas tant une volonté de transversalité qu'une volonté d'absorber une fois encore notre sujet, de le délégitimer, **de l'invisibiliser** et de le faire disparaître.

Si nous reprenons la définition même de la légitimité, je vous parlais tout à l'heure de **consensus**, de faire accepter par le groupe, je cite « des critères éthiques et de mérite quant au bien-fondé d'une action humaine ». C'est bien de cela qu'il s'agit quand nous menons cette action sur l'égalité dans l'espace public et sur la mémoire, qui est un enjeu fondamental, car les questions de mémoire et de visibilité sont cruciales pour que la place des femmes puisse être visible, vue, et légitimée, encore une fois. Toutefois, une telle démarche est remise en cause ; on cherche à l'englober, la faire disparaître. Je n'irai pas plus loin, je pourrai éventuellement apporter des réponses tout à l'heure, mais l'idée était vraiment de porter la question de la légitimité parce qu'une fois qu'on lève ce frein, tout est possible. Pourquoi vous donnerais-je des exemples de ce que l'on peut faire dans l'espace public pour produire de l'égalité ? Je n'en ai pas besoin, il existe assez de cerveaux suffisamment riches pour produire des choses dès lors que l'on va chercher de la créativité. Mais on ne peut pas produire tant que l'on n'a pas levé cet élément de légitimité qui freine tout. Une fois que c'est levé, tout est possible.

UNE EXPERIMENTATION A LA PORTE DE MONTREUIL

DIDIER OSTRE

Directeur général des services de la ville de Bagnolet

Je vais tout d'abord vous présenter rapidement, la ville de **Bagnolet**, car de toutes celles qui entourent Paris, Bagnolet est certainement l'une des villes les plus méconnues. Cette ville connaît aujourd'hui une véritable transformation urbaine, puisque dans les quatre ans à venir, nous construirons 3 000 logements sur le territoire de la commune. Nous sommes au cœur d'un certain nombre de problématiques liées à des dispositifs d'aides publiques comme PRU et NPRU (Programmes de Rénovation Urbaine) ou encore PNRQAD (Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés), en lien avec **Montreuil**. C'est pour moi l'occasion de dire ici combien nos frontières politiques, administratives, sont futiles au regard de l'usage qui en est fait par les habitantes et les habitants. C'est la raison pour laquelle ces problématiques ne peuvent pas être gérées simplement à l'échelle d'une commune, à l'échelle d'un plan local d'urbanisme, mais qu'elles doivent effectivement fédérer l'ensemble des initiatives.

Pour revenir sur Bagnolet, je voudrais évoquer deux points. Premièrement, pour accompagner ce développement urbain de la ville qui se veut pluriel - ce n'est pas simplement de la construction de logements, c'est aussi 120 000 mètres carrés de bureau qui seront construits le long du périphérique -, **la question des usages pouvant en être faits par les habitantes et habitants** ou par tous ceux et toutes celles qui fréquentent notre territoire, se pose nécessairement. Bagnolet, ce n'est pas simplement 36 000 habitants, ce sont aussi 16 000 emplois. Cela signifie des milliers de personnes qui, chaque jour, viennent sur le territoire communal. Et depuis une loi de libéralisation des transports avec la gare internationale routière de Paris-Bagnolet, ce sont 1,5 millions de voyageurs par an qui fréquentent là aussi les espaces publics. Ces espaces ont été, comme dans beaucoup de villes, conçus, pensés, réfléchis, **généralement par des hommes**, certes de bonne volonté, mais qui n'ont pas forcément toujours pris en compte l'ensemble des problématiques. Par exemple, s'agissant de cette gare internationale, on a évoqué tout à l'heure la question des **toilettes publiques**, c'est une question fondamentale, qui peut structurer le rapport que l'on peut avoir à l'espace public. A un moment où certains ferment les bains-douches et les toilettes publiques, nous nous posons la question d'en rouvrir, de manière à ce que chacune et chacun puisse se sentir à l'aise sur le domaine public.

Des expériences extrêmement intéressantes ont été évoquées, comme celle des **jardins partagés**. Ceux-ci trouvent une matérialité à Bagnolet, y compris dans les documents d'urbanisme puisqu'un certain nombre d'emplacements réservés ont été positionnés de manière à favoriser cette pratique des jardins partagés et nous essayons d'aller un peu plus loin dans le cadre d'une charte-promoteur. Je sais que la **charte-promoteur** est un outil qui suscite toujours beaucoup de commentaires et de réactions, certains considérant cet outil comme trop coercitif, d'autres comme un gadget qui ne sert pas à grand-chose. En tout cas, dans le cadre d'un dialogue que nous espérons constructif avec les promoteurs, nous essayons de développer des **usages différenciés des espaces communs** et nous parvenons aujourd'hui, y compris avec un certain nombre de promoteurs, à imposer ces jardins partagés comme autant d'espaces à l'intérieur des copropriétés qui peuvent permettre aux un.e.s et aux autres de se rassembler.

Comme c'est le thème de cette matinée d'étude, nous avons bien sûr évoqué la question du **genre**. L'interlocuteur précédent évoquait la question de l'espace public qui doit être neutre ou qui ne doit pas l'être :

- L'ESPACE PUBLIC EST-IL VÉRITABLEMENT NEUTRE ?
- PEUT-ON CONSIDÉRER QU'IL EXISTE UNE VÉRITABLE NEUTRALITÉ ?

En tout cas, de cette « neutralité » dans la conception et l'aménagement, nous espérons effectivement gagner une certaine forme de **mixité dans l'usage**. Et c'est peut-être effectivement le passage premier, voire même indispensable, pour pouvoir, ensuite, prôner et faire vivre une véritable mixité.

Je donnerai juste un exemple sur cette question : celui des aménagements des **squares** et des **jardins publics**. Nous nous posons beaucoup de questions sur les horaires, question extrêmement prégnante. Lorsque l'on essaie de réfléchir à l'usage par les hommes ou les femmes, la question des horaires doit effectivement être traitée. Mais au-delà de cette question, se pose également celle des **aménagements**

de ces squares et de ces jardins. Ainsi, de manière très naïve, depuis des années, nous essayons de nous rapprocher le plus possible de la volonté des habitants en matière de choix de jeux, par exemple, ce qui nous conduit inévitablement à privilégier des **jeux pour garçons**, qui vont ensuite induire un mode de fonctionnement et une présence. Cela peut paraître un point de détail mais cette question de l'usage est une question qui nous préoccupe.

Bagnolet, c'est aussi une ZAC en devenir, avec dix hectares à réaménager aux confins de Montreuil, de Bagnolet et de Paris. Ce sont 2 000 logements qui, entre dix et quinze ans, pourraient être construits sur cet espace qui est aujourd'hui lourd et fort d'histoire : histoire d'une banlieue populaire, ouvrière, avec des petites industries, avec des locaux d'artisanat, qui ont conduit tout naturellement la ville de Bagnolet, une trentaine d'années plus tôt, à installer sur son territoire, juste à la limite de Paris et de Montreuil, près du marché aux puces, un **marché à la ferraille**. Qui dit marché à la ferraille dit des gens qui vont venir vendre un certain nombre d'objets, d'outils, et font venir aussi un certain nombre de visiteurs, et ce ne sera pas une gageure que de considérer que les vendeurs et les **acheteurs** sont essentiellement **masculins**. A un moment où l'on requalifie l'ensemble de l'espace public, la question se pose aujourd'hui - en tout cas, elle est portée par les élu.e.s -, du devenir de ce marché à la ferraille.

- PEUT-ON IMAGINER CONCEVOIR UN NOUVEAU QUARTIER SANS REFLECHIR AUX USAGES QUI EN SONT FAITS AUJOURD'HUI ?
- NE FAUT-IL PAS ALLER JUSQU'A MODIFIER UN CERTAIN NOMBRE D'USAGES POUR POUVOIR REINTERROGER LA FONCTIONNALITE MAIS AUSSI L'OCCUPATION QUE L'ON PEUT AVOIR DE L'ESPACE PUBLIC ?

Nous sommes en train de réfléchir à la manière dont ce marché pourrait évoluer. Les élu.e.s de la ville s'accordent à dire que si cela n'était pas possible, ce marché s'arrêterait, de telle manière à pouvoir reconstruire un autre rapport à l'espace.

J'évoquais les **documents d'urbanisme**, j'ai mentionné la question du Plan local d'urbanisme (PLU) par exemple, y compris sur des sujets extrêmement importants comme la manière dont on conçoit le rapport à l'habitation, qui sont autant d'éléments pouvant permettre aux hommes et aux femmes d'être en situation d'égalité sur le domaine public. Je pense à la question des **adressages**, par exemple. Cette question peut paraître anodine, mais dans nos grands ensembles d'habitats populaires, il est parfois extrêmement compliqué pour quelqu'un de s'y retrouver. Hormis pour ceux qui auraient une âme d'aventurier, le fait d'adresser de manière correcte peut aussi permettre aux hommes et aux femmes d'être sur un même niveau quand ils sont sur l'espace public. Je ne reviendrai pas sur la manière dont on peut envisager les constructions, et sur le caractère aujourd'hui nécessairement évolutif de ces habitations qui, là aussi, peuvent permettre à la femme et à l'homme de s'y retrouver dans de bonnes conditions.

Toujours dans nos documents qui nous permettent de travailler sur la requalification de la ville, nous avons évoqué la question de la charte promoteur qui pouvait, là aussi, effectivement, apporter des éléments. J'ai évoqué la question des jardins partagés, mais au-delà, il s'agit des espaces communs, et encore au-delà, de la manière dont on envisage la **résidentialisation**. C'est aussi un sujet. Comment la résidentialisation peut-elle être une invitation à faire ensemble, à vivre ensemble ? Et comment, aujourd'hui, elle est plus souvent perçue comme étant un obstacle à vivre ensemble ou à faire ensemble. Cela impose un certain nombre de questions sur la manière dont on a parfois conçu la ville.

Pour terminer, je tiens à dire que rien ne peut se faire sans les habitant.e.s eux-mêmes/elles-mêmes. Tous et toutes ici dans cette salle, nous sommes convaincu.e.s de l'utilité et de la nécessité d'associer le plus largement possible les habitant.e.s. Nous avons évoqué tout à l'heure la question des marches exploratoires. A Bagnolet, nous travaillons évidemment sur des **marches exploratoires**, qui sont parfois « générées », qui sont parfois générationnelles aussi. Pour autant, tous ces outils sont extrêmement intéressants à partir du moment où l'on prend le temps en amont de former celles et ceux qui vont, effectivement, travailler cette question. Il ne s'agit pas simplement de travailler aux mécaniques de la consultation de la population, il s'agit de former **en intégrant un certain nombre de problématiques** au cœur de nos réflexions. Si nous voulons mener une marche exploratoire, si nous voulons traiter la question du genre, il nous faut, en amont, aborder et sensibiliser les participantes à cette question du genre. Comme beaucoup d'autres questions, celle-ci n'appartient pas seulement aux spécialistes et aux professionnel.le.s. C'est la raison pour laquelle dans le cadre d'une **mission Égalité femmes-hommes** qui existe depuis maintenant un certain nombre d'années au sein de la collectivité, mission financée par l'Europe et qui permet à la fois d'évaluer l'ensemble des politiques publiques communales au regard de la question du genre et de former l'ensemble des personnels à cette question de la nécessaire égalité

femmes-hommes, nous avons mis en place un dispositif de formation qui s'adresse aux membres des Conseils citoyens, aux membres des Conseils de quartier volontaires, à ceux et celles qui veulent réfléchir sur cette question. C'est d'autant plus nécessaire qu'à Bagnolet, comme dans beaucoup d'autres villes, nous travaillons également sur des **outils d'implication citoyenne**, comme les budgets participatifs. Mais que signifierait la mise à disposition d'un outil si l'on ne fournit pas le mode d'emploi, en tout cas celui qui permet, à un moment ou un autre, de réfléchir à l'usage qui peut en être fait ? C'est à la fois une réflexion sur ce que peut être l'aménagement futur d'une ville au regard de sa population, qui est mixte, qui est diverse, mais cela dépend aussi de la capacité des gens à prendre eux-mêmes en charge leur devenir, la façon dont ils vont réfléchir à la ville qu'ils habiteront demain.



Contexte existant

Superficie zone d'étude : 35 ha dont 1/3 habitat
 3170 logements (100% logements sociaux SRU)
 Nombre d'habitants : environ 6000

Densité :
 • globale sur le site : 136/ha
 • ramenée à la surface de l'habitat : 500/ha (Paris : 258)

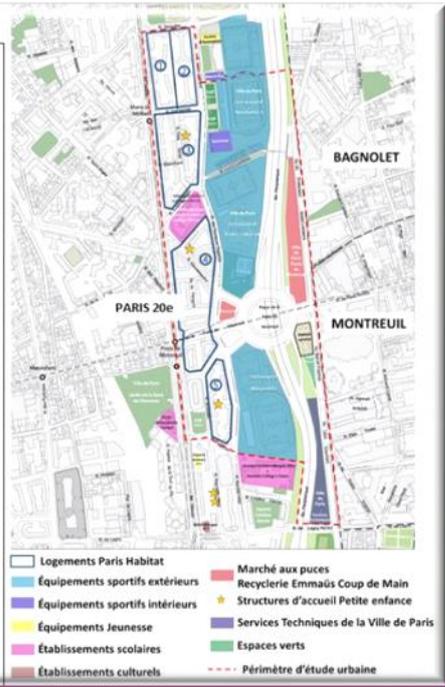
Typologie de la population :
 59% de femmes
 41% d'hommes
 33% de la population de - de 29 ans (29% à Paris) dont 20% de -14 ans
 23% de la population de + 60 ans (29% à Paris) dont 8% de + 75ans

Catégories socio-professionnelles modestes surreprésentées :
 7 % de cadres (Paris : 45,4%),
 65% d'ouvriers et d'employés (Paris : 26,5%) ;
 46% de personnes sans diplôme (Paris : 21,5%)

Part de Familles monoparentales modestes très importante :
 49% de foyers monoparentaux CSP - (Paris : 12,5%)

Population jeune, en situation de fragilité scolaire et par rapport à l'emploi :
 49,5% des enfants de 0 à 19 ans vivent dans un foyer à bas revenus (Paris : 19,5%)
 58% d'élèves reçus au brevet des collèges (Paris : 79%), contre 74% en 2003.
 46% des plus de 15 ans sont sans diplôme (Paris : 21%)
 44% des 15-25 ans non scolarisés (Paris : 18%).

Population modeste et augmentation de la précarité ces dernières années :
 32% d'habitants à bas revenus (Paris : 11%) - 15% d'allocataires du RSA (Paris : 5,5%) ;
 Taux de pauvreté en augmentation de 11 points depuis 2007 (Paris : +1 point) ;
 RSA : 7+ points entre 2001 et 2013 (Paris : +1 point).
 19% de demandeurs d'emploi (Paris : 11,5%), en augmentation de 51% entre 2008 et 2012 (Paris : +29%)



UNE EXPERIMENTATION A LA PORTE DE MONTREUIL

MATHIEU PRATLONG

Chef de projets urbains, service de l'aménagement, Direction de l'urbanisme, Mairie de Paris

Je vais vous parler plus spécifiquement de la Porte de Montreuil, notamment de la manière dont a émergé la thématique du genre dans l'espace public sur le projet d'aménagement de la Porte de Montreuil, et de la façon dont nous avons essayé de l'intégrer dans nos travaux en concertation avec l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Tout d'abord, je précise que je suis ingénieur en génie urbain. J'ai été diplômé de l'EIVP depuis presque dix ans maintenant. Je peux vous assurer que quand on évoquait le « **vivre ensemble** » à l'époque, dans ma formation, il s'agissait de mixité sociale, c'est-à-dire que l'on parlait de mixer des populations avec des difficultés économiques avec d'autres de catégories CSP+, etc. A aucun moment dans ma formation on ne m'a parlé d'égalité femmes-hommes et même de fonctionnement social urbain. Or, ces thématiques émergent aujourd'hui, et on en parle de plus en plus. J'ai posé la question à des formateurs à l'EIVP, c'est quelque chose qu'ils ne font pas encore aujourd'hui. Pour les **écoles d'architecture**, c'est la même chose. Je pense que ces thématiques émergentes viennent notamment du monde universitaire. Des recherches sont menées mais pour autant ce n'est pas traduit en termes de formation. Or, c'est précisément sur les formations qu'un effort doit être fourni.

La Porte de Montreuil se situe dans le périmètre à l'Est de Paris, dans le 20e arrondissement, en limite avec Montreuil et Bagnolet. Il s'agit d'une frange de ville où l'on se retrouve au niveau de la ceinture verte, avec des logements sociaux (entourés en bleu ici). On a 100 % de logement social dans cette zone du 20e arrondissement parisien. Puis, une frange d'équipements sportifs et d'équipements scolaires, ainsi que des services de la Ville de Paris implantés le long du boulevard périphérique, et enfin, un front bâti au niveau de Montreuil et Bagnolet.

Ce projet a été voté au Conseil de Paris en 2015. Pour Paris, le projet de la Porte de Montreuil est le seul projet national de NPNRU (nouveau projet de renouvellement urbain) cofinancé par l'ANRU. Les données présentées ici sont celle de la candidature de la Ville de Paris pour ce NPNRU à la différence près qu'elles sont ici genrées. En effet, la seule donnée qui n'apparaissait pas dans la candidature était ... le pourcentage de femmes et d'hommes vivant dans le quartier. Ainsi, dans la candidature, ne figuraient que des statistiques non sexuées (ou non genrées). Par exemple, on indiquait la présence d'une population jeune, mais on ne précisait pas la part de femmes et d'hommes parmi ces jeunes. Ce sont des **statistiques** que j'ai cherché après que la thématique du genre est apparue en concertation, et en fait, on s'aperçoit que le **quartier compte 59 % de femmes**, ce qui est supérieur à la moyenne parisienne qui se situe, je crois, à 53 %. Dans ce quartier, on dépasse quasiment toutes les moyennes parisiennes, quelle que soit la thématique, y compris celle du genre.

Les études urbaines en janvier 2017 font partie d'un ensemble d'études financées dans le cadre du protocole de préfiguration NPNRU. Cet ensemble d'études comporte des études de développement économique local, macro-économique, avec notamment « Est ensemble » avec qui nous travaillons sur la manière de recréer des activités dans ces secteurs où l'on ne trouve que du logement. Des études sont en cours sur le fonctionnement social, la cartographie sociale, pour conduire une réflexion sur comment faire participer les habitant.e.s à la transformation de leur quartier, etc.

Comme les études ne commençaient que début 2017, nous avons profité, en 2016, de la concertation formelle qui était prévue sur le projet de franchissement de la Porte de Montreuil. Comment franchir cette Porte qui est aujourd'hui un vaste anneau routier ? Nous nous en sommes servis pour initier un diagnostic avec les habitant.e.s. Ce diagnostic a été construit tout simplement sur la base de réunions publiques, d'ateliers et de marches exploratoires dont le but étaient d'avoir un regard assez mixte sur ce qui se passait dans le quartier, sur les usages, etc. Lors de la première réunion publique, la **thématique du genre a émergé**. Pourquoi ? Parce que, nous nous sommes interrogé.e.s sur les usages de l'espace public et la circulation dans cet espace : comment traverse-t-on la Porte de Montreuil ?

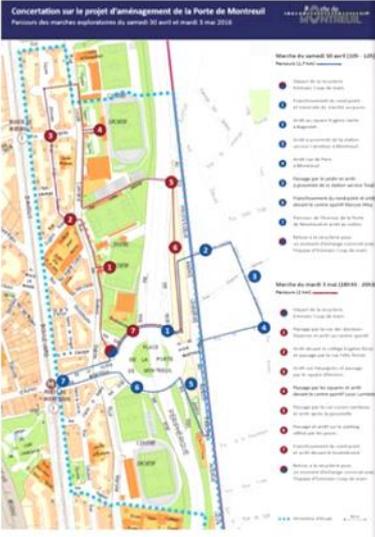
Première phase de concertation – Printemps 2016



5 permanences dans l'espace public
2 réunions publiques
2 marches exploratoires
2 ateliers

Les thématiques abordées :

- **Le franchissement :** le pont, les déplacements, les usages et les ambiances
- **Le fonctionnement et la vie du quartier :** regard des habitants et des usagers sur le quartier, population, dysfonctionnement dans l'espace public, ceinture verte, marché aux puces ...



Concertation sur le projet d'aménagement de la Porte de Montreuil
 Parcours des marches exploratoires du samedi 30 avril et samedi 3 mai 2016

Marche du samedi 30 avril (10h - 12h)
 Parcours L.P.1 (Nord - Sud)

Marche du samedi 3 mai (10h - 12h)
 Parcours L.P.2 (Est - Ouest)

4

Première phase de concertation – Printemps 2016

Émergence de la thématique du genre

→ Réunion publique de lancement le 12 avril 2016 - 19h à 21h
 Association 3Villes 1Porte

SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

En tant que femme, ce n'est pas envisageable pour moi de traverser la porte de Montreuil à minuit. Il faut prendre en compte la question de la sécurité dans le projet.

Je vis entre la porte de Bagnolet et la porte de Montreuil. Il y a beaucoup de violences dans ce quartier, de jour comme de nuit. Je ne m'y sens pas à ma place.

→ 1ère Marche exploratoire – samedi 30 avril – 10h à 13h
 Association 3Villes 1 Porte + Habitantes du quartier (mères de famille ou bénévoles association) + Usagères

USAGE DE LA RUE TRES MASCULIN

Les hommes sont plus présents dans l'espace public, notamment au niveau du marché aux puces, de la rue de Paris (Montreuil)

SENTIMENT D'INSECURITE ET VIOLENCE VERBALE

Nombre de mes collègues traversent la passerelle avec appréhension au Pôitrest

Je ne me sens pas à l'aise quand je traverse la Porte depuis la sortie du Métro

Mes 2 adolescents ont été agressés verbalement près du magasin Carrefour.

USAGES NE FAVORISANT PAS LA MIXITE ET L'ATTRACTIVITE

Les équipements sportifs ne sont pas diversifiés et centrés sur le football et la musculation

Jardin de la Gare de Charonne, ce sont surtout des hommes seuls qui occupent les bancs à l'entrée tandis que les familles se retrouvent au fond du jardin près des jeux pour enfants.

5

En partant de cette question du franchissement, nous avons élargi le sujet sur le ressenti que l'on éprouve quand on vit dans ce quartier.

Lors de la réunion publique, l'association « Trois villes, une Porte » était présente. Cette association, basée à Montreuil, travaille sur les secteurs d'aménagement de Montreuil, Bagnolet et Paris. Les personnes présentes étaient majoritairement des habitantes de Bagnolet et Montreuil, peu d'entre elles venaient de Paris. Elles ont dit : « La place, je la traverse tous les jours, le quartier, j'y passe tous les jours, et je ne me sens pas bien, j'ai un sentiment d'insécurité. » Il faut préciser que cette association est majoritairement composée de femmes. Nous nous sommes dit que quelque chose commençait à émerger dans cette **parole des femmes**.

Deux semaines plus tard, nous avons effectué une **première marche exploratoire** et, par un hasard du calendrier, c'était un samedi matin (une autre marche était également prévue le mardi soir). Cela a permis à de nombreuses femmes de venir avec leurs enfants, et de faire la marche comme une promenade dans le quartier avec les enfants. A partir de là, le sujet s'est amplifié. En effet, c'était le jour du marché aux puces, et il y avait beaucoup d'hommes dans l'espace public : autour du marché, sur les stands, mais aussi dans les allées. Le sentiment d'insécurité s'est renforcé, des parents ont dit : « Moi, mes enfants, je ne les laisse pas sortir le soir, j'ai des adolescentes qui ont déjà été agressées verbalement. ».

Le constat est également fait que les équipements à la Porte de Montreuil ne favorisent pas une mixité d'usage : ces équipements sportifs sont majoritairement des terrains de football. Certes, le Paris Football Club entraîne des équipes féminines, mais au final, quand les terrains de football sont ouverts, ce sont **majoritairement des garçons** qui y jouent. Un terrain de *street workout* vient d'ouvrir, pensé pour être mixte, mais au final, **les agrès** qui y ont été installés sont majoritairement masculins (utilisés par les hommes). Aujourd'hui, quelques filles y viennent cependant, mais nous allons voir que, justement, c'est parce qu'une nouvelle thématique a émergé.

Suite à la première marche, nous nous sommes demandé comment, à court terme, mieux tenir compte des questions de genre dans l'espace public, par exemple comment faire venir plus de femmes aux évènements pour que leurs paroles prennent corps dans l'usage du quartier. Nous avons discuté avec notre prestataire, « Ville ouverte », pour essayer d'adapter les éléments de langage lors des ateliers, et notamment en marche exploratoire, la deuxième devant être effectuée deux jours plus tard. Nous avons souhaité que lors des ateliers, Ville ouverte essaie d'orienter un peu le débat sur ce sujet.

De mon côté, j'ai effectué un recueil de retours d'expérience au sein de la ville. C'est à ce moment que j'ai découvert l'existence d'un travail sur la thématique du genre dans l'espace public. J'ai intégré le groupe de travail, et cela m'a permis de connaître le service Égalité, intégration et inclusion (SEII) et de le convier aux marches exploratoires et aux ateliers suivants. Cela permet aussi de compter dans le groupe des personnes qui sont expertes sur ce sujet, ou qui pouvaient permettre d'approfondir la réflexion, de faire un retour d'expérience sur ce que la ville pouvait mettre en œuvre et pousser les gens dans cette direction.

Retour d'expérience – La concertation

Stratégie à moyen et long termes mise en place pour continuer à travailler sur la thématique

- **Projet politique de la Ville suivi par l'EDL « Les Portes du 20^e » au 2nd semestre 2016 : « Pour une participation active des habitant-es aux transformations de leur quartier »**
 - Groupe d'habitantes : membres du Conseil Citoyen , d'association de parents d'élèves, diversité (jeunes et adultes avec ou sans enfants en activité ou pas, bénévoles ou non dans le quartier), médiatrice, écrivaine publique, voisines et amies
 - Accompagnées par Quartiers du monde et le CAUE75
 - Cartographie du fonctionnement social urbain du quartier
 - Marches exploratoires
 - Restitution sur site aux techniciens et en Mairie du 20^e devant les élus
- **Poursuite de ce projet dans le cadre des études NPNRU**
 - Faire monter en compétence le groupe d'habitantes dans leurs prises de parole et d'initiatives locales
 - Accompagner la réalisation de projets s'inscrivant dans les transformations à long terme du quartier
- **Adaptation de la méthodologie pour les ateliers de concertation en 2017**
 - Adapter le jour, le lieu et l'horaire de l'atelier en fonction de ce qui se passe dans le quartier (ex : mercredi soir après une réunion parents-professeurs au collège)
 - Prévoir un accueil pour les enfants lors de ces ateliers
 - Initier les partenaires à la thématique du genre pour mieux cadrer les échanges
 - Questionnaire permettant de dresser des statistiques de participation (à créer)
- **Formation et information de l'équipe urbaine**
 - Mise à disposition et explications à l'équipe urbaine du rôle du guide « Genre & espace public »
 - Vigilance du chef de projet lors des échanges et rendus



7

Les limites de la démarche résident dans le fait que tous les ateliers ayant été programmés, nous n'avons pas pu adapter les jours et les heures d'ateliers. La dernière marche et les deux ateliers étaient prévus à 19 heures. Or, à partir de cette heure, les familles ne peuvent pas forcément venir, surtout dans ces quartiers où les habitant.e.s n'engagent pas de baby-sitter pour garder les enfants. Donc, dans les ateliers, de fait, on a écarté sans le vouloir une majeure partie de la population et surtout les femmes. La marche suivante avait lieu un mardi soir, et de la même façon, nous n'avons pas eu beaucoup de participantes. Toutefois, des femmes de l'association « Trois villes, une porte » se sont déplacées avec les enfants, parce qu'elles étaient mobilisées sur cette thématique : « ma place de femme, ma place de mère de famille dans l'espace public quand je traverse la Porte de Montreuil ». Leur participation a été bienvenue.

Au final, en essayant d'axer le discours de Ville ouverte sur le genre, nous avons écarté d'autres thématiques ; la thématique du « vivre ensemble » a été mise de côté. On a beaucoup parlé des femmes à certains endroits, et des personnes autour de la table nous ont dit : « Oui mais moi, je suis une personne âgée, que faites-vous pour les personnes âgées ? » « Oui mais moi, j'ai des garçons, des adolescents, qui traînent dans la rue, qu'est-ce que vous faites pour eux ? » Les gens se sont sentis un peu frustrés.

Par ailleurs, nous n'avons aucune statistique pour cette phase de concertation. Nous notions les coordonnées des participant.e.s, mais sans noter si c'était des hommes, des femmes, s'ils habitaient dans le quartier ou non. Nous savions seulement si les participantes étaient de Montreuil, Bagnolet ou Paris. C'est un élément que nous allons essayer de modifier en stratégie à moyen et long termes.

L'équipe de développement local du 20^{ème} arrondissement parisien a porté un projet avec un groupe de femmes, un groupe de formation-action, piloté par le CAUE 75 et « Quartiers du monde ». Ce projet a regroupé des habitantes du quartier pour les former à prendre la parole en public et à dresser un diagnostic du fonctionnement social urbain de leur quartier, avec la cartographie sociale, etc. Dans ce panel de femmes se trouvaient des mères de famille, des

représentantes des parents d'élèves (le secteur compte deux écoles et un collège), des jeunes, des plus âgées, des gens sans travail et d'autres qui travaillaient. Grâce à des marches exploratoires et à un travail réalisé avec « Quartiers du monde » et le CAUE 75, ces femmes ont pu prendre la parole sur la manière dont elles vivaient au sein de leur quartier. Ce sont des éléments qui ont été restitués lors d'une **marche avec les services techniques**, et ensuite, à la mairie du 20^e arrondissement devant les élu.e.s. La démarche a vraiment permis aux femmes de s'intégrer dans cette phase de concertation car nous avons pu entendre un discours porté par les femmes, avec un regard bienveillant sur leur quartier. Le projet sera poursuivi par l'EDL courant 2018 car c'est l'une des études NPNRU prévue, avec de la formation-action pour accompagner ce groupe de femmes à prendre la parole dans le cadre du projet urbain, et aussi commencer à initier des changements par de « **l'urbanisme tactique** » : réaliser des petits projets d'aménagement à court terme, préfigurateurs des aménagements de demain ou permettant de faire des tests sur de futurs usages et des projets portés par ces femmes, qui peuvent prendre place à long terme dans le quartier.

S'agissant des **ateliers de concertation** débutés en 2017, j'ai été assez agréablement surpris de retrouver le groupe de femmes, qui sont venues alors que ce n'était pas le cas lors des ateliers précédents. Nous avons essayé d'adapter le lieu, nous sommes allés dans le collège, ce qui nous a permis de toucher une partie des parents d'élèves. Nous nous sommes rapprochés du collège pour savoir à quel moment un événement était organisé avec les parents, et nous avons programmé l'atelier un soir où était prévue une réunion entre les parents et les professeurs. Cela a permis que beaucoup de gens restent après l'atelier, notamment beaucoup de mamans qui étaient venues avec leurs adolescent.e.s pour la réunion parents-professeurs. Nous avions prévu un atelier pour les enfants, et c'est une personne de Ville ouverte, notre prestataire concertation, qui a animé cet atelier. Cela a permis de recueillir la parole des enfants sur le sport, afin de savoir quels sports autre que le football ils et elles aimeraient trouver dans la ceinture verte.

En revanche, nous n'avons pas pu réaliser le questionnaire sur les statistiques. Nous sommes donc en train de travailler pour les prochains ateliers, qui auront lieu à la rentrée, sur un questionnaire à faire circuler, sous la meilleure forme (papier ou tablette numérique). Ce questionnaire nous permettra sûrement de mieux savoir qui participe aux événements, et ainsi pouvoir procéder à des ajustements. Par exemple, si nous constatons que nous n'avons pas suffisamment de jeunes, de femmes, ou de jeunes hommes, nous essaierons d'aller vers eux de façon différente, en faisant du porte-à-porte, en étant plus présent.e.s dans l'espace public.

L'équipe urbaine est composée de TVK et Barrault Pressacco, deux urbanistes qui travaillent ensemble avec une équipe de paysagistes et de bureaux d'études spécialisés. J'ai effectué un temps d'échange avec eux quand je leur ai remis le guide Genre et espace public. J'ai évoqué l'intérêt et la nécessité de se poser la question, expliqué les contenus de ce guide, si bien qu'ils en font un **point de vigilance** à chaque fois qu'ils remettent un rendu. Il en va de même pour un autre projet dont je m'occupe Porte de Vincennes. Dans les exemples choisis pour les aménagements de cet autre projet, les images d'espaces publics, de jeux, d'agrès sportifs, nous leur avons fait observer par exemple que sur cinq photos avec vingt personnes, une seule fille était présente. Cela peut apparaître comme étant des détails, mais ce sont des documents qui vont être diffusés, qui vont être présentés aux élu.e.s. Si nous ne sommes pas capables de présenter des situations de mixité, cela ne rentrera pas dans les esprits des habitant.e.s en concertation mais aussi des élu.e.s.

Je voudrais enfin vous livrer un retour d'expérience sur le projet urbain de la Porte de Montreuil. Ce dont je me suis aperçu en travaillant avec ce groupe de femmes, c'est qu'elles ont un regard bienveillant sur la société. Elles ne présentent pas uniquement leur place de femmes dans l'espace public, c'est **beaucoup plus large**. Leur parole concerne également la place des enfants, la place des personnes âgées, la place des personnes défavorisées, etc. J'ai trouvé cela très intéressant car nous n'avions pas perçu cet aspect lors des précédents ateliers et marches exploratoires. De fait, ces femmes apportent un regard sur le quotidien d'un quartier, **le quotidien d'une part de la population qui ne s'exprime pas ou très difficilement**.

L'enjeu est d'aborder différemment l'aménagement de l'espace public. Aujourd'hui, nous essayons de mettre en place de l'urbanisme tactique avec l'équipe de développement local et avec Paris Habitat. Il s'agit de déterminer comment faire émerger des aménagements un peu temporaires,

éphémères, ayant pour but de **faire changer l'usage de l'espace public**, sachant qu'aujourd'hui, cet espace est majoritairement dédié à la voiture et les gens, les piétons et les piétonnes, ne font que le traverser. Nous voulons tester des aménagements qui incitent les gens à s'arrêter, à vivre ensemble, et nous voulons le penser aussi pour que les femmes retrouvent une place dans l'espace public.

Nous allons essayer de mettre en place une **démarche statistique sur les déplacements**. Aujourd'hui, on sait que beaucoup de piéton.ne.s circulent Porte de Montreuil, avec des déplacements pendulaires entre Montreuil d'un côté, et Paris de l'autre côté, puisque les stations de métro sont assez éloignées. Mais nous n'avons aucune idée du nombre de personnes qui passent le matin et le soir, nous ne savons pas la proportion de femmes et d'hommes. Nous travaillons sur ce sujet avec l'Agence de la mobilité à la Ville de Paris.

Pour conclure, je dirais qu'il est essentiel de faire comprendre à tous et toutes que la thématique du genre peut être considérée comme « un point d'entrée » pour aborder le vivre ensemble. Je pense qu'en intégrant réellement cette place des femmes et leur regard sur l'espace public, nous réussirons véritablement à améliorer le vivre ensemble.

QUESTIONS – REPONSES

UNE PARTICIPANTE

Je suis apprentie à l'équipe du développement local de Belleville Amandiers. Emmanuelle Faure, tout à l'heure, vous parliez d'intersectionnalité, et je me demandais de quelle façon cette donnée était prise en compte par les intervenants qui agissaient sur l'urbain dans les projets, etc. Comment cette donnée d'intersectionnalité était prise en compte dans la mise en place de projets, de quelle façon on prenait en compte la diversité des profils féminins dans la mise en œuvre de projets urbains.

EMMANUELLE FAURE

Je ne sais pas si la question m'est plus adressée qu'à des acteurs des projets urbains, mais c'est l'occasion de rappeler les éléments qui viennent d'être indiqués sur ces questions d'articulation. En effet, je ne suis pas uniquement une femme, je peux être une femme d'un certain âge, une femme d'une certaine classe sociale, une personne trans d'un certain âge, etc.

CHRIS BLACHE

Pour nous qui travaillons beaucoup avec les collectivités locales, je peux dire effectivement que quand on reste sur la question hétéronormative, c'est-à-dire « femme », finalement, on arrive à couvrir un grand nombre de sujets. En effet, on peut traiter des questions sociales, même de classes, on peut aborder les sujets d'âge, on peut aborder un ensemble de sujets comme ceux-là. Lorsque l'on aborde les questions LGBT, c'est beaucoup plus compliqué. D'abord, on observe souvent qu'elles n'émergent pas dans les ateliers, c'est-à-dire qu'elles sont très largement invisibilisées. Et quand elles émergent et que nous voulons nous saisir de ce sujet pour montrer justement que cet espace est extrêmement normé et que ces normes du féminin et du masculin ne permettent pas de construire la société autrement, on nous dit : « Non, non, il ne faut pas en parler. » Il est vrai que certains événements comme la « Manif pour tous » nous ont causé beaucoup de tort en termes de travaux sur le terrain. Notre collectif se nomme « Genre et ville », donc c'était le gender qui débarquait sur le terrain, et le gender était considéré comme absolument maléfique. Ces questions sont donc difficiles à traiter. Je ne cesse d'essayer de les ressortir, mais c'est compliqué parce que cette question ne se limite pas à l'orientation sexuelle, elle est au centre de cette binarité qui a été exposée tout à l'heure. Or, cette binarité définit des hiérarchies. Donc, il faut vraiment que nous puissions la traiter. Mais on s'aperçoit que dès que l'on aborde ces sujets, par exemple à l'école, dans les travaux auprès des enfants, le spectre de l'homosexualité arrive, etc., et ces sujets étant perçus comme des dangers, comme on ne veut pas créer de troubles, on refuse d'entrer dans la discussion. Donc, ce n'est pas simple.

Je ne vous apporte pas de solutions mais en tout cas, nous essayons d'y réfléchir. Par exemple, nous avons organisé des marches sensibles : par rapport aux marches exploratoires, dans nos marches sensibles, on demande à chaque personne qui participe à la marche de se choisir une autre identité. Notre objectif était de pouvoir aborder ces sujets sans les aborder frontalement et en faisant en sorte que chacune et chacun se choisisse une autre identité que la sienne, c'est-à-dire de pouvoir devenir garçon ou pas, de pouvoir devenir fille ou pas, ou femme, ou homme, de changer d'âge, de changer d'attitude, afin de commencer à aborder la question d'une diversité, de formes de diversité, de multiplicité des identités, sans aborder les choses frontalement. Voilà, on navigue !

UN INTERVENANT

J'ai une question très concrète : nous parlions tout à l'heure des terrains de football, etc., qui étaient plutôt fréquentés par les hommes, et du fait que les équipements en général étaient aux trois-quarts fréquentés par des hommes. J'aimerais savoir, concrètement, quels équipements existent et sont fréquentés majoritairement par des femmes. J'avoue ne pas avoir d'exemples en tête.

Ma deuxième question est en corollaire de la première : est-ce qu'en développant des équipements spécifiques pour femmes, on ne risquait pas, au lieu d'avoir une vraie mixité, d'avoir des terrains de foot fréquentés uniquement par des hommes, et des terrains uniquement fréquentés par des femmes ? Finalement, n'en demande-t-on trop à l'urbanisme ? Celui-ci a-t-il vocation à régler tous les problèmes de parité qui existent dans la société ?

EMMANUELLE FAURE

Je commencerai peut-être par répondre à la fin de la question. Bien évidemment, l'urbanisme n'est pas la solution à tout, et puisque nous parlons de questions sociales, cela suppose bien sûr un travail à l'école, un travail par la culture, un travail par les médias. Nous avons évoqué les publicités sexistes, les institutions, les décisions publiques, l'orientation et les financements des politiques publiques, donc bien sûr, mais disons que c'est un peu la poule et l'œuf : il y a la société, mais l'espace reflète la société, et la société reflète l'espace. Donc, à mon avis, il faut commencer de tous les côtés et nous finirons par avancer !

Sur la question très concrète des équipements sportifs et de loisirs, pour donner l'exemple d'espaces beaucoup plus occupés par des femmes, il en existe encore peu en France, mais des clubs se développent, par exemple, de roller derby. Je ne vais pas expliquer toutes les règles mais le derby se pratique sur des rollers, et ce sport voit l'émergence de plus en plus de clubs de filles, avec des équipes de filles, cela se développe. Dans l'espace public, développer la création de terrains de roller derby, par exemple, serait une idée intéressante. C'est l'exemple qui me vient à l'esprit.

CHRIS BLACHE

J'ai un élément à ajouter s'agissant d'espaces publics féminins. L'artiste Judy Chicago s'est posé cette question sur l'art : peut-on produire de l'art en étant femme, qui ne soit pas un art féminin ? C'est complexe, mais dans la mesure où nous vivons dans un univers construit par les hommes, est-ce que l'on peut dénaturer cela ?

Je ne voudrais pas déflorer l'intervention d'Audrey sur Malmö, mais simplement dire que dans cette ville, il existe un exemple très intéressant qui s'appelle Rosens röda matta. C'est un espace parking qui devait être dédié aux jeunes - encore une fois, ce n'était pas généré dans la commande -, et l'idée était de leur demander ce qu'ils voulaient faire. Ils avaient carte blanche sur cet espace. C'est parti tout de suite dans les directions classiques, c'est-à-dire que ce sont essentiellement des garçons qui ont répondu : « On va mettre du foot, du basket, on va l'appeler Ibrahimovic parce qu'il est né dans le quartier. » On a retrouvé tous les critères qui cadraient un univers masculin. Or, les architectes, qui étaient des femmes, ont dit : « Hop hop hop, cela ne va pas du tout ! On va reprendre. » Parfois, pour inclure, il faut savoir exclure. Ils ont donc pris treize filles. Ces filles avaient pour objectif, non pas de pratiquer des activités spécifiques pour filles, mais de créer un espace public comme elles pouvaient l'imaginer. Au final, cela a donné un endroit où vous avez toujours par endroits des panneaux de baskets, mais où vous avez aussi des plots, des aménagements qui permettent de faire du parcours, vous avez un atrium avec une forme de scène, vous avez une éolienne qui permet d'alimenter l'électricité pour avoir une scène publique avec du courant. En parallèle, ce groupe de filles a créé un système d'associations qui permet de gérer les événements sur ce site. Si j'en crois les retours que j'ai eus, c'est très intéressant de ce point de vue. Les retours plus négatifs pointent le fait que le site fonctionne quand on est dans la phase d'organisation, mais que dès que l'on revient en accès libre, c'est un peu moins clair, voire pas forcément utilisé. Comme le disait Jean-Christophe, il faut regarder ce qui se passe et comprendre ensuite comment l'usage se crée. On ne suscite pas forcément l'usage, il est parfois plus intéressant de partir sur l'usage et d'observer ce que cela va susciter par la suite.

Projection du film réalisé par Sierra Prod en 2017.

« Des marcheuses pour changer la Goutte d'Or »,



<https://www.paris.fr/actualites/des-marcheuses-pour-changer-la-goutte-d-or-4634>

TABLE RONDE 2

Comment faire ? Un outil participatif : les Marches exploratoires

Une volonté de développement des marches exploratoires en France

KAÏS MARZOUKI, Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET).

L'expérimentation des marches exploratoires en France

CAMILLE GREMEZ, chargée de mission, France Médiation.

La marche exploratoire des femmes de la Goutte d'Or en 2016

- **VICTOR DELESCLUSE**, équipe de développement local Goutte d'Or, sous-direction de la Politique de la Ville et de l'action citoyenne
- **GERTRUDE DODART**, directrice de Paris Macadam,
- **DJEMILA HAMIMI**, médiatrice et marcheuse
- **FARDOUS SAÏDI**, habitante et marcheuse

UNE VOLONTE DE DEVELOPPEMENT DES MARCHES EXPLORATOIRE EN FRANCE

KAÏS MARZOUKI

Représentant du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)

Le **Commissariat général à l'égalité des territoires** (CGET) est une administration centrale placée auprès du Premier ministre, et qui, comme son nom l'indique, s'occupe des inégalités territoriales dont les territoires en Politique de la ville. Je vais essayer de ramasser mon propos dans la mesure où le film (les marches exploratoires des femmes de la Goutte d'Or) est excellent car il dit énormément de choses. Par la suite, la véritable plus-value sera apportée par les exemples qui vous seront présentés pour que vous voyiez exactement de quoi il retourne.

En propos introductif, je voudrais simplement vous dire qu'effectivement le constat est simple pour les territoires en Politique de la ville. Le seul chiffre que je vais évoquer avec vous ce matin traduit le sentiment d'insécurité qui a été évoqué dans le film à l'instant : un **tiers des femmes** éprouve un **sentiment d'insécurité** dans ces quartiers, contre une sur cinq ailleurs. C'est un vrai problème car ce chiffre d'un tiers est considérable. Ce sentiment d'insécurité, qu'il faut prendre dans le sens large du terme, a forcément une incidence sur le déplacement des femmes, sur leurs comportements : elles évitent certaines zones, nous l'avons observé dans le film et en avons dressé le constat dans la table ronde précédente. Elles subissent un certain nombre de contraintes, un grand nombre de restrictions à leur liberté d'aller et venir et de vivre leur vie comme elles l'entendent. C'est absolument inadmissible dans un pays comme le nôtre et au XXI^e siècle. C'est le premier point qui est important à évoquer, notamment dans les quartiers de la Politique de la ville.

J'en viens à présent au rôle des différents acteurs. Le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) a soutenu une expérimentation qui a été portée par l'organisme France Médiation sur un certain nombre de villes en France. Cette expérimentation a touché beaucoup de femmes et a duré deux ans. Il ne faut pas perdre de vue le fait qu'il existe trois partenaires incontournables dans cette histoire : l'Etat, la collectivité et France médiation. Je voudrais évoquer la **centralité de la collectivité**, nous l'avons vu un peu dans le film et mes collègues reviendront vraisemblablement sur cette question puisque des marches exploratoires impliquent un diagnostic et un certain nombre de préconisations. Or, sans l'accompagnement des élu.e.s, si la collectivité ne joue pas le jeu, cela ne sert strictement à rien. En effet, les transformations à apporter dans l'espace public vont être portées par les élu.e.s. Donc, l'engagement de ceux-ci est central. Le deuxième point important qui concerne également la collectivité réside dans le fait que bien évidemment l'enjeu de la reconnaissance de l'expertise d'usage est important, à partir de l'idée que les femmes sont des usagères d'une agglomération et qu'elles connaissent mieux que quiconque les problèmes et les difficultés et la manière de les régler. La reconnaissance de l'expertise d'usage des femmes est donc un aspect important.

Mais la collectivité doit également faire un travail sur elle-même pour rendre les choses accessibles. Nous l'avons vu à la fin du film, quand le maire dit : « Ce que vous préconisez va poser des problèmes juridiques, tout n'est pas faisable. » : les femmes, les marcheuses l'entendent bien. C'est le troisième point que je voulais évoquer.

Le quatrième point important pour nous en tant que Commissariat réside dans le fait que ces marches exploratoires doivent nécessairement être couplées avec d'autres dynamiques participatives dans les quartiers. Si l'expérience de France médiation a touché 150 femmes, c'est tout à fait intéressant car cela a permis de formaliser la méthode et de l'évaluer, mais ce n'est pas suffisant car cela ne touche qu'un nombre de villes restreint. Une articulation est possible avec d'autres démarches participatives et je pense notamment aux conseils citoyens. Il en existe à peu près sur tous les quartiers en Politique de la ville, donc théoriquement 1 500, composés

d'habitants et habitantes, avec la parité rendue obligatoire par la loi. Pourquoi est-ce que je parle de cette question d'articulation qui me semble importante ? Simplement parce que quand il s'agit de travailler sur l'espace public et que les choses sont complexes, cela prend du temps et cela fait courir un risque de démobilité des femmes ; nous l'avons constaté et cela a été relevé dans l'expérimentation que nous avons soutenue. Quand il faut installer un éclairage public, qu'il faut passer des marchés, etc. cela peut prendre un an, deux ans, pour que ce soit validé en conseil municipal et les femmes ne voient pas les choses avancer comme elles le souhaiteraient. Dès lors, pour maintenir une certaine dynamique et une certaine pression sur les élus notamment, mais pas seulement, il faudrait que ce soit articulé avec des instances existantes dans la durée comme les conseils citoyens, des mouvements associatifs également, qui peuvent porter ces questions.

Le plus important à retenir est que, pour ce qui concerne des marches exploratoires des femmes, un **rapport** a été remis aux trois ministres du précédent gouvernement : madame Rossignol, monsieur Kanner et madame Geoffroy pour la Politique de la ville. Il a été très clairement indiqué que le souhait de l'État était de pouvoir étendre le plus possible les marches exploratoires, parce que les ministres ont reconnu que c'était un outil valide, qui avait fait ses preuves. Étendre le plus possible ce dispositif suppose que l'État prenne l'engagement d'appuyer, notamment financièrement, les marches à mettre en place, mais aussi tous les acteurs du contrat de ville où un certain nombre de budgets doivent être mobilisés.

▪ **NOTE :**

<http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/en-bref-17-cget-04-2016.pdf>

▪ **VOIR LE COMMUNIQUE DE PRESSE :**

<http://www.egalite-femmes-hommes.gouv.fr/remise-du-rapport-sur-les-marches-exploratoires-2-0-de-france-mediation-a-laurence-rossignol-patrick-kanner-et-helene-geoffroy/>

▪ **LE RAPPORT :**

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/164000606/index.shtml>

L'EXPERIMENTATION DES MARCHES EXPLORATOIRES EN FRANCE

CAMILLE GREMEZ

Chargée de mission, France Médiation

France Médiation est un réseau national d'acteurs et d'actrices de la médiation sociale. Les dispositifs qui emploient des médiateurs et médiatrices adhèrent à l'association, à la fois pour professionnaliser leurs salariés et leurs organisations et pour travailler à la reconnaissance du métier de médiateur social en tant que tel, dans le champ de l'intervention sociale. Nous avons donc été sollicités pour coordonner un projet **de marches exploratoires de femmes** (*je préfère mettre au pluriel*) dans douze villes en France entre septembre 2014 et janvier 2016. Nous avons remis le rapport de l'expérimentation en septembre 2016 aux trois ministres.

Le réseau a développé un outil de géolocalisation des activités des médiateurs sociaux. En 2014 avait été remis un rapport, prémices au quatrième Plan interministériel de lutte contre les violences faites aux femmes, lequel préconisait la géolocalisation des endroits où les femmes se sentent en insécurité. Dès lors notre réseau, qui n'est pas particulièrement identifié sur ces questions de genre sur le plan national, a été repéré pour coordonner ce projet. Nous avons remis notre rapport en septembre 2016, lequel intègre également les éléments du rapport de l'évaluation menée par le cabinet LERFAS de Tours, avec deux sociologues.

L'expérimentation a eu lieu dans douze villes, toutes n'ont pas forcément réussi à respecter la temporalité du projet qui était de réunir un groupe de femmes, de marcher, et de restituer des préconisations dans cette temporalité. Tout cela est indiqué dans le rapport de l'expérimentation. Il existe également une synthèse de ce rapport. Tous ces documents sont disponibles sur notre site Internet.

Le réseau a organisé une journée de retour d'expérience en février 2017, à laquelle nous avons invité l'ensemble des villes qui avaient participé à l'expérimentation, ainsi que toutes celles qui se lancées dans cette démarche par la suite. En effet, les marches exploratoires se sont développées dans d'autres villes, notamment grâce à une circulaire de 2013 qui invitait les préfets à y dédier des moyens. De fait, depuis 2013 de nombreuses villes se sont engagées dans cette démarche et cette journée d'expérience a permis d'observer et d'entendre que partout où des marches exploratoires de femmes avaient eu lieu, quelque chose s'était passé, une dynamique s'était créée. Cela n'a pas forcément abouti à toute la mise en œuvre des préconisations car certaines choses ne sont pas possibles, les moyens ne sont pas forcément existants ou pas forcément priorités ; mais en tout cas, la dynamique était là, elle l'est encore, et tout cela demande de la volonté politique et des moyens.

Nous avons identifié trois enjeux majeurs que nous avons mentionnés dans le rapport. Parmi ces enjeux figure celui de la validation politique. Ce n'est pas forcément problématique **à la ville de Paris** car on sent bien que c'est assez porté mais cette question de la **validation politique** est essentielle pour engager la collectivité, y compris dans la posture. C'est vraiment une question de congruence du projet, sachant que celui-ci comporte une forte dimension participative. Il faut que les élu.e.s et toutes les parties prenantes qui mettent en œuvre ce projet intègrent cet esprit de marches exploratoires de femmes, qui n'est pas un simple mot valise mais qui engage toute une méthodologie, un engagement rigoureux pour transmettre, co-construire, partager des savoirs, monter en compétences ensemble sur des questions qui sont très complexes comme la question de la mixité dans l'espace public.

De fait, il s'agit justement de ne pas éviter ces sujets complexes. On le voit bien dans le film, les questions se posent, les marcheuses n'attendent pas nécessairement des réponses immédiates mais elles proposent un espace de réflexion pour poser les choses : « *Nous rencontrons ces problématiques-là : quelles sont les réponses possibles ?* » Il est certain que la question de la durée du temps de réponse est importante et il faut être vigilant sur ce point car si nous laissons les sujets les plus complexes trop étalés dans le temps ou sans forcément être inscrits au calendrier de l'action publique, la démobilisation est possible. Il est tentant de traiter les questions plus faciles, comme l'éclairage, peut-être l'aménagement, mais demeurent alors les questions plus complexes comme celle de la mixité des commerces par exemple. On dit que c'est complexe, qu'il

n'est pas possible d'y répondre maintenant, mais on n'inscrit pas dans un calendrier concret le fait de réfléchir sur ces questions.

Le dernier aspect que je voudrais soulever, c'est celui de **la transversalité** entre les services. **Comme le site de Paris 20 impliqué dans l'expérimentation au début et un peu moins à la fin, lors du retour d'expérience, nous n'avons pas d'informations complètes à ce sujet sur comment cela fonctionne à Paris mais j'imagine qu'il existe une forme de complexité.** Il est vrai qu'en région, ce qui a parfois été difficile à comprendre pour les marcheuses, c'était que le service de la Participation des habitants avait fait son travail, le service Politique de la ville également, mais que ce qui pouvait créer des blocages, c'était ceux de l'urbanisme ou l'agglomération ou encore du bailleur. Ce que souhaitent les femmes qui participent à ces marches, c'est savoir quand des mesures concrètes vont être mises en œuvre et pour elles cela relève de la responsabilité de la collectivité de faire en sorte qu'il existe du lien entre ces services et de permettre que si un.e élu.e a décidé une chose, cela soit suivi et mis en œuvre. Elles ne comprennent pas forcément ces blocages qui peuvent prendre beaucoup de temps. En février, nous avons eu le bonheur d'entendre qu'enfin à Bordeaux le préau avait été installé à l'extérieur de l'école pour que les personnes qui attendent les enfants puissent être abritées. Cela a pris deux ans pour être construit parce la problématique était de savoir si cela relevait de la responsabilité de l'école ou de celle de l'agglomération. Les services se sont un peu renvoyé cette responsabilité, si bien que cela a rallongé le temps de décision et de mise en œuvre. Or, ce n'est pas forcément audible quand il s'agit d'une situation vécue au quotidien et qui empoisonne la vie.

L'autre enjeu, qui est évidemment lié à celui de l'enjeu politique, est celui de la **question des moyens**. En effet, il faut des moyens dédiés pour animer le projet, pour le coordonner au niveau de la ville, au niveau des acteurs de proximité. Cela signifie que si une liste de préconisations va être présentée dans six à neuf mois - ce qui est à peu près le temps du projet en moyenne générale -, il faut penser les moyens en amont, pour montrer que la collectivité entend et qu'elle est prête à s'engager. C'est aussi un peu la stratégie des marches exploratoires : pour convaincre de participer et montrer que participer, ça paie, il faut que la collectivité réponde en mettant en œuvre les réalisations, ou à tout le moins, une partie d'entre elles, pour encourager cette participation. Former un groupe de femmes et organiser des marches sur six à neuf mois n'est pas forcément ce qui coûte le plus cher. Finalement, le vrai coût, c'est la question des **moyens humains**, notamment d'animation de ces temps de rencontre, d'animation après les marches. On le constate aujourd'hui sur les sites qui ont fonctionné, là où la démarche se poursuit, c'est là où cela a été intégré dans des actions, avec des professionnels qui animent les collectifs, qui proposent la passerelle vers les conseils citoyens. Il ne s'agit pas simplement de dire : « *C'était super les marches, maintenant allez au conseil citoyen, exprimez-vous.* » Cela demande un accompagnement, une animation, sinon le risque est que cela retombe, car ce n'est pas en six à neuf mois que l'on crée un collectif solide qui peut inscrire son action dans le temps.

Cette question des moyens englobe donc celle de **la formation**. Comme cela a déjà été dit, la question de la méthodologie est un temps de formation en soi. Dans cette formation, on aborde également la question du genre, car c'est vraiment essentiel pour toutes les parties prenantes du projet. La Ville de Paris s'y attache vraiment, et l'on constate que c'est par la formation que l'on va permettre aux personnes de se positionner comme acteur et actrices dans l'action. Pour cela, il faut les convaincre. Dans les équipes-projet que nous avons formées, certaines n'étaient pas forcément convaincues qu'il se posait une problématique **[de mixité]** dans l'espace public. Heureusement, les différentes réunions des femmes **ont remis cette problématique dans la boucle des discussions**, même si au départ l'équipe projet pouvait faire filtre parce que pour elle, ce n'était pas forcément une question. Tous ces éléments ont été consignés dans les recommandations du rapport, en pointant le fait que s'il fallait réitérer l'expérience - et nous y réfléchissons parce que nous sommes sollicité.e.s - nous pensons que c'est un véritable enjeu de former non seulement les médiateurs/médiatrices sociaux, mais également tous les intervenant.e.s sociaux qui travaillent sur l'espace public, à ces questions de genre dans l'espace public. Si nous voulons qu'ils et elles soient réactifs, qu'ils informent, qu'ils accompagnent, il faut qu'ils soient eux-mêmes convaincus de cette problématique.

Je voudrais à présent aborder la question de **la participation des habitant.e.s**, sachant que c'est aussi l'un des enjeux du projet. Les deux piliers des marches sont la question du genre et la

question de la dimension participative. Il est vraiment important, dans le temps de formation, de s'approprier les méthodes participatives. Or, ce n'est pas une culture que nous avons en France de demander la participation des habitants. En tout cas, nous avons senti que c'était un aspect sur lequel il fallait insister. Dominique Poggi parlait tout à l'heure (*dans le film*) de cette question de la prise de parole lors de la restitution. Nous avons observé que lors de la demi-journée de formation où elle accompagne les marcheuses pour leur apprendre à gérer le stress, à prendre la parole en public, à occuper l'espace que depuis plusieurs années elles ne s'étaient pas forcément autorisées à prendre, ce temps de formation avait permis de transformer toutes ces femmes qui rencontraient des problématiques individuelles. Cette formation les a vraiment transformées en un collectif. Après cela, il existait un objectif commun, une véritable envie de poursuivre ensemble, d'être dans cette solidarité pour reconquérir un espace d'où elles avaient été écartées depuis un certain nombre d'années.

Je voudrais insister sur la question de la dimension participative de l'action. Comme Mathieu Pratlong l'a dit tout à l'heure, cela rejoint la question des **temporalités**. Si l'on veut la participation des habitants, il faut repenser les horaires et les durées de ces réunions. Au départ, nous avons organisé la formation sur des journées entières, et seulement deux habitantes avaient pu y participer, les équipes projets étant majoritairement composées de professionnels des collectivités ou des associations. En outre, six à neuf mois est un temps de rencontre qui doit respecter une fréquence raisonnable, ni trop espacée, ni trop rapprochée, car cela épuise de se réunir. Il faut que ce soit bien managé, et tout cela renvoie à la question de l'ingénierie du projet, où il faut penser cette dimension participative à tous les niveaux. S'agissant de la question de la mobilisation et de la représentativité, nous étions tenus dans nos engagements à travailler avec des quartiers prioritaires de la politique de la ville, si bien que nous n'avons pas forcément une représentativité très large de toutes les villes où nous avons travaillé.

Si ces démarches devaient continuer, et c'est le cas de certaines d'entre elles, il serait intéressant d'ouvrir ces groupes de femmes à d'autres catégories socioprofessionnelles, et aux hommes également. Dominique Poggi et Marie-Dominique de Suremain disent que les marches mixtes ne sont pas forcément « interdites », mais simplement qu'elles ne sont pas tout de suite possibles. C'est quelque chose qui se travaille une fois que l'on a pu redonner cette parole, cet espace aux femmes.

Ceci m'amène à mon dernier point, à savoir la question de l'**empowerment**. Au début, je pensais dire : « *Redonner le pouvoir d'agir* », mais je pense que c'est plus que cela, c'est la question du partage du pouvoir, y compris dans l'action publique locale. Les femmes ne vont pas simplement marcher, repérer, indiquer les endroits où elles sont en insécurité et formuler des propositions. Les marches exploratoires ont bien une finalité sociétale de transformation profonde des rapports dans la société : le but est que ces femmes reprennent leur place dans l'espace public, et plus largement dans la cité. Et c'est aussi leur transmettre, leur donner cette place pour qu'elles agissent **en tant que citoyennes dans les villes où elles résident**.

▪ **NOTE**

Le réseau France Médiation souhaite accompagner 10 nouveaux territoires à la mise en place de marches exploratoires, dans le cadre d'un appel à candidatures lancé en juillet 2017 avec le soutien du SG-CIPDR.

▪ **VOIR**

<http://mailchi.mp/7985ec222677/flash-info-marches-exploratoires-appel-candidatures-1349709?e=c77003a960>

LA MARCHÉ EXPLORATOIRE DES FEMMES DE LA GOUTTE D'OR EN 2016

VICTOR DELESCLUSE

Equipe de développement local du 18^e arrondissement de Paris, sous-direction de la Politique de la Ville et de l'action citoyenne, Mairie de Paris

Je travaille plus spécifiquement sur les questions de cadre de vie, et plus particulièrement sur le quartier de la Goutte d'Or. Nous avons commencé les marches en novembre 2015. Beaucoup de choses ont été dites, auxquelles je souscris totalement.

Au tout début était l'élaboration du Projet de territoire, c'est-à-dire notre feuille de route pour travailler sur le quartier en Politique de la ville. Il y a le Contrat de ville au niveau parisien, ensuite on décline ce Contrat de ville dans les quartiers, et cette déclinaison en local, nous la travaillons avec les habitant.e.s et les associations. Nous l'avons fait en 2014 avec beaucoup de réunions dans les écoles, les collèges, les squares. Nous avons organisé beaucoup de temps d'échanges et de discussions, et cette question de la place des femmes dans les espaces publics, est ressortie très nettement, si bien qu'elle a été inscrite dans le Projet de territoire 2014-2020 pour être mise en œuvre d'ici 2020. Pour ma part, j'étais un peu sensibilisé à ce sujet de par ma formation en géographie, mais ensuite se posait la question de la mise en œuvre : comment faire concrètement ?

Avec mon collègue de l'époque, nous nous sommes beaucoup questionnés, et effectivement, nous nous demandions par exemple s'il fallait commencer par des marches uniquement avec des femmes ou s'il fallait organiser des marches mixtes. Se posaient aussi d'autres questions telles : qu'observe-t-on dans l'espace public ? Comment le restituer ? Comment réussir à mobiliser les habitant.e.s ? Comment réussir à constituer un collectif d'habitant.e.s ? Nous nous posions donc toutes ces questions. Nous avons eu une opportunité d'un « diagnostic en marchant » du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) dans le cadre de la gestion urbaine de proximité. Nous avons utilisé ce diagnostic en marchant pour opérer une première sensibilisation de notre élu en arrondissement, de professionnels, de collègues des services de la Ville et d'associations du quartier sur cette question de la place des femmes dans l'espace public. Mais nous avons senti que cela n'était pas suffisant. Nous nous sommes donc tournés vers le Service égalité intégration inclusion (SEII) de la Ville de Paris (qui a développé le guide « genre & espace public » en 2016), ressource essentielle à la Ville de Paris. Puis, nous avons décidé de faire une prestation avec le collectif « A places égales ». Nous avons rencontré Marie-Dominique de Suremain et Dominique Poggi, qui nous ont accompagnés dans la méthodologie des marches : comment mobiliser un groupe de femmes, comment constituer un collectif, comment réussir à le réunir régulièrement, comment faire pour que cela fonctionne. Nous ne disposons pas des moyens humains à l'Equipe de développement local (EDL) pour effectuer ce travail fin de mobilisation. Nous nous sommes donc appuyés sur le tissu associatif du quartier, en particulier Paris Macadam qui travaille sur ces questions depuis un certain temps et explicitera tout à l'heure comment cela s'est déroulé. Le groupe-projet a ainsi été constitué avec « A places égales », Christine Guillemaut (SEII), Paris Macadam et l'Equipe de développement local.

Ensuite, vient la question de **la mobilisation du politique**. En l'occurrence, nous avons eu la chance d'avoir déjà des adjointes auprès de la Maire de Paris, **Colombe Brossel**, chargée de la sécurité, de la prévention, de la Politique de la ville et de l'intégration et **Hélène Bidart**, chargée de l'égalité femmes hommes, de la lutte contre les discriminations et des droits humains, très mobilisées sur cette question. De plus, notre maire d'arrondissement a immédiatement été très soutenant et s'est investi personnellement sur le sujet. Les politiques ont répondu très vite positivement.

Une fois que ces marches ont eu lieu, collectivement, nous avons pu nous dire qu'elles ont bien fonctionné. Nous avons réussi à bâtir un programme d'une quarantaine d'actions, portant sur le cadre de vie, la lumière, la propreté, la sécurité, etc. Ensuite, il importe de savoir comment mettre en œuvre tout cela, et comment faire en sorte que cette thématique de la place des femmes dans l'espace public et l'égalité d'usages se diffuse auprès des services dans d'autres projets et que, peu à peu, cette question entre dans les têtes et deviennent un réflexe. Nous sommes dans cette

phase-là. Comme on l'a vu dans le film, la restitution du rapport a été faite par les marcheuses en présence du maire et des adjoint.e.s, ainsi que du Délégué du Préfet, des bailleurs, comme Paris

Habitat, et d'autres partenaires. Un bilan va être fait et le maire viendra présenter l'avancement du programme d'action. Ce sera l'occasion de rediscuter des sujets, des raisons pour lesquelles telle action a pu être mise en œuvre et pas l'autre, ou encore des raisons qui peuvent expliquer de longs délais. L'objectif de cette réunion est également d'élargir ce groupe moteur de marcheuses à des femmes qui n'ont pas participé à la démarche, qui sont habitantes du quartier, avec la volonté de diversité et de représentativité des femmes du quartier (NDLR : la réunion de bilan a eu lieu en juin 2017). Il y a également une volonté que ce collectif de femmes soit visible, dans les espaces publics, lors des événements de quartier. Il est vrai que certaines actions doivent être menées par le collectif de femmes, d'autres par les associations, les services techniques, les élu.e.s. L'action doit être menée à tous les niveaux.

Pour conclure et illustrer mon propos, je citerai l'exemple des terrains de sport du square principal du quartier qui vont être refaits. Les services des Espaces verts ont envisagé de les refaire à l'identique. Or, il s'avère qu'il y a là un terrain de basket et un terrain de football, exclusivement fréquentés par des garçons. Preuve en est qu'il faut revenir sur le sujet et se demander de quelle manière on peut faire différemment. Un travail est conduit également auprès des associations sur la question de la médiation et du « aller vers ». Cela relève de l'accès aux droits, d'aller vers les habitants et les habitantes, mais cela concerne également la manière dont les associations, les services de la Ville, Jeunesse et Sport, prennent en compte la place des filles et des femmes dans les équipements de la ville et des autres services publics. Nous travaillons à la création d'un poste d'animation d'un réseau nature pour développer des jardins partagés dans les cours d'immeuble, dans les espaces publics (cela recoupe ce qui a été dit précédemment sur les jardins partagés). On remarque que ce ne sont quasiment que des femmes qui portent les jardins partagés du quartier.

Voilà, les marches ont constitué effectivement un moment mobilisateur et un début, il faut maintenant poursuivre et élargir cette démarche.

GERTRUDE DODART

Directrice de de Paris Macadam

Je vais reprendre l'expression employée par Hélène Bidard : « Oser expérimenter pour réussir. » Donc nous osons... et nous allons réussir, je pense que nous sommes sur la bonne voie, effectivement tous ensemble. L'avantage à Paris, c'est cela. Toutefois, je tiens à vous mettre un peu en garde : il n'est pas si simple d'organiser des marches exploratoires. En se lançant dans ces marches, Paris Macadam a répondu à une demande. Ce n'est pas nous qui avons décrété que nous allions effectuer des marches. Peut-être était-ce inscrit dans le Contrat ville, mais il se trouve que par ailleurs, Paris Macadam est présidente suppléant du Conseil citoyen, et lorsque j'ai évoqué le fait de créer un groupe « Genre, égalité, espace public », tout le monde s'en fichait. Donc, ne croyez pas que c'est si simple ! De plus, nous sommes une association, et nous sommes celle qui a, d'une certaine manière, coopéré, qui a accepté, qui a eu envie de travailler sur cette thématique. Enfin, la demande était très forte de la part des adhérents et adhérentes de l'association, qui sont confronté.e.s à plusieurs problématiques de la Goutte d'Or, qui n'existent pas dans tous les quartiers. D'où le fait que cette marche est peut-être un peu particulière.

Pour resituer le contexte, dans ces trois ou quatre rues concernées dans le quartier de la Goutte d'Or, c'est-à-dire au sud du quartier, il existe une particularité : énormément d'hommes viennent pour y faire causette, des trafics, et d'autres choses. Ils sont tous relativement solides physiquement, très contents de se voir, et plutôt appartenant à une communauté. Cela engendre toute une stratégie de contournements de certains espaces. Nous ne sommes pas dans un quartier difficile uniquement au

sens où l'on y rencontre les problématiques habituelles des quartiers. Dans ce quartier, on croise dans la journée au moins 30 %, et parfois davantage, de personnes qui ne sont pas des habitants.

Je ne voudrais pas que l'on caricature les quartiers Politiques de la ville pour autant, ces quatre rues ne représentent pas un enclavement total puisque nous sommes à Paris. Il ne s'agit pas non plus de dire : « Quelle horreur, tous ces quartiers Politiques de la ville ». Néanmoins, il faut agir, des problèmes de « genre » existent dans tous les quartiers. En effet, on ne rencontre pas ce phénomène uniquement à la Goutte d'Or, mais dans ce quartier, c'est quand même très particulier. Quand je passe à bicyclette (avec ou sans talons) dans le centre de Paris et que j'y vois notamment des jeunes gens en short, filles ou garçons, je suis ravie parce que je peux vous dire qu'à la Goutte d'Or, il n'y en a pas, ou presque pas. Pour oser affirmer cela comme je le fais ici, ce n'est pas simple. Il faut savoir que sur place, nous avons suscité pas mal d'agacement. Premièrement, parce que c'était une nouvelle méthodologie et que tout ce qui est nouveau fait un peu peur. Toutefois, notre démarche a fonctionné, les politiques sont venues, les femmes étaient contentes, il y avait un espoir d'amélioration. Les problèmes que j'ai évoqués tout à l'heure existent toujours, mais nous espérons une amélioration, notamment avec la mise en place des Zones de sécurité prioritaires (ZSP).

Mais parmi les acteurs associatifs. Certains estiment qu'il n'y a pas de problèmes dans le quartier. J'ai entendu cela je ne sais combien de fois, et je ne suis pas la seule. Ce n'est pas parce que je suis la directrice de l'association, car les femmes aussi m'en parlent. Les propos entendus sont du genre : « Il n'y a pas de problèmes ici ! Qu'est-ce qu'on raconte ? On peut très bien se balader en short ! Et puis de toute façon, quand tu vas dans le Marais, tu crois que c'est facile ? Il n'y a que des gays... » (c'est ce que j'entends). On entend cela relativement souvent, non pas dans les Conseils citoyens, mais plutôt en se promenant dans le quartier : « Qu'est-ce que vous avez imaginé ? Notre quartier est vachement bien ». Ces propos viennent donc plutôt des habitants.

C'est dans ce contexte que le projet de marche exploratoire s'est mis en place. De fait, parmi les marcheuses, la majorité étaient des femmes adhérentes de l'association. Elles étaient très motivées, elles n'avaient pas peur, et disaient : « On n'a plus rien à perdre, on a honte de notre quartier. Quand des gens viennent chez nous, c'est trop sale. Et nos enfants, que vont-ils devenir ? Et la drogue... ». Donc, ces femmes sont venues. Dans le documentaire, on voit une dame, qui a rejoint le groupe et qui est très contente (celle qui a la fleur jaune sur son chemisier). Nous avons fait sa connaissance grâce à Victor de l'EDL, qui a eu la bonne idée d'inviter des personnes du Conseil de quartier, si bien que notre groupe s'est un peu étoffé.

Vous avez compris que je vous fais part des difficultés que nous avons rencontrées pour montrer que si l'on n'est pas vigilant.e, le projet peut tomber dans les oubliettes de l'histoire. Parmi celles-ci, le fait est que tout est en place pour que cela fonctionne dans les services de la Ville, mais malgré cela, les résultats ne se voient absolument pas. Pourquoi ? Tout à l'heure, on a évoqué le facteur-temps, qui importe, bien sûr, comme dans toute expérience. La question de la constitution du groupe compte aussi : il faut un panel composé de femmes de tous les âges, et à plus long terme, également d'hommes, de jeunes, filles et garçons, et d'enfants. Il faut aussi se battre pour atteindre nos objectifs, et donc répondre aux attentes des citoyennes. Pour le moment, nous avons mis en place un calendrier avec l'Equipe de développement local, et tous les deux mois, nous organisons des réunions spécifiques sur les suites des marches. Malheureusement à la dernière réunion, personne n'était présent. Ce calendrier a pourtant été mis en place en novembre, le lendemain de la restitution des marches. La mobilisation régulière et continue des acteurs et actrice du projet n'est pas aisée.

Une autre question reste en suspens : les marcheuses ont cherché collectivement des noms de femmes pour attribuer un nom à une place du quartier qui n'en n'a pas. Un nom a été choisi : **Marie Marvingt** (sportive accomplie, elle s'est illustrée pendant les deux Guerres mondiales et fut à l'origine du service aérien sanitaire). Mais, à ce jour, il n'a pas encore été retenu et nous ne savons pas pourquoi.

Les marcheuses ont souhaité effectuer des formations en collectifs, nous avons un accompagnement pour cela, et nous en remercions beaucoup la Ville. Il n'en reste pas moins que, pour le moment, nous n'avons pas d'interlocuteur à la citoyenneté pour accompagner ces femmes

pour la prise de parole en public. Nous n'avions pas non plus l'appui du Conseil citoyen au départ, pour inviter les femmes qui ont marché à venir au Conseil citoyen. De fait, on doit vraiment se battre pour être certain.e.s que l'action va se poursuivre.

Je suppose que grâce aux formations qui vont être mise en place, cela va devenir quelque chose de tout à fait normal. J'imagine que c'est parce que c'est expérimental qu'il faut se battre, et aussi parce que nous sommes à la Goutte d'Or. Il est vrai qu'il faut veiller à ne pas heurter les différentes

sensibilités et être assez courageux et courageuses. En effet, le lendemain des marches, nous avons subi des pressions très importantes de la part des dealers, presque tous des hommes, qui sont venus s'installer devant notre vitrine. Nous avons dû porter plainte.

Mais globalement, le projet a enclenché des choses très positives au sein de l'association et avec la plupart des femmes : nous avons créé des amicales de locataires après ces marches, ce que nous n'aurions jamais fait auparavant ; les femmes sont extrêmement mobilisées par tout ce qui est collectif. Le Conseil citoyen a beaucoup travaillé pour être en mesure d'accueillir du monde, et au mois de juin, les femmes vont venir au Conseil citoyen. Elles ont suivi entre elles des formations, notamment des cours de français pour se sentir plus à l'aise. A présent, nous en sommes à quasiment supprimer les suivis individuels pour ne réaliser que des actions collectives. Tous ces éléments vous montrent combien ces marches, parce qu'elles étaient accompagnées par une multiplicité d'acteurs, ont impacté le quotidien personnel des femmes (pour le moment, nous n'en sommes pas à l'environnement urbain.). Donc, restons optimistes !

DJAMILA HAMIMI

Marcheuse, médiatrice à Paris Macadam

Cela n'a pas été facile pour nous, en tant que salariée, ni aux adhérentes de l'association, de marcher pour la première fois. Nous avons commencé par sensibiliser les femmes du quartier. Nous avons organisé beaucoup de « cafés partagés », et c'est en écoutant les femmes parler entre elles que nous avons compris qu'il se posait un vrai problème dans le quartier. Nous avons donc commencé par des réunions de lancement au sein de l'association, au mois de mai, et ces réunions étaient suivies par des ateliers. Nous avons travaillé sur des cartographies pour que les femmes montrent les endroits où elles ne se sentent pas à l'aise, où elles ne se sentent pas en sécurité, ni elles ni leurs enfants d'ailleurs, et nous avons fini par effectuer des marches exploratoires avec les adhérentes, les habitantes du quartier. Une restitution a été faite le 7 novembre avec le maire de l'arrondissement.

C'était très difficile pour nous. Personnellement, je n'habite pas le quartier mais je passe toujours par la rue qui est très sensible, où les femmes n'osent pas passer, que ce soit avec leurs poussettes ou avec leurs enfants, et jamais avec leur mari. Il y a une place qui est très fréquentée par les hommes et quand les femmes y passent, ce sont des mots vulgaires que les hommes lancent, alors qu'elles sont accompagnées par leur mari (ou le mari accompagné par sa femme). Donc, les femmes préfèrent ne pas passer par cette placette. Nous y avons réfléchi, avons proposé de lui donner un nom, car cette placette n'en a pas. On l'appelle la place Polonceau, mais ce n'est pas son nom. Nous avons travaillé sur ce sujet avec les adhérentes de l'association, dans le cadre des cafés partagés que nous organisons à l'association. Nous appelons cela les jeudis de l'égalité : chaque jeudi, à lieu un café partagé avec un.e intervenant.e, selon la thématique que l'on a choisi. Nous consultons d'abord les femmes, et ensuite, nous travaillons sur la thématique. Après des discussions animées et un vote, les adhérentes ont retenu un nom à donner à cette placette : Marie Marvingt, née à Aurillac en 1875, « Lorraine du cœur ». Elles voulaient vraiment un nom français, le nome d'une femme Française, c'était important. Je ne sais pas si ce choix sera retenu ou non.

FARDOUS SAÏDI,

Marcheuse, habitante de la Goutte d'Or

Au départ, j'ai participé à un café partagé à Paris Macadam. Au cours de ces réunions, on parle et on discute. Le jour où on nous a parlé des marches exploratoires, nous avons dit : « Oui, c'est bien. » Les femmes sont très contentes de participer aux marches exploratoires. Pourquoi ? Parce qu'elles ont beaucoup d'espoir de voir la rue de la Goutte d'Or changer, car la situation actuelle est très fatigante. Ce sont des femmes au foyer, des femmes qui n'ont pas beaucoup d'endroits où aller avec leurs enfants. Elles sont aussi trop occupées pour aller loin. Nous n'avons pas de problèmes avec les habitants, nous en avons avec des personnes qui viennent de l'extérieur. Quand on passe dans la rue, on trouve plus de 300 personnes, des hommes en majorité, âgées de vingt à trente ans, qui occupent l'espace public, et on n'est pas tranquille dans certains espaces, y compris les jardins.

Normalement, les jardins sont faits pour les habitant.e.s, mais quand on trouve plus de soixante personnes dans les jardins, on n'est pas à l'aise dans les quartiers. Et on ne partage pas l'espace public avec les hommes. On ne peut pas aller dans tous les restaurants, on ne peut pas rentrer tranquillement avec nos enfants, avec nos maris, avec des amies ou même seules. Les femmes sont très gênées. Alors, elles disent que c'est bien, ces marches exploratoires, car il faut qu'on parle. Surtout, elles ont beaucoup d'inquiétudes pour leurs enfants, pour leur avenir.

Nous ne voulons pas quitter le quartier, mais nous avons beaucoup de soucis et d'angoisses, surtout pour la sécurité : il y a beaucoup de dealers, beaucoup de trafic dans la rue. Récemment, on a observé que le trafic bougeait, avec du mouvement dans les rues, des choses qui sont en train de changer ; c'est bien, cela nous donne de l'espoir, mais il reste encore beaucoup de problèmes, surtout à certains moments. L'été est une période difficile pour nous : on ne dort pas, à cause du bruit, et de la saleté aussi. La Mairie vient, nettoie, fait son travail, mais beaucoup d'étrangers et beaucoup de gens qui n'y habitent pas squattent dans le quartier de la Goutte d'Or. C'est cela, le problème. Pourquoi tous ces gens sont-ils là ? Nous ne comprenons pas ce qui se passe dans ce quartier. C'est la raison pour laquelle nous sommes très heureuses de rencontrer l'équipe : Victor, Paris Macadam, Djamila, Christine. Avec eux, nous étions à l'aise alors que c'est difficile pour nous de sortir, de parler, de s'exprimer. Parmi nous, certaines ne pouvaient pas s'exprimer, mais le groupe nous a donné du courage et nous avons parlé de tous les problèmes dans le quartier. C'est la première fois que les habitantes participaient à un tel événement.

Nous avons beaucoup d'espoir, nous attendons que le quartier de la Goutte d'Or change, qu'il soit propre, tranquille. A titre d'exemple, nous avons effectué des marches à 10 heures : à ces heures, c'est calme, on peut marcher, c'est une vie normale. A partir de 18 heures, ou même dès 15 heures, ce n'est plus le quartier que l'on connaît le matin.

Merci à tous et toutes, en espérant que vous nous aiderez pour changer la vie de la Goutte d'Or.

AUDREY NOELTNER

Co-fondatrice de l'association Womenability

Nous avons fait un tour du monde, avec treize marches exploratoires et treize formations dans treize villes différentes. Le rapport va bientôt sortir.

Nous voulions savoir si, dans les grandes villes du monde, la question du genre et de l'espace public était une problématique plus spécifique au nord, au sud, à l'est ou à l'ouest.

Nous sommes allé.e.s interviewer plus de douze leaders politiques pour connaître la raison pour laquelle si peu de femmes étaient à la tête de grandes métropoles. Ensuite, nous avons interviewé des personnes qui proposaient de superbes projets pour améliorer le partage de la ville.

Nous avons travaillé sur la mobilité, la famille, la sécurité, les activités sociales.



LES TRANSPORTS

A propos de transport Emmanuelle Faure nous disait qu'il existait en France le manspreading, comme aux États-Unis (comportement conscient ou inconscient observable dans les transports en commun, consistant à s'asseoir en écartant les cuisses et en occupant ainsi plus que la taille d'un siège »). Des villes ont affiché des petits autocollants dans le métro juste pour rappeler ce message : « Vous pouvez aussi fermer les pieds. » C'est une bonne pratique qui a été instaurée.

Au cours des échanges, nous avons également parlé du cyclisme. A Hambourg, les vélos en libre service disposent d'un siège bébé à l'arrière. A Paris, on voit souvent des parents, le matin, mettre leur enfant sur le panier du Vélib. Le système choisi à Hambourg est un peu plus sécurisé. Il montre que les personnes qui ont mis en place le système de vélos en libre service ont pensé aux parents qui amènent leurs enfants à l'école par ce moyen de transport.





MALMO

=> Rampes adaptées

A Malmö, nous avons observé que tous les escaliers de la ville sont équipés d'une rampe d'accès, qu'il y ait trois marches ou une marche. Je ne comprends pas la raison pour laquelle à Paris, aujourd'hui, les escaliers ne sont pas encore équipés de rampes. Cela ne coûte pas très cher, on en trouve dans toutes les autres grandes villes européennes, et cela est utile pour les vélos, pour les poussettes, pour tous et toutes.



VIENNE

=> Poignées de tramway adaptées à plusieurs tailles

Vienne est l'exemple numéro un quand on parle des villes et du genre. La chargée du genre dans la ville nous a expliqué : « Quand nous avons mesuré toutes les dimensions du métro, nous nous sommes basés sur les dimensions d'un homme moyen. Or, souvent, les femmes sont plus petites, et certains hommes aussi sont plus petits. » Dès lors, ils se sont demandés pourquoi les poignées seraient toutes pareilles, et ils en ont installé des plus grandes et des plus courtes.

Ces quelques exemples illustrent le fait que quand on pense la ville pour tous et toutes, on trouve des solutions faciles à mettre en œuvre.

Nous traitons aussi du métro à Paris : 100 % des femmes s'y sentent en insécurité. Il y a eu beaucoup de harcèlements dans le métro, mais ce moyen de transport n'est pourtant pas si insécuritaire, c'est vraiment le sentiment d'insécurité qui y domine. Comment créer de la convivialité ? A Vienne, des magazines sont proposés en libre-service dans les carrés à quatre places. Peut-être que quand, lisant un article, on peut être tenté d'en parler à son voisin.e ensuite ? Comment penser des solutions afin de créer de la convivialité, pour que les gens se parlent dans le métro ? Pour moi, les gens ont peur dans le métro parce qu'on sait que s'il se passe quelque chose, peut-être que personne ne viendra nous aider.



JAPON

Place aux femmes enceintes

Au Japon, il existe des badges, ainsi qu'en Corée : quand une femme enceinte s'approche d'un carré où se trouvent des sièges réservés pour des personnes enceintes, le siège s'allume et émet des signaux. Donc, ce système est une solution : en s'approchant d'un siège, il clignote, et la personne sait qu'elle peut/doit se lever et laisser sa place.

LE STREET ART FÉMININ

On a aussi évoqué l'art. Il est important de promouvoir le street art au féminin ; ce n'est pas parce qu'on est une femme artiste que l'on doit faire du street art féminin, le street art n'a pas de sexe, les femmes comme les hommes peuvent le pratiquer. Pour ma part, j'ai grandi avec Miss Tic dans le 18e arrondissement, et ce sont les premiers propos féministes que j'ai jamais vus et lus. Je me disais : « C'est génial ! ». Il est important que la ville promeuve des exemples de femmes pratiquant le street art. Il est question ici d'empowerment.

La ville de Wellington a, à sa tête, une maire femme et suffragette, Celia Wade-Brown, qui a dit : « On en a marre du petit bonhomme vert ». Le prochain projet de signalétique de circulation pour les piétons sera une figure d'une personne transsexuelle très connue en Nouvelle-Zélande. Cet exemple montre que ce pays est en avance sur cette question.

En Inde également, ils agissent sur la signalisation et de harcèlement de rue. Les moyens financiers sont sans doute insuffisants encore, donc ce sont des conseils de quartier qui ont mis en place des affiches murales pour alerter sur le harcèlement dans la rue. Par exemple, dans un quartier, les hommes prenaient des photos des femmes sans leur consentement. Donc, une inscription murale a été placardée, disant : « selon la loi 354-C, c'est interdit de prendre des photos de femmes dans la rue. »

Un problème que l'on rencontre partout, c'est celui de « l'urination ». C'est désagréable, et ce ne sont pas souvent les femmes qui urinent dans la rue ! Or, quand on se lève le matin et que l'on se rend compte que les hommes ont exposé leur appareil génital, cela accroît le sentiment d'insécurité.

Vous voyez ici une photo d'un Dieu, Shiva je crois. En Inde, on met des photos des Dieux dans la rue. ... pour dissuader les hommes de s'épancher à cet endroit. A Paris, beaucoup de mesures sont prises contre l'urination en public, mais c'est un peu pour vous montrer que si on a une volonté politique, on peut trouver des solutions pas chères et marrantes.

VALORISER LE STREET ART FÉMININ

- **Afficher** des femmes, des artistes femmes (locales ?) sur les murs de la ville
- **Valoriser** une histoire marquée par les femmes souvent peu connue
- **Créer** des parcours « touristiques » mêlant découverte de la ville, art de rue et féminisme

Wellington

Le « petit bonhomme vert » se transforme en suffragette

>> Action publique

MUMBAI

Rappel des lois contre le harcèlement de rue

MUMBAI

Les dieux à la rescousse, contre l'urination dans l'espace public

>> Action publique

* 70% des femmes en Inde trouvent que l'urination public est une problématique



**OUVRIR LES POSSIBLES
AUX JEUNES FILLES**

- Proposer des temps dédiés pour donner confiance aux jeunes filles
- Encourager la mixité dans les activités diverses et variées

lundi est un jour où l'atelier leur est dédié.

OUVRIR LES POSSIBLES AUX JEUNES FILLES

Pour ce qui est du vélo et du skate, une association à Detroit aide les jeunes filles à réparer les vélos. Dans cette association, on s'est aperçu que seuls les jeunes garçons du quartier venaient pour réparer les vélos. Donc, le lundi soir, l'atelier n'est ouvert qu'aux jeunes filles. L'association leur offre un vélo si elles sont venues pendant un mois. Les filles peuvent venir les autres jours aussi, mais le



MALMÖ
Discrimination positive pour encourager les jeunes filles à faire du skate

Il en va de même pour le skate. A Malmö, il existe un énorme skate parc, et la directrice de cet endroit s'est aperçue que très peu de jeunes filles le fréquentaient. C'est une problématique. La directrice a donc ouvert le skate parc uniquement aux filles le lundi. Ce n'est pas de la discrimination, c'est parce que les filles sont intimidées de commencer le skate. En l'occurrence, vous voyez des pères avec les petites filles, mais aussi des jeunes filles, et depuis que le skate parc est ouvert le lundi, elles viennent également les autres jours de la semaine. Des habitudes différentes se prennent et on voit que la culture du skate se répand un peu plus chez les jeunes filles.



MALMÖ
Créneaux prioritaires pour les équipes mixtes

De même, pour le football, à Malmö, il existe des créneaux prioritaires pour les équipes mixtes. Donc, si vous avez des filles dans votre équipe, vous pouvez avoir un créneau prioritaire. Pour avoir monté moi-même une équipe féminine à Paris, je peux vous dire qu'il est très difficile d'avoir des créneaux horaires de football. Ces initiatives ont pour but d'encourager les filles, de leur donner un petit

coup de pouce.



MONTEVIDEO
Equipements sportifs adaptés à tous

Quant au streetgym, vous voyez ici des jeunes filles, à Montevideo. L'espace comporte moins d'agès, peut-être parce que les femmes sont moins intéressées pour travailler leurs biceps que leurs hanches, les cuisses, les fessiers. Donc quand on crée un équipement sportif, il s'agit de penser à ce que les femmes ont envie de voir dans leurs équipements sportifs.

Kaifeng est mon exemple préféré. Quand on va en Chine, à 20 heures, tous les soirs, des centaines et des centaines de femmes sont dans la rue. A la Villette, on voit souvent des jeunes femmes chinoises qui font leurs exercices ou qui dansent. A Paris, à République ou à la Place des Fêtes, peut-être sur votre placette à la Goutte d'Or, il pourrait y avoir des vingtaines de femmes qui viennent organiser des cours de danse. En l'occurrence, la ville de Kaifeng organise un concours entre tous ces groupes de square-dance. La ville organise un concours du meilleur groupe et de la meilleure chorégraphie, et elle délivre une médaille chaque année. Elle encourage donc vraiment les femmes à occuper cet espace public. C'est gratuit, on vient avec sa « boombox », on danse, et parfois quelques hommes viennent participer. C'est facile à mettre en place.



Cela a été assez peu évoqué, mais la lumière revêt également un aspect important. A Malmö, un quartier était assez peu fréquenté par les femmes parce qu'il y avait des problèmes de revente de drogues. La Ville a travaillé sur la lumière pour créer un espace accueillant et joyeux. C'est devenu un endroit où l'on a envie de passer parce que la lumière, parfois colorée, le rend vraiment cool. C'est quelque chose qui peut aussi être travaillé pour des villes plus accueillantes et bienveillantes.



Autre exemple, à Vienne. Passer sous un échafaudage, ce n'est jamais très agréable, cela fait toujours un peu peur, cela sent souvent l'urine. En l'occurrence, la Ville a installé des néons de toutes les couleurs. C'est facile à faire ! Pourquoi ne prendre que des néons blancs ? Au lieu de faire quelque chose d'anxiogène, on peut créer un environnement chaleureux et artistique.



Nous avons aussi effectué une marche dans le 18^e arrondissement et tous les enfants disaient : « C'est nul, le square ferme à 17 heures l'hiver. Qu'est-ce qu'on fait tout l'après-midi ? » A Malmö, où il fait nuit très tôt, les espaces de jeu sont éclairés. Vous voyez une boule où les enfants peuvent se jeter dessus, et la lumière est partie intégrante du square et des équipements publics. Donc, pourquoi ne pas aussi travailler sur ces questions-là pour avoir des parcs ouverts plus tard le soir ?

Je vous laisse sur cette dernière belle image, en Corée. C'est un canal souterrain qui a été ouvert. A présent, c'est devenu un endroit très romantique, que les gens fréquentent à toutes les heures de la soirée. Vous parlez de la petite ceinture ; pourquoi ne pas éclairer les ponts sous la petite ceinture avec un arc-en-ciel ? Voilà, je voulais finir avec des petites bonnes pratiques faciles à mettre en œuvre pour les villes.



QU'EST-CE QUI NOUS EMPÊCHE DE FAIRE UNE VILLE ÉGALITAIRE ?

Conférence introductive au lancement du guide « Genre et espace public »

Paris, 10 octobre 2016

YVES RAIBAUD, GEOGRAPHE, UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE, UMR PASSAGES

PREAMBULE

Christine me dit qu'il ne faut pas s'excuser d'être un homme, que l'important est ce qu'on a à dire. Je le fais quand même, parce que je suis un instant mal à l'aise d'être à l'ouverture de cette journée, bien que je sois probablement fondé à être là, en tant que géographe du genre et membre du Haut Conseil à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes. Ma façon d'être légitime à vos yeux sera donc en préambule de me présenter comme féministe, sans réserve. Ensuite d'apporter ce que je crois être un point de vue situé, du style : « trahir le secret des hommes », pour paraphraser l'anthropologue Maurice Godelier. C'est à dire apporter au débat une contribution sur les façons dont « nous les hommes », nous faisons la ville, consciemment ou inconsciemment, pour notre usage et à notre profit.

Avant cela je voulais remercier chaleureusement Hélène Bidard et Christine Guillemaut de m'avoir associé à l'élaboration de ce magnifique guide genre et espace public. C'est un moment fort, celui où l'on passe de la recherche à la réalisation concrète, où le militantisme des associations féministes devient de l'action publique avec des préconisations, un agenda, un budget. Vous présentez aujourd'hui ce guide avec beaucoup d'enthousiasme mais aussi d'humilité. C'est la raison pour laquelle, je pense, vous avez invité toutes ces villes qui réfléchissent depuis des années aux questions d'égalité entre les femmes et les hommes et aux violences de genre dans la ville : Vienne, Berlin, Barcelone pour ne citer que quelques-unes des capitales qui sont représentées aujourd'hui. En faisant ainsi vous ne faites pas l'erreur, si fréquente en politique, qui consiste à faire croire qu'on invente des choses totalement nouvelles alors qu'elles existent déjà, ici ou ailleurs, depuis longtemps. Cela fait plusieurs décennies en effet que ces questions ont été prises au sérieux par les villes, le plus souvent grâce à l'impulsion des associations féministes, même si elles ont eu souvent l'impression de prêcher dans le désert.

Il en est de même pour la recherche en France. Le temps des balbutiements est loin. « Crise urbaine et espaces sexués », le livre de la géographe Jacqueline Coutras date de 1996, il y a 20 ans. La thèse de Sophie Louargant (une des premières thèses en géographie du genre) a bientôt 15 ans. Les sociologues Sylvette Denèfle (utopies féministes et expérimentations urbaines), Marylène Lieber (genre, violences et espaces publics), les géographes Claire Hancock (genre et justice spatiale), Corinne Luxembourg, Marion Tillous, Edith Maruejols et d'autres encore ont produit depuis dix ans de nombreux travaux en France centrés sur le genre et les espaces publics, en lien aussi bien avec les municipalités et les réseaux associatifs qu'avec la recherche internationale. De plus en plus de masters et de thèses de doctorat se consacrent à ces sujets, ce qui montre la force de la relève. Citons parmi d'autres la thèse de Lucile Biarotte à Paris sur la prise en compte du genre dans l'aménagement et l'urbanisme, celle de Mélusine Dumerchat à Montréal sur le genre et les politiques de sécurité dans l'espace public ou celle d'Evangelina San Martin à Toulouse sur les mobilités des femmes victimes de violences conjugales.

ETUDES URBAINES ET FEMINISME

Alors que nous entrons un peu plus, grâce à ce guide, dans une phase opérationnelle, il me semble utile de jeter un coup d'œil en arrière et de rappeler quelques idées majeures développées par les géographes américaines des années 1980. C'est l'époque où les activistes féministes dénoncent à travers leurs textes et par des manifestations le harcèlement de rue, qu'elles comparent à du terrorisme sexuel. Elles sont les premières à montrer que le harcèlement de rue, loin d'être l'activité d'une minorité d'hommes mal élevés, a une fonction systémique de tri des sexes et d'infériorisation des femmes et des homosexuel.le.s (lesbiennes, gays, bi, trans) dans l'espace public. Elles démontrent à quel point cette activité sociale ordinaire est en réalité organisée, reposant sur des cultures urbaines masculines largement partagées, soutenues par une production culturelle sexiste, foisonnante, et visible en continu dans l'espace public avec les supports les plus variés : publicité, cinéma, chanson, arts et sports urbains.

De façon simultanée et symétrique, les géographes féministes des années 1980 dénoncent les travers d'une science masculiniste de l'espace. L'œil du géographe - depuis des siècles celui d'un homme, blanc, européen - s'est élevé pour cartographier ce qui est approprié ou susceptible de l'être : terres, peuples, richesses. Cela passe, comme l'ont montré Francine Barthe ou Claire Hancock, par l'élimination du corps et de sa représentation en géographie et par conséquent dans les sciences de l'aménagement et de l'urbanisme. Les corps sont absents aussi bien des cartes que des plans d'urbanisme ou alors s'ils existent, c'est sous forme de stéréotypes simplifiés à l'extrême. Dans le même temps le corps du chercheur (du géographe, du sociologue, de l'aménageur, l'architecte) disparaît lui aussi, permettant de faire croire à sa neutralité scientifique.

Voici ce qu'en dit Gillian Rose en 1983 « (...) *La neutralisation du corps en géographie est une ruse d'une science masculiniste visant à cacher ses manières-de-faire-avec-l'espace et les élaborations théoriques et conceptuelles qui en sont issues* ».

Comment procède cette science masculiniste et ses façons de faire avec l'espace ? Toujours selon Gillian Rose elle « *évolue entre possession par l'arpentage, pénétration par le regard et contrôle par le recouvrement exhaustif d'un espace extérieur* ». On peut sans trahir sa pensée poser aujourd'hui l'hypothèse que l'arpentage, la pénétration et le contrôle des espaces publics est une façon de voir et de faire la ville qui est commune à ceux qui la conçoivent (les élus, les architectes, les aménageurs, les urbanistes) et à ceux qui l'occupent et en jouissent d'une façon plus ou moins permanente, en grande majorité des hommes. Nous savons aujourd'hui que la production de la géographie est une production culturelle, plaçant artificiellement sur les cartes de nos contrées les pays développés du Nord en haut, l'Europe au centre, et inventant des frontières factices entre l'Europe et l'Asie (sources des invasions barbares). Nous devrions savoir de la même manière que la production de la ville est une production culturelle, profondément imprégnée de ces cultures masculines hégémoniques dont les travers sont visibles dès qu'on regarde la ville avec les lunettes du genre : tours et buildings, noms de rue, ponts et places, terrains de sport, grafs, urinoirs, affichages publicitaires, terrasses de café...

Ces sciences masculinistes sont à mon avis un des principaux obstacles à la réalisation de ce qui nous occupe aujourd'hui. Les architectes, les urbanistes, les aménageurs ne sont certes pas tous des hommes aujourd'hui, même si le plafond de verre dans ces professions est d'une épaisseur impressionnante, comme le montrent les réunions, colloques et congrès sur l'aménagement des villes animés par des plateaux 100 % masculins, les grands prix d'urbanisme, les lauréats des concours internationaux portant sur des grands travaux, etc. Quelles que soient la place des femmes et la bonne volonté de certains hommes dans l'aménagement et l'urbanisme, il me semble important de montrer que ces disciplines s'appuient sur des corpus masculinistes qui sont enseignés dans les écoles et universités comme des sciences exactes, et que donc elles ne sont pas neutres. Cela me semble un préalable pour comprendre l'échec fréquent des politiques d'égalité femmes hommes et de lutte contre les violences dans l'espace public, lorsque la volonté politique elle-même, au plus haut niveau, bute sur des bastions masculins formatés par la certitude de l'exactitude et de l'universalité de leurs modèles de pensée.

J'en profite pour vous raconter une anecdote et trahir le secret des consultations publiques, qui sont aussi bien souvent le secret des hommes. J'ai été contacté en mai et juin dernier (2016) par trois agences différentes qui concouraient à l'aménagement de places parisiennes et avaient lu, vu ou entendu parler d'une clause « genre » dans ce concours (j'ajoute que mon métier n'est pas de répondre à de telles demandes car elles ne sont pas liées à de la recherche). Les trois équipes étaient dirigées par des hommes et deux d'entre elles étaient exclusivement masculines. A la question de savoir si cela ne leur paraissait pas un problème de faire appel à un homme pour délivrer une expertise sur ces sujets, mes trois interlocuteurs ont d'abord paru étonnés, avant de me répondre qu'ils ne voyaient pas où était le problème, certains de pouvoir faire un urbanisme ouvert à toutes les différences. En résumé, pour ces hommes, c'est le talent et la compétence qui comptent et non le sexe de l'expert. Pourquoi pas, mais dans ce cas pourquoi n'avoir pas produit plus tôt une ville plus accessible aux femmes ?

Sur un autre sujet qui me tient à cœur, la centralité des espaces sportifs masculins d'accès libre – dans la cour de récréation comme dans les quartiers¹ – et leur conséquence sur la spatialité différente des femmes et des hommes dans l'espace public, j'ai pu mesurer la puissance de la pensée aménagiste masculine sur la construction de la ville, au point qu'il soit pratiquement impossible aujourd'hui d'empêcher ou même de questionner l'intérêt de petits, moyens ou grands équipement sportifs dans la ville, tous exclusivement occupés par des hommes. Cette pensée dominante continue donc à produire malheureusement beaucoup plus d'inégalités de genre au jour le jour que nous ne pouvons produire d'égalité en retour.

A cette science masculiniste, les géographes féministes américaines – toujours celles des années 1980 – tentent d'opposer un savoir-faire-de-la-science-par-les-femmes. Presqu'aussi célèbre que le « On ne naît pas femme, on le devient » de Simone de Beauvoir, la phrase de Claude Lévi-Strauss « Tout le village était parti à la chasse, sauf les femmes » en dit long sur la valence différentielle des sexes dans la science, sa façon de hiérarchiser l'importance des activités humaines au regard du sexe de leurs acteurs.

Les anthropologues et géographes féministes américaines, en valorisant à l'inverse le *care* et l'empathie dans leur approche de tous les autres (les femmes, les enfants, les vieux, les malades, tout ceux qui « ne vont pas à la chasse », c'est-à-dire le plus gros du corps social pris dans son ensemble), dévoilent une autre façon d'approcher le terrain et de faire la science, dont on peut très bien imaginer qu'elle est une autre façon aussi dont nous pourrions faire la ville. Voilà ce qu'en dit une autre géographe féministe américaine en 1994 :

« Les chercheuses féministes mobilisent le terrain comme un moyen de résistance au patriarcat et aux autres formes de domination, recourant à des manières de faire qui sont congruentes avec les expériences des femmes » (Nast, 1994, 61).

Dévoiler les procédés dont les hommes s'emparent de la ville, en dévoilant la réalité que sont les corps dans celle-ci, est malheureusement considéré comme une démarche très agressive ! C'est bien pour cela qu'opposer à l'apparente neutralité des études et des documents d'urbanisme des marches exploratoires et autres initiatives citoyennes de ce type est si difficile, au point de réveiller un antiféminisme latent, inscrit de longue date dans une sphère professionnelle homogène et dominée par les hommes, qui décourage à l'avance toute velléité de changement.

Dans leurs écrits, les géographes féministes montrent enfin comment elles se heurtent à une contradiction. D'un côté, une démarche féministe déconstruit les rapports de sexe en mettant en perspective l'égalité des classes de sexe, voir leur disparition au sein d'une humanité plurielle. De l'autre, une autre démarche féministe s'appuie sur l'expérience particulière des femmes, qu'on pourrait appeler le *care* comme « soin, affect, sollicitude », mais qui est aussi synonyme du travail invisible des femmes, au cœur de toutes les sociétés humaines et nécessaire à leur survie.

Dans les démarches genre et ville que j'ai observées ces dernières années et auxquelles j'ai pu parfois participer, cette contradiction est sous-jacente. Elle peut même aboutir à des formes de division, voire de concurrence sur les façons de faire, par exemple dans les marches exploratoires.

¹ CF. les travaux d'Edith Maruejols sur ces sujets.

Au risque de me répéter : cette contradiction n'a pas de raison d'être si elle se fonde sur une approche critique commune de la ville faite « par et pour les hommes », des sciences masculinistes qui la construisent et qui la modernisent, avec de nouvelles technologies sans cesse renouvelées auxquelles sont initiés dès leur plus jeune âge ceux à qui elles sont destinées. Il me semble que *care* et genre sont deux facettes complémentaires d'une approche féministe de la ville, que ce soit pour l'étudier ou pour la transformer.

Je terminerai par une citation de Geneviève Fraisse qui, me semble-t-il, peut inclure aussi bien les femmes que les hommes dans ce désir collectif d'une ville égalitaire, porteuse de meilleures ambiances urbaines.

« Mixité ou séparation, mélange contre ségrégation, il faut imaginer la vie de la cité future. Pour ma part je choisis la mixité et le mélange. La mixité des sexes est une expérience concrète, une réalité ordinaire qui porte aussi un rêve de plaisir, d'harmonie, de justice ».

IBLIOGRAPHIE :

- Coutras J., 1996, *Crises urbaines et espaces sexués*, Paris, Armand Colin.
- Delphy C., 2008, *Classer, dominer, Qui sont les « autres » ?*, Paris, La Fabrique.
- Denèfle S., 2008, *Utopies féministes et expérimentations urbaines*, Presses universitaires de Rennes.
- Hancock C., 2011, « Genre, identités sexuelles et justice spatiale [Gender, sexual identities and spatial justice, traduction : Claire Hancock], *Justice spatiale/Spatial justice*, 3, <http://www.jssj.org> (accès le 12/10/2014).
- Lieber M., 2008, *Genre, violences et espaces publics. La vulnérabilité des femmes en question*, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- Louargant Sophie, *De la géographie féministe à la Gender Geography*, *Espace, population, sociétés*, Vol. 20/3, p. 397-410, 2002
- Maruejols E., *La mixité à l'épreuve du loisir des jeunes dans trois communes de Gironde*, in *Agora Débats Jeunesse*, n°59, INJEP, octobre 2011, p. 79-91.
- McDowell L. (1992), « Doing gender: feminism, feminists and research methods in human geography », *Transactions, Institute of British Geographers*, n° 17, pp. 399-416.
- Nast H. J. (1994), « Opening Remarks on "Women in the Field" », *The Professional Geographer*, vol. 46, n° 1, p. 54-66.
- Nast H. J. (1998), « The body as "place". Reflexivity and fieldwork in Kano, Nigeria », in *Human Geography*, vol. 21, n° 3, p. 305-320.
- Nast et S. Pile (éd.), *Places through the body*, Londres, Routledge, p. 93-116.
- Rose G. (1993), *Feminism and Geography. The limits of geographical knowledge*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Rose G. (1996), « As if the mirrors had bled. Masculine dwelling, masculinist theory and feminist masquerade », in D. Nancy (éd.), *Body Space. Destabilizing geographies of gender and sexuality*, Londres, Routledge, p. 56-74.
- Sharp J. (2005), *Geography and gender : feminist methodologies in collaboration and in the field*, *Progress in Human Geography*, vol. 29, n° 3, p. 304-309.
- Volvey A. (2014), *Le corps du chercheur et la question esthétique dans la science géographique*, in *Information géographique* n° 78, 2014/1 paris, Belin, p. 92-117.

BONUS 2

PRESENTATION DU GUIDE

« GENRE ET ESPACE PUBLIC »

CHRISTINE GUILLEMAUT, VILLE DE PARIS



Réalisé avec le concours d'un groupe de travail pendant une année composé de différent.e.s acteur.trice.s.

VILLE DE PARIS : Conseil de la jeunesse, Conseil de la nuit, groupe-projet « 7 places » (SG et DVD), Prévention/protection (DPP), Urbanisme (DU), Jeunesse et sport (DJS).

DES INSTITUTIONS DU SECTEUR URBANISME : APUR, CAUE, IAU.

DES UNIVERSITAIRES : Claire Hancock, Université Paris Est Créteil - Lab'Urba et Lucile Biarotte, doctorante - Yves Raibaud, Université de Bordeaux - Marlène Lieber, Université de Genève - Edith Maruejols, docteure en géographie

DES ASSOCIATIONS : Genre et Ville, A places égales, A nous la nuit !

À partir des questions...



Comment se manifeste « le genre » dans l'espace public ?



Comment les femmes et les hommes se déplacent-ils/elles dans la ville au quotidien ?



Sont-ils/elles acteurs et actrices à part entière dans les processus de décision ?



A-t-on conçu, construit et aménagé des villes réellement POUR les femmes et les hommes ?

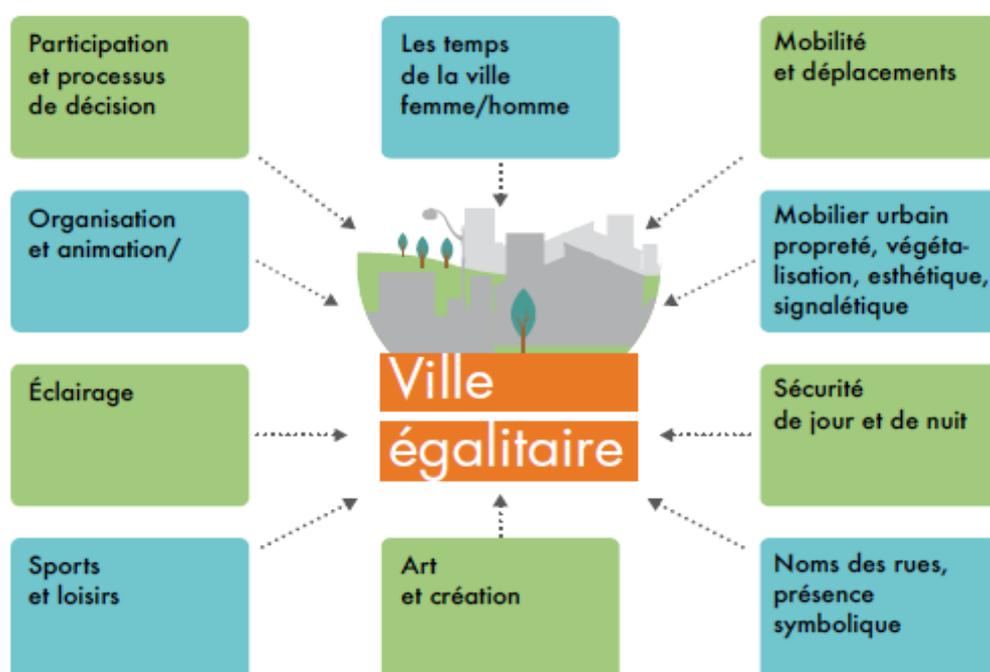


Femmes et hommes bénéficient-ils/elles des mêmes installations, établissements, structures publiques ?

Ce guide s'adresse aux **urbanistes** et aux personnes en charge de **l'aménagement, la planification, l'organisation, l'animation et la régulation** de l'espace public.

Il interroge des compétences **variées** :

- non seulement les compétences d'architecture, de construction et d'aménagement
- mais aussi les compétences qui ont trait au « vivre ensemble dans la cité ».



Il a pour vocation **pluridisciplinaire** d'accompagner les utilisateur.trice.s dans la mise en œuvre de choix urbains qui répondent à l'impératif d'égalité, en créant et en généralisant les initiatives destinées à favoriser la mixité de l'espace public et à rendre la ville plus adaptée à toutes et tous, plus agréable, plus vivante, plus conviviale.

LE SOMMAIRE DU GUIDE

PREAMBULE

LES INCONTOURNABLES

1. QUELQUES MODALITES TRANSVERSALES AUX 5 THEMES
2. UNE « APPROCHE GENREE » S'AVERE INDISPENSABLE
3. UN CADRE JURIDIQUE RECENT
4. LE « DROIT A LA VILLE »
5. LES RECOMMANDATIONS DU HAUT CONSEIL A L'EGALITE FEMMES HOMMES

LES CINQ THEMES



POUR CHAQUE THEME,

DES IDEES RECUES,

DES QUESTIONS A SE POSER,

DES PISTES D'ACTION.

OU TROUVER LE GUIDE : SUR LE SITE « PARIS.FR »

> <http://www.paris.fr/egalite-femmes-hommes> -

> <https://www.paris.fr/actualites/la-ville-de-paris-devoile-le-premier-guide-referentiel-sur-le-genre-l-espace-public-4138>

CONTACT :

> christine.guillemaut@paris.fr

PRESENTATION DES INTERVENANT.E.S



EMMANUELLE FAURE est docteure en géographie de la santé. Sa recherche doctorale, soutenue en décembre 2016, porte sur les articulations entre genre, territoire et santé.

Elle est aujourd'hui en post-doctorat à l'université de Paris Nanterre, au sein du laboratoire Ladyss – UMR 7533. Ce post-doctorat s'inscrit dans le projet GREENH-City dont l'objectif est de mieux comprendre l'implication des politiques urbaines d'aménagement des espaces verts en ville sur la santé des habitant.e.s. Ce projet implique l'EHESP, les universités de Nanterre, de Lausanne et de Laval ainsi que le réseau OMS « ville-santé ».

Dans l'ensemble de ses travaux Emmanuelle Faure s'intéresse aux constructions sociales et territoriales de la santé, à travers le prisme du genre en milieu urbain. Cette analyse intègre les représentations et les pratiques de décideurs, d'acteurs institutionnels et professionnels du champ socio-sanitaire, ainsi que celles des habitants et habitantes. Elle a précédemment travaillé sur les constructions territoriales des rapports filles/garçons dans des quartiers populaires de la région parisienne.

Enfin, Emmanuelle Faure fait partie de l'équipe coordinatrice du projet de recherche-action Les Urbain.e.s (<https://urbaines.hypotheses.org/>) qui s'intéresse à la place des femmes et des hommes dans l'espace public et la ville dont le terrain est la commune de Gennevilliers. C'est un projet qui allie professionnel.le.s, artistes, habitant.e.s, chercheur.e.s. C'est dans le cadre de ce projet qu'elle a participé à la coordination de l'ouvrage collectif « La ville : quel genre ? » paru en mars 2017 aux éditions Le temps des cerises.



JEAN-CHRISTOPHE CHOBLET, scénographe et urbaniste, responsable de la mission PAVEX (programmation, aménagement, valorisation et expérimentation de l'espace public parisien), Secrétariat général de la Mairie de Paris, créateur de Paris Plage et de Forme Publique.

Dans les projets urbains et actions de préfiguration qu'il pilote, la scénographie urbaine se met au service de la ville et de ses espaces publics. Pour ce faire, il s'agit d'impulser une dynamique et de fédérer les acteurs de la ville autour d'une projection d'avenir commune. Ainsi, deux temporalités sont à accorder : celle du projet urbain et celle de son action de préfiguration, celle à long terme, qui nécessite maturation et réflexion, et celle plus immédiate qui répond au désir et à l'urgence du moment présent. Pour que chacun puisse se rêver dans un futur de la ville.

Les usages de la ville et plus particulièrement de l'espace public sont sujets à des changements rapides ; ils marquent une appropriation croissante des espaces rendus disponibles. Les Parisiennes et les Parisiens ont montré qu'ils étaient en attente d'une ville réactive, proche de leurs envies et de leurs besoins. A la suite du projet des berges et de son fonctionnement, une réflexion approfondie a été menée pour voir quel outil pouvait répondre à cette nouvelle qualité que les Parisiens.ne.s demandent à leur ville.



CHRIS BLACHE, Consultante en Ethnosociologie, Co-fondatrice de Genre et Ville : Plate-forme de recherche et d'actions sur Genre et Territoires (<http://www.genre-et-ville.org/>).

Lire la ville « genrée » de l'expérimentation à la synergie : dans sa conception et son organisation la ville est présentée comme neutre, conçue pour toutes et tous, or les différentes études montrent que ce n'est pas le cas.

Cet impensé représente un véritable défi pour les urbanistes. Une lecture sensible de la ville, tant par ses habitant.e.s que par les professionnel.le.s qui la font, nous ouvre des pistes sur une redéfinition de la construction et de la vie des espaces. Reconnaître les creux et les pleins pour mieux habiter ? Avec Pascale Lapalud, Urbaniste, Designeuse, elle contribue aux travaux engagés sur les « 7 places parisiennes », pour une prise en compte du genre dans la conception urbaine de 3 places : Bastille, Panthéon, Madeleine.



MATHIEU PRATLONG, ingénieur des services techniques, chef de projets urbains, Service de l'Aménagement, Direction de l'Urbanisme, Mairie de Paris.

Mathieu Pratlong supervise actuellement le projet d'aménagement urbain de la Porte de Montreuil, sur la base des premières orientations d'aménagement sur le secteur, adoptées en juin 2015 au Conseil de Paris. Il pilote ainsi la phase opérationnelle du projet, qui, à terme, doit permettre d'améliorer le quotidien des habitant.e.s en leur offrant un cadre de vie plus agréable, de mieux relier Paris, Montreuil et Bagnolet par la création d'un boulevard urbain et la construction de bâtiments d'activités, enfin, de faire de la porte un véritable lieu de destination du Grand Paris.

Il suit la phase de concertation en cours, lancée à l'occasion d'une réunion publique le 12 avril 2016, ouverte à toutes et tous, habitant.es. de Paris, Montreuil, Bagnolet et du « Grand Paris », qui sont invité.e.s à participer aux échanges pour nourrir le projet. Cette concertation s'est organisée en deux temps : une première étape consacrée au nouveau franchissement et aux espaces limitrophes (printemps - été 2016) et une deuxième étape consacrée au projet urbain global (printemps 2017 – mi-2018).

En 2016, suivies de deux ateliers en salle, les deux marches exploratoires ont permis aux participant.e.s de comprendre et d'enrichir le projet de franchissement. Elles ont aussi permis de nourrir le diagnostic en amont de l'étude urbaine globale qui a débuté début 2017 (concertationportedemontreuil@imaginons.paris).



DIDIER OSTRE, administrateur territorial, directeur général des services de la ville de Bagnolet, directeur général de collectivités depuis une quinzaine d'années, il a travaillé surtout dans des villes de Seine-Saint-Denis (Clichy-sous-Bois ; Bondy ...).

Parallèlement, il assume les fonctions de professeur associé à l'École d'Urbanisme de Paris depuis 10 ans. Travaillant par approche comparée sur les questions de renouvellement urbain et de développement territorial intégré, il privilégie les méthodes intégrant l'expression des habitants et/ou usagers.



KAÏS MARZOUKI, chef du bureau de la participation, de la vie associative, de la jeunesse et des sports, Direction de la ville et de la cohésion urbaine, Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET).

Kaïs Marzouki exerce au sein de la sous-direction en charge de la conception et de la mise en œuvre de la politique de la ville dans le champ de la cohésion et du développement social. Il y dirige le bureau qui a la charge de la conception et de la mise en œuvre de la politique de la ville sur le champ suivant : participation des

habitants (dont les conseils citoyens), vie associative, jeunesse (dont service civique), sport et médiation sociale (dont dispositif adultes-relais).

Pour ce qui est des marches exploratoires de femmes, dispositif participatif venu du Québec, le CGET a publié dans sa revue [En bref #17] un article « Quand des femmes changent leur ville en marchant » ([en-bref-17-cget-04-2016.pdf](#)) et, le 2 février 2017, sous l'égide du CGET, France médiation a réuni les 150 marcheuses des 12 sites expérimentaux des marches exploratoires, quatre mois après la remise de son rapport aux ministres chargés de la Ville.

En effet, le 20 septembre 2016, France médiation a remis à Laurence Rossignol, ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des Femmes, Patrick Kanner, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, et Hélène Geoffroy, secrétaire d'État chargée de la Ville, son rapport sur les marches exploratoires, menées entre septembre 2014 et janvier 2016 dans

12 villes. Devant les résultats positifs de cette expérimentation nationale, Patrick Kanner a annoncé que ces marches seraient généralisées dans tous les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).



CAMILLE GREMEZ, chargée de mission, France Médiation.

Titulaire d'un master en politiques publiques et changement social, formée en France et au Brésil, Camille Gremez est chargée de l'animation nationale du réseau France Médiation depuis 2012, elle anime notamment les espaces d'échanges et de qualification entre les adhérents. Elle a coordonné les travaux d'élaboration du référentiel de certification de France Médiation "acteur engagé responsable" (dont s'est inspirée la certification AFNOR) ainsi que l'expérimentation nationale de marches exploratoires de femmes.

Elle anime les formations sur la politique de la ville au sein du réseau. Elle est également formatrice de formateurs dans le cadre du plan national de formation du CGET aux Valeurs de la République et à la laïcité.

De façon générale, le réseau France Médiation a pour missions de restaurer le lien social et favoriser le « mieux vivre ensemble », promouvoir l'accès aux droits des personnes, favoriser la citoyenneté et l'autonomie des individus, faciliter une meilleure compréhension des points de vue d'autrui et des conséquences sociales des comportements de chacun. L'association a pour vocation de réunir autour de ces thèmes majeurs, l'ensemble des acteurs et actrices concerné.e.s dans une approche transversale et multi-partenaire. Elle entend favoriser toute forme d'intelligence collective, dans le but de coproduire de l'ingénierie et de réaliser toutes actions concrètes.

La médiation sociale a été définie lors du séminaire européen organisé en 2000 à Créteil par la Délégation Interministérielle à la Ville. 43 experts de 12 pays européens se sont ainsi accordés sur une définition commune : « un processus de création et de réparation du lien social et de règlements des conflits de la vie quotidienne, dans lequel un tiers impartial et indépendant tente, à travers l'organisation d'échanges entre les personnes ou les institutions, de les aider à améliorer une relation ou de régler un conflit qui les oppose ».

PRESENTATION DES INTERVENANT.E.S



VICTOR DELESCLUSE, équipe de développement local Goutte d'Or, sous-direction de la Politique de la Ville et de l'action citoyenne, Paris.

En charge des questions de Santé/ Cadre de vie/ Lien social/ Relations avec les bailleurs/ Logement et urbanisme, il participe à la réduction des inégalités et à l'amélioration des conditions de vie au sein de l'équipe dirigée par la Cheffe de projet, Charlotte Lechat, dans le quartier de la Goutte d'Or à Paris 18^{ème}, quartier classé en Politique de la ville depuis 1984.

Les axes de travail de l'équipe portent sur la prise en compte des publics les plus fragiles (construction de parcours vers l'emploi pour les publics les plus éloignés, soutien des élèves fragiles scolairement, lutte contre le non-recours aux droits et services), l'accompagnement des transformations urbaines du quartier et favoriser la qualité de vie (avec la mobilisation des habitants en faveur de leur cadre de vie et du fonctionnement de la vie collective dans les immeubles), le « vivre ensemble » et la mobilisation des habitants. Ce dernier point doit l'implication et la recherche collective de solutions, dans les meilleures conditions pour que les différentes populations se rencontrent, en valorisant la diversité culturelle et les échanges interculturels et en ouvrant le quartier sur l'extérieur.

Dans ce cadre, en 2016, il a porté avec succès le projet de marche exploratoire des femmes de ce quartier, qui a donné lieu à un plan d'actions, qu'il coordonne dans sa mise en œuvre en lien avec la mairie du 18^{ème} arrondissement.



GERTRUDE DODART, directrice de Paris Macadam- Les Arcavals.

Transmettre et innover sur des bases solidaires, c'est le fondement de son action qui met en œuvre des compétences en termes de création artistique et de mise en réseaux. Spécialisée dans les interventions en espace public urbain, elle réalise avec succès le management culturel et la direction artistique de divers projets de territoire. Elle a développé une connaissance des réseaux de diffusion artistique et des nouvelles formes de tourisme et une expertise des quartiers politique de la ville, des discriminations, de l'égalité femmes/hommes.

En 1996, elle a fondé l'association Paris Macadam - Les Arcavals qu'elle dirige aujourd'hui. Située rue de la Goutte d'Or dans le 18^{ème} arrondissement, Paris Macadam est une entreprise solidaire et d'intérêt général de lutte contre les discriminations par l'art et la culture subventionnée par les collectivités territoriales et l'Etat, qui organise des manifestations en espace public urbain: Nouvel an Chinois, Fête des Vendanges, Carnaval Tropical, Incroyable Rallye, Raide Dingue de Paris, Quartiers d'Art...

En 2016, Gertrude Dodart a été à l'initiative d'une marche exploratoire des femmes de la Goutte d'Or, en partenariat avec l'équipe de développement local et avec le concours d'une consultante-experte, Dominique Poggi, du collectif « A places égales ».



CHRISTINE GUILLEMAUT, chargée de projet Service égalité intégration inclusion/ Direction de la démocratie des citoyen.ne.s et des territoires, Mairie de Paris.

Engagée professionnellement depuis les années 1995 en faveur de l'égalité femmes hommes, Christine Guillemaut, titulaire d'un DESS en sciences de l'éducation, a d'abord œuvré en Rhône-Alpes, sur un programme européen de prise en compte de l'égalité entre les hommes et les femmes dans les politiques publiques de l'Etat en région (intitulé « Trans-faire »), puis à la Région Rhône-Alpes sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'action régional pour l'égalité. Elle a pu explorer les compétences territoriales d'une Préfecture puis d'un Conseil régional dans l'idée de prendre en compte les problématiques liées à l'égalité femmes hommes, notamment dans les politiques de la jeunesse ainsi que de l'emploi et de la formation professionnelle.

A la Ville/Département de Paris, en tant que cheffe de projet au sein du Service égalité, intégration, inclusion, elle pilote depuis 2006 un Plan de lutte contre les violences faites aux femmes et, depuis 2015, elle a la charge de la prise en compte du genre dans l'espace public. Elle a contribué à l'élaboration d'un guide, le premier en France, « Genre & espace public », qui permet d'approfondir les questions à se poser et les indicateurs à définir pour un environnement urbain égalitaire. Enfin, elle a contribué au développement des marches exploratoires de femmes à Paris : Belleville-Amandier (20^{ème}), Porte de Vanves (14^{ème}), Chapelle avec « Womenability » (18^{ème}), Place des Fêtes (19^{ème}), Goutte d'Or (18^{ème}), Rosa Park/Mc Donald (19^{ème}) et enfin, dans le 13^{ème} avec une marche de jeunes filles (<http://www.paris.fr/egalite-femmes-hommes>).

